

CEB

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

# Rapport financier

2018

# Chiffres clés

En 2018, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a réalisé, voire dépassé, ses objectifs d'activité au cours de la deuxième année de son Plan de développement 2017-2019. Sa performance financière solide a permis à la CEB d'accomplir son mandat social en Europe.

*En millions d'euros (normes IFRS)*

| | **2017** | **2018** | ***Variation*[1]** |
|---|---|---|---|
| Encours de prêts | 13 792 | 14 625 | *+6,0%* |
| Projets approuvés dans l'année | 3 908 | 3 898 | *-0,3%* |
| Stock de projets | 6 981 | 7 891 | *+13,0%* |
| Engagements de financement signés dans l'année | 3 195 | 4 174 | *+30,6%* |
| Prêts décaissés dans l'année[2] | 2 302 | 2 773 | *+20,5%* |
| Émissions dans l'année[2] | 2 993 | 4 912 | *+64,1%* |
| Total du bilan | 23 798 | 24 348 | *+2,3%* |
| Résultat net | 112,0 | 97,5 | *-13,0%* |

[1] *Les variations sont calculées par rapport à des chiffres en milliers d'euros*

[2] *Contrevaleur en euros au cours de change du jour de la transaction*

# Synthèse financière

## Éléments clés de l'activité

En 2018, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a maintenu un niveau d'activité soutenu. Au 31 décembre 2018, le montant de projets approuvés s'élève à € 3,9 milliards (-0,3%), les décaissements sont en hausse à € 2,8 milliards (+20,5%), le stock de projets ressort à € 7,9 milliards (+13,0%) et l'encours de prêts est en augmentation pour atteindre € 14,6 milliards (+6,0%).

En 2018, de nouveaux emprunts d'une durée supérieure à un an ont été émis pour un montant de € 4,9 milliards par rapport à € 3,0 milliards en 2017. Onze émissions ont été lancées en 2018 (contre cinq en 2017) en respectant les limites de l'autorisation d'emprunt de € 5,0 milliards (€ 3,0 milliards en 2017). Au total, 73% des fonds levés par la Banque étaient libellés en euro, 17% en dollar des États-Unis et 10% en livre sterling. Le 20 mars 2018, la CEB a émis sa deuxième obligation d'inclusion sociale en euros : € 500 millions avec une échéance à sept ans, laquelle a suscité l'intérêt des investisseurs au-delà de € 950 millions.

## Performance financière

### 1. Bilan

Au 31 décembre 2018, le total du bilan s'élève à € 24 348 millions contre € 23 798 millions au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 2,3%.

#### À l'actif

L'**encours de prêts** atteint € 14 625 millions à fin 2018, soit une augmentation de 6,0% par rapport à € 13 792 millions à fin 2017. Cette augmentation est la conséquence du niveau important de décaissements (€ 2 773 millions)[1], dépassant les remboursements de prêts sur la période (€ 1 910 millions)[1].

À fin 2018, le volume des **emplois de trésorerie** baisse de 5,0% passant de € 6 241 millions à fin 2017 à € 5 929 millions à fin 2018.

Les **titres de dette au coût amorti** ont diminué de 2,8%, passant de € 2 200 millions à fin 2017 à € 2 138 millions à fin 2018 en raison de tombées d'échéance et d'aucun nouvel investissement en 2018 compte tenu de l'environnement des taux d'intérêts bas et conformément à la politique financière et des risques révisée en 2016.

#### Au passif

Les **emprunts et dettes représentées par un titre (y compris les intérêts courus)** ont augmenté de 3,7% passant de € 18 915 millions à fin 2017 à € 19 623 millions à fin 2018. Les nouvelles émissions à hauteur de € 4 912 millions[1] ont quasiment saturé l'autorisation d'emprunt annuelle pour 2018, et les remboursements totalisent € 4 507 millions[1].

Le poste **"autres passifs"** d'un montant de € 396 millions à fin 2018 est en hausse de 8,9% par rapport à € 364 millions à fin 2017.

Les **provisions relatives aux engagements de pension** augmentent de € 23 millions, soit +10,4%, passant de € 234 millions à fin 2017 à € 258 millions à fin 2018.

Les **capitaux propres,** y compris le résultat net de 2018, s'élèvent à € 3 023 millions à fin 2018, comparé à € 2 967 millions à fin 2017. Cette augmentation de 1,9% est due :

- à l'affectation du résultat net de 2018 (€ 97,5 millions) à la réserve générale
- à la variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, soit -€ 27,1 millions
- à la provision d'un montant de -€ 14,0 millions liée à l'implémentation de la norme IFRS 9

Enfin, le **bilan** fait ressortir une variation d'instruments dérivés (instruments financiers à la juste valeur par résultat et instruments dérivés de couverture) de -€ 37 millions, soit -3,7%, (actif) et de -€ 251 millions, soit -22,2% (passif) respectivement. Ces postes représentent la juste valeur positive (actif) ou négative (passif) des instruments dérivés (contrats de taux de change et de taux d'intérêt) utilisés pour la couverture des prêts, des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dettes représentées par un titre.

[1] Contrevaleur en euros au cours de change du jour de la transaction.

## 2. Compte de résultat

L'environnement actuel de marché européen est marqué par des taux d'intérêt historiquement bas. C'est dans ce contexte que la CEB affiche un résultat net de € 97,5 millions, en baisse de 13,0% contre € 112,0 millions en 2017. La croissance du portefeuille de prêts et les solides rendements des liquidités à court terme sont partiellement compensés par le revenu fixe à long terme.

Les **charges générales d'exploitation** (y compris les **amortissements**) s'élèvent à € 51,0 millions en 2018, comparé à € 48,5 millions en 2017.

Les **revenus nets de base (*core earnings*)**, qui excluent les valorisations issues de l'application des IFRS, atteignent € 100,5 millions en 2018, contre € 109,6 millions en 2017, soit une baisse de 8,3%.

En raison de la baisse des revenus et de l'augmentation des charges d'exploitation, le **coefficient d'exploitation ajusté** s'est légèrement détérioré à 33,3% en 2018 contre 30,3% en 2017.

En conclusion, la performance financière de la CEB en 2018 est le résultat de sa forte capacité à faire face à un environnement financier difficile, en s'appuyant sur des politiques financières et de gestion des risques prudentes. Par ailleurs, comme pour les exercices précédents, aucun impayé ou arriéré n'a été enregistré en 2018. Le résultat net a été affecté en intégralité aux réserves de la Banque afin de renforcer sa base en capital.

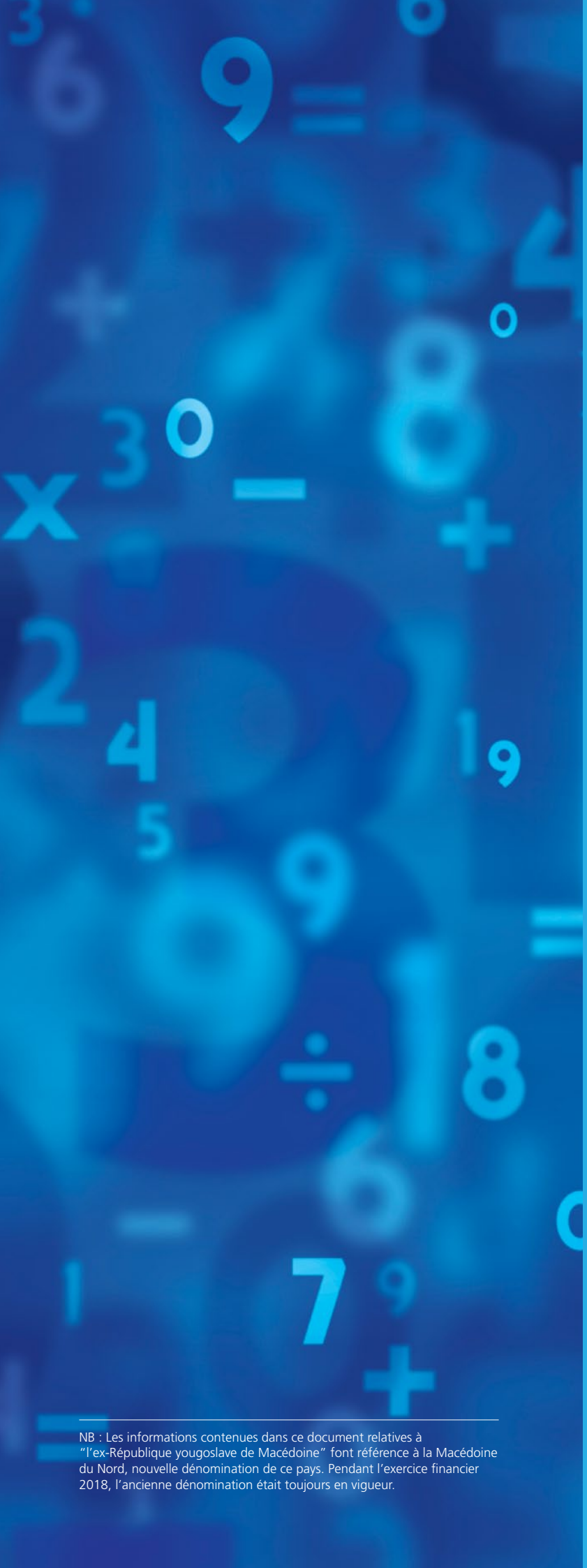
## 3. Ratios clés et notations

En tant que banque multilatérale de développement, la CEB n'est pas soumise au cadre réglementaire de ses États membres. Cependant, la politique de la Banque est de suivre les meilleures pratiques bancaires (*Best Banking Practices* - BBP). À cette fin, la CEB applique sur une base volontaire les recommandations pertinentes du Comité de Bâle et les directives de l'Union européenne. Dans ce but, la Banque a défini un ensemble de *ratios prudentiels* pour évaluer et surveiller les risques découlant de ses activités. Ces ratios et indicateurs sont organisés autour de six axes principaux (Capital, Levier, Liquidité, Risque de crédit, Risque de taux d'intérêt et Risque de taux de change), présentés ci-dessous :

- L'**adéquation des capitaux propres** (minimum : > 10,5%) a sensiblement progressé, passant de 29,2% en 2017 à 30,4% en 2018, soit +1,2$_{PP}$, dû à une diminution des actifs pondérés en risques pour l'activité financière et l'augmentation des capitaux propres généré par le profit.
- L'**effet de levier** est resté stable en raison du ratio d'endettement (limite : < 10) à fin 2018, soit 6,25 par rapport à l'année précédente. La Banque vise à maintenir un ratio bien en deçà de la limite actuelle (10 fois) et à trouver le juste équilibre entre l'effet de levier et la liquidité.
- La **liquidité :**
  - Le **ratio de liquidité à court terme** (limite -1 année- : > 100%) reste bien au-delà de sa limite avec 124% pour la période d'un an en 2018, comparé à 114% en 2017.
  - La **période d'autosuffisance** (limite : > 6 mois) a atteint 10 mois en décembre 2018, se situant au-delà de sa limite, comparé à 9 mois en 2017.
- **Risque de crédit (marché) : la notation de crédit interne minimale** (limite : > 7,0 (A-) pour des investissements à court terme ; > 8,0 (A+) pour des investissements à long terme) : en 2018, comme l'année précédente, aucune contrepartie ou transaction n'était notée en-dessous du seuil défini.
- **Risque de taux d'intérêts : la sensibilité de la valeur économique** (limite : < 0,5%) des fonds propres (risque de marché (RM)) était à -€ 1,1 million en 2018 pour une limite de ± € 16,6 millions des fonds propres (RM), contre -€ 5,2 millions pour une valeur absolue maximale de € 16,2 millions à fin 2017.
- **Risque de taux de change :** la position nette ouverte en devise (limite en valeur absolue : < € 1 million par devise) était en-dessous de sa limite pour chaque devise en 2018, comme l'année précédente.
- Le **ratio des actifs de trésorerie** (limite : > 5) s'affiche à 2,63 à fin décembre 2018, comparé à 2,78 à fin 2017.

L'agence de notation Standard & Poor's a confirmé en septembre 2018 l'excellente notation de la CEB à AA+ avec perspective positive[2], ce qui reflète la pertinence de la Banque en tant que contributeur financier important à l'investissement social en Europe. Moody's et Fitch Ratings ont confirmé, de leur part, l'excellente notation de la CEB à Aa1/AA+, perspective stable. Les trois agences ont souligné le soutien important des actionnaires, la politique de gestion des risques conservatrice et la politique de liquidité solide.

[2] Le 15 février 2019, Standard & Poor's a relevé la notation de la CEB, de "AA+, perspective positive" à "AAA, perspective stable".



# Sommaire


**6 États financiers**
6 Objectifs de la Banque
6 Secteurs d'intervention
7 Bilan
8 Compte de résultat
9 État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres
10 État de variations des capitaux propres
10 Tableau des flux de trésorerie

**11 Notes annexes aux états financiers**
11 **Note A** - Résumé des règles comptables appliquées par la Banque
19 **Note B** - Effets des changements de présentation et de la première application des normes IFRS 9 et IFRS 15
24 **Note C** - Gestion des risques
40 **Note D** - Instruments financiers à la juste valeur par résultat et instruments financiers dérivés de couverture
41 **Note E** - Actifs et passifs financiers
42 **Note F** - Mesure de la valeur de marché des instruments financiers
43 **Note G** - Compensation des actifs et passifs financiers
44 **Note H** - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et au coût amorti
48 **Note I** - Immobilisations corporelles et incorporelles
48 **Note J** - Comptes de régularisation et actifs divers et passifs divers
49 **Note K** - Passifs financiers au coût amorti
52 **Note L** - Compte de dividendes sociaux
53 **Note M** - Provisions
54 **Note N** - Capital
56 **Note O** - Marge d'intérêts
57 **Note P** - Information sectorielle
58 **Note Q** - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat
58 **Note R** - Charges générales d'exploitation
58 **Note S** - Coût du risque
61 **Note T** - Engagements de financement donnés ou reçus
61 **Note U** - Événements postérieurs à la date de clôture

**62 Rapport de l'audit externe**

**69 Rapport du Comité de surveillance**

**70 Approbation des comptes par le Conseil d'administration**

**70 Approbation des comptes par le Conseil de direction**

**71 Notes au lecteur**


NB : Les informations contenues dans ce document relatives à "l'ex-République yougoslave de Macédoine" font référence à la Macédoine du Nord, nouvelle dénomination de ce pays. Pendant l'exercice financier 2018, l'ancienne dénomination était toujours en vigueur.

# États financiers

***Établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union européenne***

## Objectifs de la Banque

*"La Banque a pour objectif prioritaire d'aider à résoudre les problèmes sociaux que pose ou peut poser aux pays européens la présence de réfugiés, de personnes déplacées ou de migrants résultant de mouvements de réfugiés ou d'autres mouvements forcés de populations ainsi que de la présence de victimes de catastrophes naturelles ou écologiques.*

*Les projets d'investissement auxquels concourt la Banque peuvent viser soit à aider ces personnes dans le pays où elles se trouvent, soit à leur permettre de retourner dans leur pays d'origine lorsque les conditions d'un tel retour sont réunies, soit, le cas échéant, à s'installer dans un autre pays d'accueil. Ces projets doivent être agréés par un Membre de la Banque.*

*La Banque peut également concourir à la réalisation de projets d'investissement, agréés par un Membre de la Banque permettant la création d'emplois dans des régions défavorisées, le logement de populations à bas revenus ou la réalisation d'infrastructures sociales".*

*(Statut, Article II).*

## Secteurs d'intervention

La Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) contribue à la mise en œuvre de projets d'investissement à caractère social en faveur de la cohésion sociale. Conformément à la Résolution du Conseil d'administration 1587 (2016), la CEB concourt à leur réalisation à travers de trois grandes lignes d'action sectorielles, à savoir :

- **La croissance durable et inclusive,** l'accent étant mis sur les composantes sociales et plus particulièrement sur les infrastructures publiques ayant une vocation sociale, la création et le maintien d'emplois, l'accès au marché du travail, le logement et l'intégration des groupes vulnérables.
- **L'intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants.**
- **L'action pour le climat :** développement de mesures d'atténuation et d'adaptation.

Les projets peuvent être rattachés à une, deux ou trois des lignes d'action sectorielles citées ci-dessus. Ces lignes d'action sectorielles reflètent à la fois la vocation sociale spécifique de la CEB et la logique de développement qui sous-tend l'ensemble de son activité dans les secteurs d'intervention suivants : aide aux réfugiés, migrants, personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables ; logements sociaux pour les personnes à bas revenu ; amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural ; catastrophes naturelles ou écologiques ; protection de l'environnement ; protection et réhabilitation du patrimoine historique et culturel ; santé ; éducation et formation professionnelle ; infrastructures administratives et judiciaires ; et soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) pour la création et le maintien d'emplois viables.

## Normes comptables

La nouvelle norme IFRS 9, décrite dans la Note A, est applicable rétrospectivement au 1er janvier 2018 et permet de ne pas retraiter l'exercice 2017. La CEB ayant retenu ce choix, les états financiers comparatifs de 2017 n'ont pas été retraités au titre de ces changements de méthode comptable.

Le bilan présente une référence comparative au 1er janvier 2018 prenant en compte les effets de l'application de la norme IFRS 9, détaillés dans la Note B.

# Bilan

*En milliers d'euros*

| | Notes | 31/12/2018 IFRS 9 | 01/01/2018 (a) IFRS 9 | 31/12/2017 (b) IAS 39 |
|---|---|---|---|---|
| **Actif** | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | | 450 113 | 539 427 | 539 482 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | D | 256 852 | 323 472 | 323 472 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | D | 710 648 | 680 997 | 680 997 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | H | 4 099 228 | 3 638 502 | 3 638 764 |
| Actifs financiers au coût amorti | H | | | |
| Prêts | | 14 882 657 | 14 045 360 | 14 056 570 |
| Autres créances | | 1 379 693 | 2 062 423 | 2 062 564 |
| Titres de dette | | 2 138 720 | 2 199 817 | 2 199 945 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | I | 55 572 | 52 916 | 52 916 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | J | 374 506 | 243 540 | 243 571 |
| **Total de l'actif** | | **24 347 989** | **23 786 454** | **23 798 281** |
| **Passif** | | | | |
| **Dettes** | | | | |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | D | 435 279 | 650 606 | 650 606 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | D | 442 831 | 478 074 | 478 074 |
| Passifs financiers au coût amorti | K | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | | 184 266 | 210 489 | 210 489 |
| Dettes représentées par un titre | | 19 556 765 | 18 835 438 | 18 835 438 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | J | 395 904 | 363 519 | 363 519 |
| Compte de dividendes sociaux | L | 52 178 | 59 116 | 59 116 |
| Provisions | M | 257 605 | 236 443 | 234 225 |
| **Total dettes** | | **21 324 828** | **20 833 685** | **20 831 467** |
| **Capitaux propres** | | | | |
| Capital | N | | | |
| Souscrit | | 5 472 219 | 5 472 219 | 5 472 219 |
| Non appelé | | (4 859 802) | (4 859 802) | (4 859 802) |
| Appelé | | 612 417 | 612 417 | 612 417 |
| Réserve générale | | 2 352 515 | 2 240 476 | 2 254 521 |
| Résultat net | | 97 453 | 112 039 | 112 039 |
| Total capital, réserve générale et résultat net | | 3 062 385 | 2 964 932 | 2 978 977 |
| Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | (39 224) | (12 163) | (12 163) |
| **Total capitaux propres** | | **3 023 161** | **2 952 769** | **2 966 814** |
| **Total du passif** | | **24 347 989** | **23 786 454** | **23 798 281** |

*(a) Données au 1er janvier 2018 après effet de l'application de l'IFRS 9, tels que décrits dans la note B.2*

*(b) Nouvelle présentation tenant compte des reclassements détaillés en note B.1*

# Compte de résultat

*En milliers d'euros*

| | Notes | 2018 IFRS 9 | 2017 IAS 39 (a) |
|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | (3 538) | 349 |
| Prêts et autres créances au coût amorti | | 59 828 | 44 237 |
| Titres de dette au coût amorti | | 64 937 | 70 180 |
| Intérêts et charges assimilées | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle au coût amorti | | 1 193 | 2 441 |
| Dettes représentées par un titre au coût amorti | | 32 292 | 46 772 |
| Autres intérêts et charges assimilées | | (5 376) | (4 835) |
| **Marge d'intérêts** | O | **149 336** | **159 144** |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | Q | (237) | 2 433 |
| Gains nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | 398 | 186 |
| Commissions (produits) | | 4 120 | 941 |
| Commissions (charges) | | (2 382) | (2 212) |
| **Produit net bancaire** | | **151 235** | **160 492** |
| Charges générales d'exploitation | R | (47 118) | (45 150) |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles | I | (3 845) | (3 303) |
| **Résultat brut d'exploitation** | | **100 272** | **112 039** |
| Coût du risque | S | (2 819) | |
| **Résultat net** | | **97 453** | **112 039** |

*(a) Nouvelle présentation tenant compte des reclassements détaillés en note B.1*

# État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

*En milliers d'euros*

| | 2018 IFRS 9 | 2017 IAS 39 (a) |
|---|---|---|
| **Résultat net** | **97 453** | **112 039** |
| **Éléments pouvant être rapportés au compte de résultat** | **(20 799)** | **29 507** |
| Variations de valeur des titres de dette à la juste valeur par capitaux propres | (20 098) | 29 507 |
| Variations de valeur des instruments financiers dérivés de couverture | (701) | |
| **Éléments ne pouvant être rapportés au compte de résultat** | **(6 262)** | **13 367** |
| Variations des écarts actuariels liés au régime de pension | (5 518) | 11 346 |
| Variations des écarts actuariels liés aux autres avantages postérieurs à l'emploi | (714) | 2 021 |
| Variations de valeur des instruments de capitaux propres | (30) | |
| **Total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres** | **(27 061)** | **42 874** |
| **Résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres** | **70 392** | **154 913** |

*(a) Nouvelle présentation tenant compte des reclassements détaillés en note B.1*

# État de variations des capitaux propres

*En milliers d'euros*

| | Capital et réserves | | | Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Capital appelé | Réserves et résultats | Total | Titres de dette à la juste valeur par capitaux propres | Instruments financiers dérivés de couverture | Écarts actuariels | Instruments de capitaux propres | Total | Total capitaux propres |
| **Capitaux propres au 1er janvier 2017** | **612 417** | **2 254 521** | **2 866 938** | **20 951** | | **(75 988)** | | **(55 037)** | **2 811 901** |
| Résultat net 2017 | | 112 039 | 112 039 | | | | | | 112 039 |
| Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres | | | | 29 507 | | 13 367 | | 42 874 | 42 874 |
| **Capitaux propres au 31 décembre 2017** | **612 417** | **2 366 560** | **2 978 977** | **50 458** | | **(62 621)** | | **(12 163)** | **2 966 814** |
| Effets de l'application de la norme IFRS 9 (note B.2) | | (14 045) | (14 045) | | | | | | (14 045) |
| **Capitaux propres au 1er janvier 2018** | **612 417** | **2 352 515** | **2 964 932** | **50 458** | | **(62 621)** | | **(12 163)** | **2 952 769** |
| Résultat net 2018 | | 97 453 | 97 453 | | | | | | 97 453 |
| Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres | | | | (20 098) | (701) | (6 232) | (30) | (27 061) | (27 061) |
| **Capitaux propres au 31 décembre 2018** | **612 417** | **2 449 968** | **3 062 385** | **30 360** | **(701)** | **(68 853)** | **(30)** | **(39 224)** | **3 023 161** |

# Tableau des flux de trésorerie

*En milliers d'euros*

| | Exercice clos le 31 décembre | 2018 IFRS 9 | 2017 IAS 39 (a) |
|---|---|---|---|
| | Résultat net | 97 453 | 112 039 |
| +/- | Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 3 845 | 3 303 |
| +/- | Dotations aux provisions pour dépréciation | 2 833 | |
| +/- | Perte nette/gain net des activités d'investissement | 20 550 | 20 043 |
| +/- | Variation des intérêts à recevoir | (16 843) | 47 136 |
| +/- | Variation des intérêts à payer | 19 316 | (41 434) |
| +/- | Autres mouvements | 12 836 | 9 757 |
| | Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat | 42 538 | 38 806 |
| + | Encaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle | 2 749 557 | 3 685 825 |
| - | Décaissements liés aux opérations avec les établissements de crédit et avec la clientèle | (3 202 862) | (3 128 442) |
| + | Encaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | 7 512 879 | 7 413 651 |
| - | Décaissements liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | (7 946 699) | (8 404 848) |
| +/- | Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers | (16 070) | (7 687) |
| | Flux net des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | (903 194) | (441 500) |
| | **Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (a)** | **(763 202)** | **(290 655)** |
| + | Encaissements liés aux titres de dette au coût amorti | 48 600 | 241 877 |
| - | Décaissements liés aux titres de dette au coût amorti | | |
| +/- | Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | (6 501) | (7 526) |
| | **Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (b)** | **42 099** | **234 351** |
| +/- | Flux de trésorerie provenant de ou à destination des États membres | (1 719) | (4 131) |
| + | Encaissements liés aux émissions de dettes représentées par un titre au coût amorti | 12 226 594 | 6 377 418 |
| - | Décaissements liés aux remboursements de dettes représentées par un titre au coût amorti | (11 857 395) | (6 188 221) |
| | **Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)** | **367 481** | **185 066** |
| | **Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (d)** | **133** | **(3 056)** |
| | **Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (a)+(b)+(c)+(d)** | **(353 490)** | **125 706** |
| | **Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice** | **1 779 382** | **1 653 676** |
| | Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 539 482 | 648 960 |
| | Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit | 1 239 900 | 1 004 717 |
| | **Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice** | **1 425 892** | **1 779 382** |
| | Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 450 181 | 539 482 |
| | Dépôts à vue et à terme auprès des établissements de crédit | 975 711 | 1 239 900 |
| | **Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie** | **(353 490)** | **125 706** |

*(a) Nouvelle présentation tenant compte des reclassements détaillés en note B.1*

# Notes annexes aux états financiers

## NOTE A - Résumé des règles comptables appliquées par la Banque

### 1. Normes comptables

#### Référentiel comptable

Les comptes individuels de la Banque sont établis conformément aux normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards* - IFRS) telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union européenne. À ce titre, certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture ont été exclues.

Depuis le 1er janvier 2018, la Banque applique la norme IFRS 9 "Instruments Financiers". La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation". Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers (Phase 1), de dépréciation pour risque de crédit des instruments financiers, des engagements de financement et des garanties financières donnés (Phase 2), ainsi qu'en matière de comptabilité de couverture générale, ou micro-couverture (Phase 3).

S'agissant de la comptabilité de couverture (micro-couverture), la Banque a retenu pour l'exercice financier 2018, l'option prévue par la norme de maintenir les dispositions de la comptabilité de couverture d'IAS 39. À partir du 1er janvier 2019, la CEB appliquera les principes d'IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture (micro-couverture).

L'entrée en vigueur de l'IFRS 15 et des autres normes d'application obligatoire au 1er janvier 2018 n'ont pas eu d'impacts significatifs sur les états financiers 2018.

#### Monnaie de présentation

La monnaie de présentation des comptes est l'euro. Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

### 2. Opérations en devises

Les états financiers sont établis en euros.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros (monnaie fonctionnelle de la CEB) au cours du change en vigueur à la date de clôture de l'exercice comptable. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés au compte de résultat.

Les opérations de change à terme sont évaluées à la valeur de marché en utilisant le cours de change à terme de la devise concernée pour la période restant à courir. Les positions de change au comptant sont évaluées selon les cours de change au comptant de fin de période comptable. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées dans le compte de résultat.

### 3. Recours à des estimations

Dans le cadre de l'application du référentiel IFRS, le principal domaine qui nécessite un jugement et une estimation de valeur concerne le risque de crédit. En dehors de ces aspects, la nature des opérations réalisées par la CEB ne conduit pas, en termes de jugement et de complexité d'évaluation, à procéder à des estimations ou à définir des hypothèses significatives pour l'élaboration de ses états financiers. Cependant, des hypothèses économiques et démographiques sont retenues pour évaluer les avantages du personnel postérieurs à l'emploi.

### 4. Actifs et passifs financiers

Les instruments financiers représentent les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers. Les activités bancaires de la CEB sont généralement contractualisées sous la forme d'instruments financiers qui recouvrent un large panel d'actifs et de passifs tels les prêts, les titres de dette, les emprunts obligataires et les instruments dérivés (swaps, contrats à terme).

Dans les états financiers, le classement et le mode d'évaluation des actifs et passifs financiers sont fonction de leurs caractéristiques contractuelles ainsi que de la manière dont la CEB gère ces instruments financiers.

Cette distinction n'est cependant pas applicable aux instruments dérivés qui sont toujours évalués au bilan à leur juste valeur quel que soit l'objet de leur détention (activités de marché ou opérations de couverture).

**Classement des actifs et passifs financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont classés au bilan dans trois catégories (coût amorti, juste valeur par résultat et juste valeur par capitaux propres) qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieure. Ce classement est fait en fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et de la manière dont la Banque gère ses instruments financiers (modèle d'activité).

Les principes de classification des actifs et passifs financiers requièrent de procéder à l'analyse des flux contractuels générés par les instruments financiers, et à l'analyse du modèle d'activité dans lequel l'instrument est détenu.

Analyse des caractéristiques des flux contractuels

L'analyse des caractéristiques des flux contractuels a pour objectif de limiter la possibilité de comptabiliser les revenus d'actifs financiers sur la base du taux d'intérêt effectif aux seuls instruments dont les caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat de prêt dit basique, impliquant une forte prédictibilité des flux de trésorerie associés. Tous les autres actifs financiers qui n'ont pas de telles caractéristiques sont évalués à la juste valeur par résultat, quel que soit le modèle d'activité dans le cadre duquel ils sont détenus.

Les flux de trésorerie contractuels qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû sont compatibles avec un contrat de prêt dit basique (flux SPPI : Seulement Paiement de Principal et d'Intérêts).

Dans un contrat de prêt basique, les intérêts consistent principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et pour le risque de crédit. Tous les actifs financiers non-basiques sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur par résultat, quel que soit le modèle d'activité dans le cadre duquel ils sont détenus.

Analyse du modèle

Le modèle d'activité représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus. Pour déterminer le classement et le mode d'évaluation comptables des actifs financiers, il est nécessaire de faire la distinction entre trois modèles d'activités :

- un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers ;
- un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs ;
- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire.

## 4.1 Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont réunis : le modèle d'activité consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels ("collecte") et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Critère du modèle d'activité

Les actifs financiers sont gérés en vue de collecter des flux de trésorerie par la perception des paiements contractuels sur la durée de vie de l'instrument.

Critère des flux de trésorerie

Le critère des flux de trésorerie est satisfait si les modalités contractuelles de l'instrument de dette donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements du principal et d'intérêts sur le principal restant dû. La catégorie "Actifs financiers au coût amorti" inclut notamment les prêts accordés et des titres détenus en vue de collecter les flux contractuels (bons du Trésor, obligations d'état et autres titres de dette).

Comptabilisation

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués postérieurement au coût amorti, intérêts courus compris et déduction faite des remboursements en capital et intérêts intervenus au cours de la période écoulée. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit (note S). Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Dans le cadre d'opérations de couverture de juste valeur, la valeur comptable des actifs est ajustée des gains et pertes attribuables au risque couvert, en application de la norme IAS 39.

## 4.2 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

**Instruments de dette**

Les instruments de dette sont classés à la juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont remplis :

Critère du modèle de gestion

Les actifs financiers sont détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers ("collecte et vente"). Cette dernière n'est pas accessoire mais fait partie intégrante du modèle de gestion.

Critère des flux de trésorerie

Les principes sont identiques à ceux applicables aux actifs financiers au coût amorti. Les titres détenus en vue de collecter les flux contractuels ou d'être vendus et respectant les critères des flux de trésorerie sont notamment classés dans cette catégorie.

Comptabilisation

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont enregistrées dans les capitaux propres dans la partie "Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres". Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit selon les mêmes modalités que celles applicables aux instruments de dette au coût amorti. Lors de la cession, les variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres recyclables sont reclassées en compte de résultat. D'autre part, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Dans le cadre d'opérations de couverture de juste valeur, la valeur comptable des actifs est ajustée des gains et pertes attribuables au risque couvert, en application de la norme IAS 39.

**Instruments de capitaux propres**

Les placements dans des instruments de capitaux propres tels que des actions sont classés sur option, transaction par transaction, en instruments à la juste valeur par capitaux propres. Lors de la cession des actions, les variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres ne sont pas constatées en résultat. Seuls les dividendes, dès lors qu'ils représentent une rémunération de l'investissement et non pas un remboursement de capital, sont comptabilisés en résultat. Ces instruments ne font pas l'objet de dépréciation.

## 4.3 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers en valeur de marché par résultat concernent les instruments de dette non détenus à des fins de transaction qui ne remplissent pas le critère du modèle d'activité "collecte" ou "collecte et vente", ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en résultat. En date d'arrêté, les variations de la valeur de marché sont enregistrées en résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la valeur de marché par résultat".

## 4.4 Passifs financiers

Un instrument financier émis ou ses différentes composantes sont classés en tant que passif, conformément à la substance économique du contrat juridique.

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dette s'il existe une obligation contractuelle pour la Banque de délivrer de la trésorerie à leurs détenteurs.

**Dettes représentées par un titre**

Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur valeur d'émission comprenant les frais de transaction, puis sont évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dans le cadre d'opérations de couverture de juste valeur, la valeur comptable des émissions est ajustée des gains et pertes attribuables au risque couvert, en application de la norme IAS 39.

## 4.5 Engagements de financement et de garantie

Les engagements de financement et de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés en tant qu'instruments dérivés à la valeur de marché par résultat sont présentés dans la note T relative aux engagements donnés et reçus. Ils font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit. Ces provisions sont présentées sous la rubrique "Provisions pour risques et charges".

## 4.6 Dépréciation des actifs financiers au coût amorti et des instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est basé sur les pertes attendues. Ce modèle s'applique aux prêts et aux instruments de dette classés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par résultat.

### Principe général

La Banque identifie trois "étapes" correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

Pertes de crédit attendues à 12 mois "étape 1" :

À la date d'arrêté, si le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).

Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs non dépréciés "étape 2" :

La provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.

Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés "étape 3" :

Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle général est appliqué à l'ensemble des instruments financiers dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9.

Les intérêts sont calculés sur la valeur brute comptable pour les encours des étapes 1 et 2.

Pour les encours de l'étape 3, les produits d'intérêts sont calculés sur la base du coût amorti des créances (c'est-à-dire la valeur brute comptable nette de la provision pour dépréciation).

### Définition du défaut

La définition du défaut est identique à celle utilisée par les ratios bâlois. Ainsi, les contreparties sont considérées en situation de défaut, lorsqu'un arriéré de paiement supérieur à quatre-vingt-dix jours est constaté.

### Actifs financiers dépréciés

Un actif financier est déprécié et classé en étape 3 lorsqu'un ou plusieurs événements ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs de cet actif financier ont eu lieu.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés depuis 90 jours au moins ; la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré.

### Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des notations ou des probabilités de défaut en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

### Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en étape 1 et 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut ("PD"), la perte en cas de défaut (*Loss Given Default* - "LGD") et le montant de l'exposition en cas de défaut (*Exposure at Default* - "EAD"), actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Elles résultent du risque de défaut dans les 12 mois à venir (étape 1) ou du risque de défaut sur la durée de vie à maturité (étape 2).

Pour les expositions classées en étape 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument. Les déficits de trésorerie représentent la différence entre les flux de trésorerie contractuels exigibles et les flux de trésorerie attendus.

La méthodologie mise en place s'inspire des concepts et dispositifs existants (dispositif bâlois en particulier).

Probabilités de défaut (PD)

La probabilité de défaut est une estimation de la probabilité de survenance d'un défaut sur un horizon de temps donné.

La mesure des pertes de crédit attendues requiert l'estimation à la fois des probabilités de défaut à 1 an et des probabilités de défaut à maturité. Les PD à 1 an et à maturité sont des probabilités de défaut "point in time" (PIT) dérivés des PD réglementaires, basées sur des moyens longs termes à travers le cycle, ajustés afin de refléter les conditions actuelles.

Étant donné l'absence de données internes avec une profondeur suffisante, la CEB fait recours à des fournisseurs externes de données PD calibrées en fonction des portefeuilles de contreparties de la Banque.

Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut est la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie attendus, actualisés au taux d'intérêt effectif en date de défaut. La LGD est exprimée en pourcentage de l'EAD.

L'estimation des flux de trésorerie attendus tient compte des flux de trésorerie résultant de la vente d'une sûreté détenue ou d'autres rehaussements de crédit si ceux-ci sont inclus dans les conditions contractuelles et ne sont pas comptabilisés séparément par l'entité, nette des coûts d'obtention et de vente de ces sûretés.

Étant donné l'absence de données internes avec une profondeur suffisante, la CEB fait recours à des fournisseurs externes de données LGD calibrées en fonction des portefeuilles de contreparties de la Banque, des rehaussements de crédit et de l'effet "bas de cycle" (PIT).

Exposition en cas de défaut (EAD)

L'exposition en cas de défaut d'un instrument est le montant résiduel anticipé dû par le débiteur au moment du défaut. Ce montant est défini en fonction du profil de remboursement attendu et prend en compte, selon les types d'exposition, les amortissements contractuels, les remboursements anticipés attendus et les tirages attendus sur les lignes de crédit.

Information prospective

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Les principes appliqués en matière des informations prospectives dans le calcul des pertes de crédit attendues sont détaillés en note S - Coût du risque.

## 4.7 Coût du risque

Le coût du risque comprend les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (étape 1 et étape 2) relatifs aux instruments de dettes comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière. Le coût du risque comprend également les dotations et reprises de provisions des actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur (étape 3), les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances dépréciées.

## 4.8 Instruments dérivés

La Banque a retenu pour l'exercice 2018, l'option prévue par IFRS 9 de maintenir les dispositions de la comptabilité de couverture d'IAS 39. À partir du 1er janvier 2019, la CEB appliquera les principes d'IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture (micro-couverture).

Les instruments financiers dérivés sont des instruments financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent. Les sous-jacents de ces instruments sont soit de taux d'intérêt, soit de cours de change, de même que leur nature (contrats à terme, contrats d'échange ou swaps).

Les instruments financiers dérivés sont conclus par la CEB pour gérer et couvrir ses risques. Il s'agit de dérivés de couverture. Les opérations de couverture concernent des éléments ou transactions individuelles (opérations de micro-couverture).

À la différence des autres instruments financiers, les instruments dérivés sont toujours évalués au bilan à leur juste valeur. La réévaluation des dérivés affecte directement le compte de résultat. En revanche, le mode de comptabilisation des opérations de couverture permet de neutraliser dans le compte de résultat les effets de la réévaluation des dérivés de couverture dès lors que la couverture est efficace.

Les instruments dérivés sont classés en deux catégories :

### – Dérivés détenus à des fins de transaction

Les instruments dérivés sont considérés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés comme instruments de couverture. Ils sont inscrits au bilan dans la rubrique "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" lorsque la valeur de marché est positive, et dans la rubrique "Passifs financiers à la juste valeur par résultat" lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes sont portés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

### – Dérivés et comptabilité de couverture

La couverture de juste valeur est utilisée par la Banque pour couvrir notamment le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux fixe, pour des instruments financiers identifiés (prêts, titres de dette, émissions).

Les couvertures de flux de trésorerie sur taux d'intérêt permettent de couvrir des éléments exposés aux variations de flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier comptabilisé au bilan (prêts, titres ou dettes à taux variable). L'objectif de cette relation de couverture est de se prémunir contre une variation défavorable des flux de trésorerie futurs d'un élément susceptible d'affecter le compte de résultat.

Pour qualifier un instrument financier de dérivé de couverture, la Banque documente la relation de couverture, dès sa mise en place. Cette documentation précise l'actif ou le passif concerné, le risque faisant l'objet de la couverture, le type d'instrument dérivé utilisé et la méthode d'évaluation qui sera appliquée pour mesurer l'efficacité, rétrospective et prospective, de la couverture.

L'instrument dérivé désigné comme couverture doit être hautement efficace afin de compenser la variation de valeur découlant du risque couvert ; cette efficacité doit être appréciée à la mise en place de la couverture, puis tout au long de sa durée de vie.

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués au bilan à leur juste valeur et les variations de juste valeur portées au compte de résultat dans le poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat", symétriquement à la réévaluation des instruments couverts pour le risque considéré. Au bilan, la réévaluation de la composante couverte est comptabilisée conformément à la classification de l'instrument couvert, dans le cas d'une relation de couverture d'actifs ou de passifs identifiés. L'incidence dans le compte de résultat représente l'inefficacité éventuelle de la couverture.

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture sont enregistrées dans le compte de résultat parmi les "Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres" pour leur part efficace, tandis que la partie inefficace est constatée au poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat". S'agissant de dérivés de taux d'intérêt, la partie correspondant aux intérêts courus de l'instrument financier dérivé est inscrite au compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits ou charges assimilées", symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture, ou si elle ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les dérivés de couverture sont transférés en portefeuille de transaction et comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, le montant de réévaluation inscrit au bilan sur ces instruments est amorti au taux d'intérêt effectif sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan, du fait notamment de remboursements anticipés, ce montant est immédiatement porté au compte de résultat.

## 4.9 Détermination de la juste valeur

La juste valeur des actifs et passifs financiers est constituée de leurs valeurs de marché et des ajustements additionnels de valorisation requis par l'IFRS 13.

### – Valeur de marché

Les actifs et passifs financiers des catégories "Instruments financiers à la juste valeur par résultat", "Instruments financiers dérivés de couverture" et "Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres" sont évalués et enregistrés à leurs valeurs de marché. La valeur de marché correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La valeur de marché est déterminée :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif ;
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à :
  - des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des hypothèses financières reconnues, et
  - des paramètres dont la valeur est déterminée soit à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs, soit à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives, du fait de l'absence de marché actif.

D'autre part, les instruments dérivés (swaps de change, de taux et de devises) sont valorisés sur la base des modèles communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) en utilisant des paramètres observables.

### – Ajustements de valorisation

Les ajustements de valorisation permettent d'intégrer dans la juste valeur le risque de contrepartie et le risque de crédit propre de la Banque.

L'ajustement de valeur pour risque de contrepartie (*Credit Valuation Adjustment* - CVA) reflète le risque pour la Banque de ne pas recouvrer la totalité de la valeur de marché de ses transactions, en cas de défaut d'une de ses contreparties.

L'ajustement de valeur pour risque de crédit propre (*Own Credit Adjustment* - OCA et *Debit Valuation Adjustement* - DVA) représente l'effet du risque de crédit de la CEB sur la valorisation de ses émissions et des instruments financiers dérivés.

Ces ajustements sont calculés contrepartie par contrepartie et s'appuient sur les estimations d'exposition en cas de défaut, de probabilité de défaut et de recouvrement en cas de défaut.

L'exposition en cas de défaut est estimée via un modèle quantifiant l'exposition en risque à partir de la simulation de facteurs de risque. Ce modèle tient compte des mouvements de collatéral qui dépendent des caractéristiques du contrat de collatéral *Credit Support Annex* (CSA).

La CVA et la DVA sont inscrites au bilan dans la rubrique "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" lorsque leurs valeurs sont positives, et dans la rubrique "Passifs financiers à la juste valeur par résultat" lorsqu'elles sont négatives. Les gains et pertes sont portés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

### 4.10 Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

#### Décomptabilisation des actifs financiers

La Banque décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque la CEB a transféré les droits contractuels à recevoir des flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de cet actif. Si l'ensemble de ces conditions n'est pas réuni, la Banque maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

#### Décomptabilisation des passifs financiers

La Banque décomptabilise tout ou partie d'un passif financier lorsque tout ou partie de ce passif est éteint.

#### Opérations de pensions

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan de la CEB dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti sous la rubrique "Passifs financiers au coût amorti".

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan de la Banque. La créance correspondante est comptabilisée au coût amorti sous la rubrique "Actifs financiers au coût amorti".

## 5. Revenus et charges d'intérêts

Les revenus et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Ce calcul inclut les commissions payées ou reçues dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction ainsi que toutes primes et décotes.

## 6. Immobilisations

Les immobilisations inscrites au bilan de la Banque comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation.

Ces immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition majoré des frais directement attribuables à l'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de la durée d'utilité attendue du bien par la Banque, la valeur résiduelle du bien étant déduite de sa base amortissable.

À chaque date de clôture, les immobilisations sont évaluées à leur coût amorti (coût diminué des amortissements et des éventuelles pertes de valeur) et, le cas échéant, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles font l'objet d'un ajustement comptable.

#### – Immobilisations corporelles

La partie "construction" de l'immeuble d'exploitation est ventilée selon les composants suivants, qui sont amortis selon leur propre durée d'utilité :

- Gros œuvre, façades et toitures[1] -
- Installations générales techniques 10 ans
- Agencements et aménagements 10 ans

[1] Compte-tenu de l'emplacement au centre de Paris de l'immeuble du siège de la Banque, la valeur résiduelle est affectée au composant "gros œuvre, façades et toitures" lequel ne fait pas l'objet d'un amortissement.

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres immobilisations corporelles sont amorties selon les durées suivantes :

- Aménagements et mobilier 10 ans
- Véhicules de transport 4 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 ans

### – Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (logiciels informatiques) sont amorties selon les durées suivantes :

- Logiciels métiers 5 ans
- Logiciels système 3 ans
- Logiciels bureautiques 1 an

## 7. Avantages du personnel postérieurs à l'emploi

Le régime de pension de la Banque est un régime à prestations définies, financé par des cotisations versées à la fois par la Banque et par les agents. Les prestations sont calculées en fonction des années de service et en pourcentage du traitement de base de la dernière année d'activité.

Les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (couverture médicale, ajustement fiscal et cessation anticipée d'activité) sont également des régimes à prestations définies.

Ces régimes constituent un engagement pour la Banque, qui donne lieu à évaluation et provisionnement. Conformément à la norme IAS 19, ces engagements font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Les gains ou pertes actuariels sont enregistrés au bilan sous la rubrique "Provisions" par contrepartie des "Autres éléments du résultat global".

Le montant des provisions relatives à ces engagements est déterminé par un actuaire indépendant, selon la méthode des unités de crédit projetées.

## 8. Compte de dividendes sociaux

Le Compte de dividendes sociaux (CDS) est utilisé pour financer des dons en faveur de projets conformes aux objectifs de la CEB et situés dans des pays éligibles, tels que définis par le Conseil d'administration. Les modalités de fonctionnement du CDS ont été révisées par la Résolution 1589 (2016) du Conseil d'administration, approuvée le 17 novembre 2016. La révision a consisté à rendre tous les États membres de la Banque éligibles aux dispositifs de garantie.

Les dons financés par le CDS peuvent prendre la forme d'assistance technique, de bonifications d'intérêt, de garanties et de contributions.

### – Bonifications d'intérêt

Les bonifications d'intérêt sont utilisées afin de réduire le montant d'intérêts supportés par un emprunteur de la CEB. Les bonifications d'intérêt couvrent le différentiel entre le taux d'intérêt appliqué par la Banque et celui effectivement payé par l'emprunteur pour chaque tranche de prêt.

### – Garanties

Les garanties sur les prêts accordées par la CEB permettent à la Banque de financer des projets à fort impact social mais qui comportent un risque de crédit élevé. Le montant, l'élément déclenchant et le mécanisme de recouvrement sont déterminés au cas par cas.

### – Assistance technique

L'assistance technique est utilisée pour aider un emprunteur de la CEB à préparer et mettre en œuvre son projet. Peuvent ainsi être financés des études de pré-faisabilité, de faisabilité et des études techniques, des plans de conception et de mise en œuvre, des évaluations institutionnelles et juridiques, de même que des services de conseils nécessaires à la préparation, l'exécution, le suivi et le reporting, la supervision des procédures d'achat et des évaluations d'impact.

### – Contributions

Des contributions peuvent être accordées en cas de situations d'urgence ou sous la forme de contributions en faveur d'une cause commune dans les États membres, menée en coopération avec d'autres acteurs internationaux.

Les dons du CDS sont approuvés par le Conseil d'administration de la Banque, à l'exception des dons d'assistance technique inférieurs ou égaux à € 300 milliers, qui sont approuvés par le Gouverneur.

Le CDS est alimenté pour l'essentiel par des contributions des États membres de la Banque, sous forme de dividendes à caractère social versés lors de l'affectation du résultat annuel de la Banque.

## 9. Parties liées

Au regard de la norme IAS 24, la Banque n'est la filiale d'aucune entité. Les états financiers ne sont pas affectés par des relations avec des parties liées.

Les informations relatives aux dirigeants de la Banque sont listées au paragraphe 10 ci-après.

## 10. Rémunération des dirigeants

Le Statut de la CEB stipule que l'organisation, l'administration et le contrôle de la Banque sont assurés par les organes suivants :

- le Conseil de direction,
- le Conseil d'administration,
- le Gouverneur, et
- le Comité de surveillance.

Le Conseil de direction et le Conseil d'administration se composent, chacun, d'un Président et d'un représentant désigné par chaque État membre. Un Vice-Président est élu parmi les membres de chaque Conseil. Le Président du Conseil de direction et le Président du Conseil d'administration sont élus par le Conseil de direction pour un mandat de 3 ans, renouvelable une fois. Les indemnités annuelles de fonction des Présidents et des Vice-Présidents sont fixées pour la durée de leur mandat par le Conseil d'administration.

Le Gouverneur est élu par le Conseil de direction pour un mandat de 5 ans, renouvelable une fois. Il est assisté par un ou plusieurs Vice-Gouverneurs, nommés par le Conseil de direction pour un mandat de 5 ans, renouvelable une fois, sur proposition du Gouverneur, suite à l'avis conforme du Conseil d'administration et après consultation des membres du Conseil de direction. Leurs émoluments sont fixés par le Conseil d'administration, dans le cadre de l'approbation du budget annuel de la Banque.

En synthèse, la rémunération brute des dirigeants de la CEB en place s'analyse comme suit :

*En milliers d'euros*

| | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| **Indemnités de fonction** | | |
| Président du Conseil de direction [1] | 45 | 2 |
| Président du Conseil d'administration [2] | 45 | 26 |
| Vice-Président du Conseil de direction | 6 | 6 |
| Vice-Président du Conseil d'administration [3] | 6 | 6 |
| **Émoluments** | | |
| Gouverneur Wenzel | 367 | 362 |
| Vice-Gouverneur Monticelli | 279 | 276 |
| Vice-Gouverneur Sánchez-Yebra Alonso | 279 | 276 |

*(1) Le Président du Conseil de direction avait renoncé à ses indemnités de fonction pour son premier mandat qui s'est achevé le 17 décembre 2017. Pour son deuxième mandat qui a commencé le 18 décembre 2017, il a perçu un montant prorata de ses indemnités de fonction annuelles fixées à € 45 000.*

*(2) Le mandat du président du Conseil d'administration en poste le 1er janvier 2017 s'est achevé le 27 juin 2017. Son successeur a pris ses fonctions le 1er décembre 2017.*

*(3) Les indemnités de fonction sont versées à raison de € 500 par mois. Le mandat du titulaire en poste le 1er janvier 2017 a pris fin le 31 août 2017. Son successeur a pris ses fonctions le 29 septembre 2017.*

Les dirigeants de la CEB ne perçoivent pas de stock-options ni aucune autre forme de prime. Le Gouverneur et les Vice-Gouverneurs sont affiliés aux régimes de couverture médicale et sociale ainsi qu'au régime de pension de la CEB.

## 11. Régime fiscal

Le Troisième Protocole additionnel à l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque, sont exonérés de tout impôt direct.

# NOTE B - Effets des changements de présentation et de la première application des normes IFRS 9 et IFRS 15

Au 31 décembre 2017, la Banque a procédé à des changements de présentation des comptes en vue de l'application de la norme IFRS 9 "Instruments financiers" au 1er janvier 2018. Certaines rubriques du bilan, du compte de résultat, de l'état du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres ont été renommées.

Les effets de ces changements sur le bilan, le compte de résultat et l'état du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentés dans la note B.1.

Au 1er janvier 2018, la Banque a mis en application les nouvelles normes comptables IFRS 9 et IFRS 15. Compte tenu de ses activités, la norme IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients" a été mise en œuvre mais sans effet sur le bilan.

Les effets de l'application de la norme IFRS 9 sont présentés dans la note B.2.

# 1. Effets des changements de présentation

## Bilan

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2017 IAS 39 ancienne présentation | Nouvelles rubriques d'instruments financiers | 31/12/2017 IAS 39 nouvelle présentation |
|---|---|---|---|
| **Actif** | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 539 482 | | 539 482 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 323 472 | | 323 472 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 680 997 | | 680 997 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 3 638 764 | (3 638 764) (1) | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | 3 638 764 (1) | 3 638 764 |
| Actifs financiers au coût amorti | | | |
| Prêts | 14 056 570 | | 14 056 570 |
| Autres créances | 2 062 564 | | 2 062 564 |
| Titres de dette | | 2 199 945 (2) | 2 199 945 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 2 199 945 | (2 199 945) (2) | |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 52 916 | | 52 916 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 243 571 | | 243 571 |
| **Total de l'actif** | **23 798 281** | | **23 798 281** |
| **Passif** | | | |
| **Dettes** | | | |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 650 606 | | 650 606 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 478 074 | | 478 074 |
| Passifs financiers au coût amorti | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 210 489 | | 210 489 |
| Dettes représentées par un titre | 18 835 438 | | 18 835 438 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 363 519 | | 363 519 |
| Compte de dividendes sociaux | 59 116 | | 59 116 |
| Provisions | 234 225 | | 234 225 |
| **Total dettes** | **20 831 467** | | **20 831 467** |
| **Capitaux propres** | | | |
| Capital | | | |
| Souscrit | 5 472 219 | | 5 472 219 |
| Non appelé | (4 859 802) | | (4 859 802) |
| Appelé | 612 417 | | 612 417 |
| Réserve générale | 2 254 521 | | 2 254 521 |
| Résultat net | 112 039 | | 112 039 |
| Total capital, réserve générale et résultat net | 2 978 977 | | 2 978 977 |
| Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres | (12 163) | | (12 163) |
| **Total capitaux propres** | **2 966 814** | | **2 966 814** |
| **Total du passif** | **23 798 281** | | **23 798 281** |

*Les changements de présentation par rapport au bilan publié au 31 décembre 2017 sont les suivants :*

*(1) les "Actifs financiers disponibles à la vente" sont désormais présentés dans la rubrique "Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres".*

*(2) les "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" sont présentés sur la ligne "Titres de dette" de la rubrique "Actifs financiers au coût amorti".*

## Compte de résultat

*En milliers d'euros*

| | 2017 IAS 39 ancienne présentation | Nouvelles rubriques d'instruments financiers | | 2017 IAS 39 nouvelle présentation |
|---|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 349 | (349) | (1) | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | 349 | (1) | 349 |
| Créances sur les établissements de crédit et la clientèle | 44 237 | (44 237) | (2) | |
| Prêts et autres créances au coût amorti | | 44 237 | (2) | 44 237 |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 70 180 | (70 180) | (3) | |
| Titres de dette au coût amorti | | 70 180 | (3) | 70 180 |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 2 441 | (2 441) | (4) | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle au coût amorti | | 2 441 | (4) | 2 441 |
| Dettes représentées par un titre | 46 772 | (46 772) | (5) | |
| Dettes représentées par un titre au coût amorti | | 46 772 | (5) | 46 772 |
| Autres intérêts et charges assimilées | (4 835) | | | (4 835) |
| **Marge d'intérêts** | **159 144** | | | **159 144** |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 2 433 | | | 2 433 |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente | 186 | (186) | (6) | |
| Gains nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | 186 | (6) | 186 |
| Commissions (produits) | 941 | | | 941 |
| Commissions (charges) | (2 212) | | | (2 212) |
| **Produit net bancaire** | **160 492** | | | **160 492** |
| Charges générales d'exploitation | (45 150) | | | (45 150) |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles | (3 303) | | | (3 303) |
| **Résultat brut d'exploitation** | **112 039** | | | **112 039** |
| Coût du risque | | | | |
| **Résultat net** | **112 039** | | | **112 039** |

*Les changements de présentation par rapport au compte de résultat publié au 31 décembre 2017 sont les suivants :*

- *dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés" :*

  *(1) les "Actifs disponibles à la vente" sont présentés sur la ligne "Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres".*

  *(2) les "Créances sur établissements de crédits et la clientèle" sont présentées sur la ligne "Prêts et autres créances au coût amorti".*

  *(3) les "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" sont présentés sur la ligne "Titres de dette au coût amorti".*

- *dans la rubrique "Intérêts et charges assimilées" :*

  *(4) les "Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle" sont présentées sur la ligne "Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle au coût amorti".*

  *(5) les "Dettes représentées par un titre" sont présentées sur la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti".*

- *dans la rubrique "Produit net bancaire" :*

  *(6) les "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente" sont présentés dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres".*

## État du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres

*En milliers d'euros*

| | 2017 IAS 39 ancienne présentation | Nouvelles rubriques d'instruments financiers | 2017 IAS 39 nouvelle présentation |
|---|---|---|---|
| **Résultat net** | **112 039** | | **112 039** |
| **Éléments pouvant être rapportés au compte de résultat** | **29 507** | | **29 507** |
| Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente | 29 507 | (29 507) (1) | |
| Variations de valeur des titres de dette à la juste valeur par capitaux propres | | 29 507 (1) | 29 507 |
| **Éléments ne pouvant être rapportés au compte de résultat** | **13 367** | | **13 367** |
| Variations des écarts actuariels liés au régime de pension | 11 346 | | 11 346 |
| Variations des écarts actuariels liés aux autres avantages postérieurs à l'emploi | 2 021 | | 2 021 |
| **Total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres** | **42 874** | | **42 874** |
| **Résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres** | **154 913** | | **154 913** |

*Le changement de présentation par rapport à l'état du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres publié au 31 décembre 2017 concerne :*

*(1) les "Variations de valeurs des actifs financiers disponibles à la vente" qui sont désormais présentées dans la rubrique "Variations de valeurs des titres de dette à la juste valeur par capitaux propres".*

# 2. Effets de l'application de la norme IFRS 9

## Effets de l'application de la norme IFRS 9 sur le bilan au 1er janvier 2018

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2017 IAS 39 nouvelle présentation | Effet de l'application de la norme IFRS 9 | 01/01/2018 IFRS 9 |
|---|---|---|---|
| **Actif** | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 539 482 | (55) | 539 427 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 323 472 | | 323 472 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 680 997 | | 680 997 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 3 638 764 | (262) | 3 638 502 |
| Actifs financiers au coût amorti | | | |
| Prêts | 14 056 570 | (11 210) | 14 045 360 |
| Autres créances | 2 062 564 | (141) | 2 062 423 |
| Titres de dette | 2 199 945 | (128) | 2 199 817 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 52 916 | | 52 916 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 243 571 | (31) | 243 540 |
| **Total de l'actif** | **23 798 281** | **(11 827)** | **23 786 454** |
| **Passif** | | | |
| **Dettes** | | | |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 650 606 | | 650 606 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 478 074 | | 478 074 |
| Passifs financiers au coût amorti | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 210 489 | | 210 489 |
| Dettes représentées par un titre | 18 835 438 | | 18 835 438 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 363 519 | | 363 519 |
| Compte de dividendes sociaux | 59 116 | | 59 116 |
| Provisions | 234 225 | 2 218 | 236 443 |
| **Total dettes** | **20 831 467** | **2 218** | **20 833 685** |
| **Capitaux propres** | | | |
| Capital | | | |
| Souscrit | 5 472 219 | | 5 472 219 |
| Non appelé | (4 859 802) | | (4 859 802) |
| Appelé | 612 417 | | 612 417 |
| Réserve générale | 2 254 521 | (14 045) | 2 240 476 |
| Résultat net | 112 039 | | 112 039 |
| Total capital, réserve générale et résultat net | 2 978 977 | (14 045) | 2 964 932 |
| Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres | (12 163) | | (12 163) |
| **Total capitaux propres** | **2 966 814** | **(14 045)** | **2 952 769** |
| **Total du passif** | **23 798 281** | **(11 827)** | **23 786 454** |

L'application de la norme IFRS 9 sur le classement et l'évaluation des instruments financiers a conduit aux principaux effets suivants au 1er janvier 2018 :

La phase 1 n'a pas eu d'impacts financiers au bilan compte-tenu de la nature de l'ensemble de ses opérations sur instruments financiers. Les rubriques du bilan sous IAS 39, relatives aux instruments financiers, ont été transférées pour la même valeur bilancielle dans les nouvelles rubriques de la norme IFRS 9 comme détaillé dans la note B.1.

Les effets de la phase 2 de la norme IFRS 9 représentent une dépréciation de € 14,0 millions, dont € 11,2 millions de diminution de la valeur des prêts au coût amorti. En contrepartie, une diminution de la réserve générale de € 14,0 millions a été enregistrée au 1er janvier 2018.

# NOTE C - Gestion des risques

L'objectif principal de la gestion des risques consiste à garantir la viabilité financière ainsi que la résilience opérationnelle à long terme de la Banque, tout en lui permettant de remplir son mandat social. La Banque vise l'application des meilleures pratiques bancaires internationales afin de promouvoir une culture de risques solide et prudente à travers toutes ses activités.

Cette note présente des informations sur les principaux types de risques financiers auxquels la Banque est exposée dans ses activités, notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. Elle fournit également des informations sur les objectifs, politiques, procédures, limites et contrôles qui permettent à la CEB l'identification, l'évaluation, le suivi, le *reporting*, la réduction et le contrôle de ces risques.

La Banque n'est pas soumise aux règlementations de ses états membres. Toutefois, elle considère les Directives sur la règlementation bancaire de l'Union européenne ainsi que les recommandations du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (*Basel Committee on Banking Supervision,* BCBS) comme référence pour son dispositif de gestion des risques.

La CEB révise régulièrement ses politiques de risques et contrôles, y compris ses procédures de suivi en conformité avec les meilleures pratiques bancaires.

## Appétence pour le risque

La Banque définit l'appétence pour le risque par le niveau et les types de risques agrégés et sa volonté d'y faire face dans la limite de ses capacités de risques en vue de la réalisation de ses objectifs stratégiques définis dans son Plan de développement.

Afin d'accorder des prêts à des taux avantageux qui représente l'un des instruments clés de la CEB pour remplir son mandat, il est nécessaire de lever des fonds sur les marchés financiers à des taux compétitifs. À cette fin, le maintien d'un profil de risque très solide est primordial.

Le profil financier et des risques de la CEB repose sur l'appétence pour le risque défini par des indicateurs clés quantitatifs et qualitatifs ainsi que des limites fixées dans son cadre prudentiel (chapitre 4).

La gestion de risques adopte une approche prudente et réduit le risque de crédit afin d'assurer la viabilité financière de la Banque. La CEB a développé et mis en œuvre un dispositif complet de la gestion des risques de crédit pour l'identification, l'évaluation, le suivi, le *reporting*, la réduction et le contrôle de tous les risques émanant des opérations de la CEB, résultant à la fois de ses transactions de bilan et hors bilan.

## Organisation

La Direction Risque & Contrôle (R&C) est responsable de l'application du dispositif de la gestion des risques au sein de la CEB. Par conséquent, la R&C est indépendante des autres directions opérationnelles et administratives et placée sous la responsabilité directe du Gouverneur. Les départements de la R&C sont dédiés à des types de risques spécifiques : crédit et risques opérationnels, transactions financières, produits dérivés et gestion de collatéraux.

Le département Gestion Actif-Passif (ALM) au sein de la Direction des Finances est responsable de la gestion des risques de marché (taux d'intérêts et de change) et des risques de liquidité relevant des activités de la Banque.

## Comités décisionnaires

La Banque a mis en place des comités décisionnaires chargés de définir et de superviser les politiques de gestion des risques dans leurs domaines respectifs. Tous ces comités sont présidés par le Gouverneur.

- Le *Credit Risk Committee* (CRC) se réunit une fois par semaine et prend des décisions par rapport à l'exposition des opérations de prêts et des transactions financières s'appuyant sur les analyses des risques de crédit et recommandations internes. Par ailleurs, un "Special CRC" peut se tenir afin de traiter des questions particulières.
- Le *Comité Actif-Passif* (ALCO) se réunit une fois par mois, ou plus fréquemment, le cas échéant, pour définir les orientations stratégiques et examine de façon prospective les risques liés aux taux d'intérêt, aux taux de change et à la liquidité identifiés dans le bilan. Par ailleurs, le *Special ALCO* aborde des questions d'actif-passif et de financement une fois par trimestre.
- Le *Comité Organisation et Risques Opérationnels* (CORO) se réunit deux fois par an pour examiner les questions liées aux risques opérationnelles et veille à ce que des mesures adéquates soient prises pour la réduction, le suivi et le contrôle de ces risques.
- Le *Comité de Pilotage Informatique* gère toutes les questions liées aux systèmes d'information et prend les mesures nécessaires à la continuité des activités opérationnelles. Par ailleurs, afin d'assurer que les décisions liées aux systèmes d'information répondent aux enjeux et aux priorités des métiers, la gouvernance informatique a été renforcée en 2015 par la création du Comité de Projets Informatiques. Présidé par un Vice-Gouverneur, ce Comité se réunit régulièrement et permet d'anticiper les besoins des métiers et de développer une vision commune de l'informatique.

### Instances de contrôle

L'**Audit Interne (AI)** est une entité permanente, autonome du système de contrôle interne au sein de la CEB. L'AI a pour mission d'assurer, de manière indépendante et objective, au Gouverneur et aux Organes de contrôle de la CEB que les activités et les transactions sont bien effectuées et sous contrôle. L'AI passe en revue les activités de la CEB ainsi que leurs risques inhérents, et veille à ce qu'elles soient menées en conformité avec les politiques, les procédures et les bonnes pratiques existantes. Il émet également des recommandations pour d'éventuelles améliorations des opérations de la CEB.

Le **Bureau du Contrôle de la conformité (OCCO)** est l'unité organisationnelle chargée de traiter les questions liées aux risques en matière de blanchiment de capitaux / financement du terrorisme, d'évasion fiscale ainsi que les questions d'intégrité, de fraude et de corruption. La mission de l'OCCO est de protéger la Banque des risques réputationnels et financiers, de promouvoir des normes éthiques professionnelles élevées et de contribuer de manière indépendante à la gestion des risques de non-conformité de la CEB. L'activité principale de l'OCCO repose sur l'exécution des contrôles préalables d'intégrité liés aux opérations et contreparties, la sauvegarde de l'intégrité de la Banque dans ses opérations financières et de ses prêts ainsi que de l'intégrité et de la déontologie de son personnel et des Organes Collégiaux résultant d'un manquement au respect des normes et politiques en place. En outre, l'OCCO s'assure que les procédures de sélection de passations de marché soient en conformité avec les règles internes de la CEB.

Le **Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI)** au Contrôle de la Conformité s'assure que les actifs et technologies d'information de la CEB soient protégés de manière appropriée. Le RSSI est en charge de la définition de la politique de sécurité, de la conception du cadre sécuritaire et de l'identification, du développement, de la mise en œuvre et de la maintenance des processus dans tous les domaines de la CEB afin de réduire les risques liés à l'information et ses technologies. Le RSSI est responsable du traitement des incidents, de l'établissement des normes et contrôles adéquats, de la gestion des technologies de la sécurité, de la sensibilisation à la sécurité de l'information. Enfin, il s'assure de la bonne application des procédures et politiques liées à la sécurité de l'information.

Le **Comité de surveillance** est composé, selon un schéma de rotation, de trois représentants issus des états membres et nommés par le Conseil de direction pour un mandat de trois ans (le membre sortant assurant pour un an la fonction de conseiller) et examine les comptes de la Banque et en vérifie l'exactitude. Le rapport du Comité de surveillance, dont un extrait est joint aux états financiers, est communiqué aux organes de gouvernance de la Banque dans le cadre de l'approbation des états financiers de l'exercice.

L'**Auditeur externe** est nommé pour un mandat de quatre ans par le Conseil de direction et renouvelable une fois pour trois ans, basé sur l'avis du Comité de surveillance et sur recommandation du Conseil d'administration, suite à un appel d'offres. Sa mission consiste à auditer les états financiers de la Banque selon les normes internationales d'audit IFAC et à procéder à un examen des processus de contrôle interne et de gestion des risques. Il rédige plusieurs rapports, y compris le rapport d'opinion.

En complément, la Banque est évaluée par les trois ***agences de notation internationales***, notamment Fitch Ratings, Moody's et Standard & Poor's, qui procèdent annuellement à des analyses approfondies sur sa situation financière et sa solvabilité à long terme et lui attribuent une notation.

### Communication interne et externe sur la gestion des risques

Un rapport détaillé sur l'exposition de la Banque au risque de crédit dans ses activités de prêts et de transactions financières est rédigé par la Direction de Risque & Contrôle et remis au *Credit Risk Committee* hebdomadaire.

La Direction Finances remet un rapport mensuel sur les risques de marchés, notamment sur le risque des taux d'intérêts, le risque de taux de change ainsi que la situation de liquidité, au *Comité Actif-Passif (ALCO)*.

Le rapport trimestriel sur la gestion des risques est adressé au Conseil d'administration et au Conseil de direction afin d'informer les actionnaires de l'évolution de l'exposition de la CEB aux principaux types de risques : crédit, marché, liquidité, risques opérationnels ainsi que la conformité avec le cadre prudentiel défini en interne.

En ce qui concerne la communication externe sur la gestion des risques, la Banque communique aux agences de notation des informations très complètes pour leur exercice annuel d'évaluation. Le rapport annuel de la CEB relatif au formulaire 18-K lié à la déclaration d'enregistrement auprès de la *"U.S. Securities and Exchange Commission"* comprend également des informations sur la gestion des risques de la Banque.

Enfin, le rapport financier annuel du Gouverneur de la CEB donne une image fidèle des pratiques et procédures en place pour la gestion des risques au sein de la Banque et les données détaillées relatives à l'exposition aux risques.

# 1. Risque de crédit

### Revue du processus d'évaluation

On entend par risque de crédit l'éventualité qu'un emprunteur ou qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations contractuelles. La Banque est exposée au risque de crédit dans ses activités de prêts et de trésorerie du fait que les contreparties pourraient ne pas honorer leurs obligations contractuelles, ou que la valeur des investissements de la Banque pourrait se déprécier. Le risque de crédit peut également se matérialiser par l'éventualité d'une dégradation de notation avec un impact négatif sur le capital de la Banque ou sur le niveau de provision pour le risque de crédit. Le risque de crédit couvre également le risque pouvant survenir avant ou pendant le règlement. Par ailleurs, le risque des collatéraux fait aussi partie du risque de crédit (les collatéraux sont principalement une technique de réduction du risque). Globalement, le risque de crédit est une fonction du montant de l'exposition aux risques et de la qualité de crédit de la transaction ou de l'emprunteur.

## Identification et évaluation du risque de crédit

La gestion des risques de crédit identifie toutes les sources potentielles du risque de crédit provenant de l'ensemble des produits et des opérations liés aux activités de prêt et de trésorerie résultant à la fois des transactions bilan et hors bilan. La Banque veille à ce que les risques associés à la mise en place de nouveaux produits ou d'opérations fassent l'objet de procédures de gestion et de contrôles adaptés. Le risque de crédit peut également se matérialiser par une dégradation de notation, un défaut de paiement ou au cours du processus du règlement d'une transaction.

L'évaluation du risque de crédit est gérée par le département de la gestion du risque de crédit (CRD) (Direction Risque & Contrôle), une unité indépendante des départements chargés de prêts et de transactions financières, assurant que les opérations de crédit soient établies conformément aux principes de risques avec une capacité décisionnelle indépendante et sans être influencée par des relations avec les emprunteurs et intermédiaires. L'exposition au crédit est mesurée, suivie et contrôlée sur une base quotidienne. Le Management est averti de tout dépassement de limite de crédit éventuel.

À l'issue de l'évaluation interne du risque de crédit indépendante de la Banque des notations de crédit internes sont octroyées. Les notations de crédit internes reflètent l'avis sur la capacité et la volonté de l'emprunteur de respecter les conditions de remboursement en intégralité et dans le respect des délais fixés. Ces notations sont généralement basées sur une évaluation qualitative et quantitative des facteurs de risques et des scénarios potentiels qui pourraient provoquer un défaut de paiement. Les notations de crédit internes sont octroyées à toutes les contreparties de la Direction des Finances et de la Direction Prêts & Développement Social. La Banque peut recourir à des notations externes dans le cas de transactions, produits, contreparties spécifiques, tout en veillant à bien comprendre les risques sous-jacents induits. Les limites pour le suivi du risque de crédit provenant de ses opérations sont régulièrement révisées. Les méthodologies de rating interne sont régulièrement revues et ajustées. Chaque échelon de notation interne correspond à une note sur l'échelle appliquée par les agences de notation internationales comme suit :

### Grille de notation

| INVESTMENT GRADE | | | BELOW INVESTMENT GRADE | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Notation interne CEB** | **Long terme** | | **Notation interne CEB** | **Long terme** | |
| | Moody's | S&P / Fitch | | Moody's | S&P / Fitch |
| 10 | Aaa | AAA | 5 | Ba1 | BB+ |
| 9,5 | Aa1 | AA+ | 4,5 | Ba2 | BB |
| 9 | Aa2 | AA | 4 | Ba3 | BB- |
| 8,5 | Aa3 | AA- | 3,5 | B1 | B+ |
| 8 | A1 | A+ | 3 | B2 | B |
| 7,5 | A2 | A | 2,5 | B3 | B- |
| 7 | A3 | A- | 2 | Caa1 | CCC+ |
| 6,5 | Baa1 | BBB+ | 1,5 | Caa2 | CCC |
| 6 | Baa2 | BBB | 1 | Caa3 | CCC- |
| 5,5 | Baa3 | BBB- | 0,5 | Ca | CC |
| | | | 0,25 | C | C |
| | | | 0 | D | D |

## Rehaussement de crédit

La CEB utilise des techniques de rehaussement de crédit (*credit risk mitigation* - CRM) afin de contrôler le risque de crédit ou la détérioration du risque de crédit au cours de la durée de la transaction. Les techniques de rehaussement de crédit peuvent être appliquées sous forme de garantie, de collatéraux ou de garanties contractuelles (engagements contractuels).

Le département CRD propose des techniques de rehaussement de crédit pour toute nouvelle transaction faisant l'objet d'approbation par le *Credit Risk Committee*. Les techniques de rehaussement de crédit pour des transactions en cours sont présentées au *Credit Risk Committee* lors des revues annuelles des contreparties.

L'évaluation du risque de crédit d'un nouveau projet est effectuée lors du processus d'évaluation et est soumise pour approbation aux comités internes compétents. Tous les projets sont présentés au Conseil d'administration pour approbation.

Le cadre des opérations financières est établi dans la politique financière et des risques et approuvé par le Conseil d'administration. Dans ce cadre les transactions financières sont évaluées par CRD et soumises pour approbation au *Credit Risk Committee*.

Enfin, les limites des grands risques et de la concentration sont également définies et présentées au *Credit Risk Committee*.

### Exposition globale au risque de crédit

L'exposition au risque de crédit de la Banque de la Direction des Prêts & Développement Social (prêts et engagements de financement) et de la Direction des Finances (dépôts, titres et produits dérivés) au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 est présentée dans le tableau ci-dessous.

*En millions d'euros*

| | 2017 | | | | 2017 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total |
| Prêts | 2 612 | 9 686 | 2 327 | 14 625 | 1 915 | 9 094 | 2 784 | 13 792 |
| Engagements de financement | 1 392 | 4 012 | 588 | 5 992 | 1 150 | 2 568 | 1 043 | 4 761 |
| Dépôts | 672 | 1 159 | | 1 831 | 902 | 1 702 | | 2 605 |
| Titres | 4 422 | 1 597 | | 6 019 | 3 779 | 1 787 | | 5 566 |
| Swap - add on | 212 | 113 | | 325 | 118 | 183 | | 300 |
| Forex | 45 | | | 45 | 5 | | | 5 |
| Swap coll - VAN non couverte | 8 | 2 | | 10 | 11 | | | 11 |
| **Total** | **9 362** | **16 570** | **2 915** | **28 847** | **7 879** | **15 334** | **3 827** | **27 040** |

- *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*
- *Prêts et engagements de financement après rehaussement de crédit*
- *Prêts, dépôts et titres en valeur nominale et hors intérêts courus*

## *Activités de la Direction des Prêts & Développement Social*

### Opérations de prêts

Le risque de crédit des opérations de prêts émane principalement lorsqu'un emprunteur ou une contrepartie ne respecte pas les obligations contractuelles ou lors d'une dégradation de notation.

### Portefeuille de prêts

Au 31 décembre 2018, l'encours de prêts s'élève à € 14,6 milliards, en hausse de 6,0% (+ € 833 millions) par rapport à fin 2017. La Banque n'a constaté aucun retard ou impayé en 2018, comme en 2017.

Le tableau ci-dessous présente le profil de risque du portefeuille de prêts par notation et par type de contrepartie :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | 2017 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total |
| Souverains, institutions financières souveraines et IFI | 759 | 4 624 | 2 164 | 7 547 | 270 | 4 089 | 2 602 | 6 961 |
| Administrations et institutions financières sous-souveraines | 1 618 | 1 967 | 10 | 3 596 | 1 479 | 1 876 | 14 | 3 369 |
| Autres institutions financières | 175 | 3 094 | 21 | 3 290 | 106 | 3 129 | 23 | 3 257 |
| Institutions non financières | 60 | | 132 | 192 | 60 | | 145 | 205 |
| **Total** | **2 612** | **9 686** | **2 327** | **14 625** | **1 915** | **9 094** | **2 784** | **13 792** |

- *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*
- *Prêts après rehaussement de crédit en valeur nominale et hors intérêts courus*

Une partie importante du portefeuille de prêts bénéficie de rehaussements de crédit (collatéraux et garanties) ce qui permet une amélioration de la qualité du risque de crédit. À fin 2018, la Banque a reçu des garanties pour un montant de € 6,5 milliards et des collatéraux pour un montant de € 0,5 milliard dans son portefeuille de prêts.

L'impact de ces rehaussements de crédit sur le profil de risque de l'encours de prêts est présenté ci-dessous :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | 2017 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Avant | | Après | | Avant | | Après | |
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| AAA/AA | 1 911 | 13% | 2 612 | 18% | 1 257 | 9% | 1 915 | 14% |
| A/BBB | 8 273 | 57% | 9 686 | 66% | 7 906 | 57% | 9 094 | 66% |
| BIG | 4 441 | 30% | 2 327 | 16% | 4 629 | 34% | 2 784 | 20% |
| **Total** | **14 625** | **100%** | **14 625** | **100%** | **13 792** | **100%** | **13 792** | **100%** |

- *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*
- *Prêts en valeur nominale et hors intérêts courus*

Au 31 décembre 2018, l'encours de prêts après CRM noté *investment grade* représente 84,1% du portefeuille de prêts total, contre 79,8% à fin 2017. La part des contreparties non notées par les agences de notation internationales représente € 4,4 milliards, soit 29,9% avant CRM et € 946 millions, soit 6,5% après CRM du portefeuille total, avec des notations internes allant de 1,5 à 9,5. Parmi les contreparties non-notées par les agences de notation, la partie *investment grade* (notation interne) avant CRM représente 60,8% de l'encours de prêts, et 96,2% de l'encours de prêts après CRM.

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'encours de prêts par durée d'échéance restante :

*En millions d'euros*

| Maturité | 2018 | % | 2017 | % |
|---|---|---|---|---|
| moins d'1 an | 2 119 | 14% | 1 858 | 13% |
| de 1 à 5 ans | 5 554 | 38% | 7 087 | 51% |
| de 5 à 10 ans | 3 989 | 27% | 3 070 | 22% |
| de 10 à 20 ans | 2 783 | 19% | 1 702 | 12% |
| plus de 20 ans | 180 | 1% | 75 | 1% |
| **Total** | **14 625** | **100%** | **13 792** | **100%** |

• *Prêts en valeur nominale et hors intérêts courus*

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'encours de prêts après CRM par notation et par pays (la notation reflétant la contrepartie et non (seulement) la notation souveraine) :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | 2017 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total |
| **Pays cible** | | | | | | | | |
| Pologne | | 1 690 | | 1 690 | | 1 593 | | 1 593 |
| Turquie | | | 1 415 | 1 415 | | | 1 358 | 1 358 |
| Roumanie | | 598 | | 598 | | 679 | | 679 |
| Hongrie | | 595 | | 595 | | 669 | | 669 |
| Chypre | | 484 | | 484 | | | 521 | 521 |
| République slovaque | | 450 | | 450 | | 460 | | 460 |
| Croatie | | | 336 | 336 | | | 338 | 338 |
| République tchèque | 18 | 217 | | 235 | | 209 | | 209 |
| Lituanie | | 202 | | 202 | | 188 | | 188 |
| Bulgarie | | 197 | | 197 | | 173 | | 173 |
| Serbie | | | 107 | 107 | | | 96 | 96 |
| Albanie | | | 99 | 99 | | | 96 | 96 |
| "l'ex-République yougoslave de Macédoine" | | | 89 | 89 | | | 89 | 89 |
| Slovénie | | 50 | 21 | 71 | | 27 | 23 | 50 |
| Bosnie-Herzégovine | | | 59 | 59 | | | 49 | 49 |
| Moldova (République de) | | | 28 | 28 | | | 29 | 29 |
| Monténégro | | | 28 | 28 | | | 21 | 21 |
| Lettonie | | 15 | | 15 | | 19 | | 19 |
| Estonie | 11 | | | 11 | | 14 | | 14 |
| Malte | | | | | | 8 | | 8 |
| **Sous-total** | **29** | **4 499** | **2 182** | **6 710** | | **4 038** | **2 618** | **6 656** |
| **Pays non-cible** | | | | | | | | |
| Espagne | | 1 950 | 10 | 1 961 | | 2 017 | 14 | 2 031 |
| France | 361 | 1 497 | 34 | 1 892 | 308 | 1 453 | 38 | 1 799 |
| Belgique | 279 | 651 | | 930 | 294 | 710 | | 1 004 |
| Allemagne | 803 | 25 | | 827 | 768 | 18 | | 786 |
| Finlande | 672 | | | 672 | 280 | 58 | | 338 |
| Italie | | 435 | | 435 | | 327 | | 327 |
| Portugal | 326 | 87 | | 412 | | 215 | 6 | 221 |
| Irlande | | 288 | | 288 | | 209 | | 209 |
| Pays-Pays | | 201 | 2 | 203 | 161 | | | 161 |
| Islande | | 8 | 98 | 106 | | 11 | 107 | 118 |
| Suède | 105 | | | 105 | 56 | | | 56 |
| Danemark | | 45 | | 45 | 47 | | | 47 |
| Autriche [1] | 33 | | | 33 | | 38 | | 38 |
| Supranationales | 5 | | | 5 | 1 | | | 1 |
| **Sous-total** | **2 584** | **5 187** | **145** | **7 915** | **1 915** | **5 056** | **165** | **7 136** |
| **Total** | **2 612** | **9 686** | **2 327** | **14 625** | **1 915** | **9 094** | **2 784** | **13 792** |

• *Prêts en valeur nominale et hors intérêts courus après CRM*

• *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*

[1] *État non membre de la CEB : projets dans un état membre de la CEB, mais garantis par des contreparties autrichiennes*

## Stock de projets / Engagements de financement

Le stock de projets comprend tous les projets approuvés par le Conseil d'administration et en attente de financement.

Les engagements de financement correspondent aux projets encore en attente de financement, pour lesquels un contrat-cadre a été signé. Le stock de projets s'élève à € 7,9 milliards au 31 décembre 2018 (€ 7,0 milliards au 31 décembre 2017) dont 87,7% noté *investment grade* (82,8% au 31 décembre 2017).

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | 2017 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total | AAA | AA | BIG | Total |
| Stock de projets | 1 796 | 5 128 | 967 | 7 891 | 1 717 | 4 066 | 1 198 | 6 981 |
| Engagements de financement | 1 392 | 4 012 | 588 | 5 992 | 1 150 | 2 568 | 1 043 | 4 761 |

• *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*

• *Engagements de financement tenant compte de rehaussement de crédit futur*

Les engagements de financement s'élèvent à € 6,0 milliards au 31 décembre 2018 (€ 4,8 milliards au 31 décembre 2017). Les engagements de financement notés *investment grade* représentent 90,2% du portefeuille total au 31 décembre 2018 (78,1% au 31 décembre 2017).

Le tableau ci-dessous détaille les engagements de financement après CRM par contrepartie parmi les états membres de la CEB et par notation (la notation reflétant la contrepartie et non (seulement) la notation souveraine) :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | 2017 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total | AAA/AA | A/BBB | BIG | Total |
| **Pays cible** | | | | | | | | |
| Pologne | | 678 | | 678 | | 487 | | 487 |
| Roumanie | | 278 | | 278 | | 298 | | 298 |
| République tchèque | | 75 | | 75 | | 75 | | 75 |
| République slovaque | | 187 | | 187 | | 219 | | 219 |
| Serbie | | | 62 | 62 | | | 81 | 81 |
| Turquie | | | 165 | 165 | | | 370 | 370 |
| Bulgarie | | 150 | | 150 | | 200 | | 200 |
| Hongrie | | 124 | | 124 | | 30 | | 30 |
| Chypre | | 119 | | 119 | | | 133 | 133 |
| Croatie | | | 57 | 57 | | | 95 | 95 |
| Lituanie | | 77 | | 77 | | 65 | | 65 |
| Slovénie | | 25 | | 25 | | | | |
| "l'ex-République yougoslave de Macédoine" | | | 69 | 69 | | | 143 | 143 |
| Bosnie-Herzégovine | | | 53 | 53 | | | 57 | 57 |
| Moldova (République de) | | | 51 | 51 | | | 40 | 40 |
| Lettonie | | 35 | | 35 | | 50 | | 50 |
| Monténégro | | | 38 | 38 | | | 16 | 16 |
| Malte | | | | | | | | |
| Albanie | | | 21 | 21 | | | 34 | 34 |
| Géorgie | | | 14 | 14 | | | 14 | 14 |
| **Sous-total** | | **1 747** | **529** | **2 276** | | **1 424** | **983** | **2 407** |
| **Pays non-cible** | | | | | | | | |
| Allemagne | 550 | 3 | | 553 | 564 | 12 | | 576 |
| France | 290 | 245 | 59 | 595 | 165 | 298 | 60 | 523 |
| Espagne | | 819 | | 819 | | 315 | | 315 |
| Italie | | 535 | | 535 | | | | |
| Portugal | | 211 | | 211 | | 159 | | 159 |
| Belgique | | 100 | | 100 | | 100 | | 100 |
| Suède | 312 | | | 312 | 160 | | | 160 |
| Pays-Bas | 207 | | | 207 | 200 | | | 200 |
| Irlande | | 205 | | 205 | | 255 | | 255 |
| Finlande | 30 | 80 | | 110 | 60 | | | 60 |
| Autriche | | 63 | | 63 | | | | |
| Supranationales | 3 | | | 3 | 1 | | | 1 |
| Islande | | 5 | | 5 | | 5 | | 5 |
| **Sous-total** | **1 392** | **2 265** | **59** | **3 717** | **1 150** | **1 143** | **60** | **2 354** |
| **Total** | **1 392** | **4 012** | **588** | **5 992** | **1 150** | **2 568** | **1 043** | **4 761** |

• *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*

• *Engagements de financement tenant compte du rehaussement de crédit futur*

## *Activités de la Direction des Finances*

### Opérations de trésorerie

Le risque de crédit dans les opérations financières se matérialise par le biais de dépôts bancaires, de l'achat de titres, et par l'utilisation des produits dérivés à des fins de couverture du risque.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition aux opérations financières par type d'opération :

*En millions d'euros*

| | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Dépôts | 1 831 | 2 605 |
| Titres | 6 019 | 5 566 |
| Swaps add-on | 325 | 271 |
| Forex | 45 | 5 |
| Swaps VAN n/c | 10 | 16 |
| **Total** | **8 230** | **8 463** |

### Dépôts

Le portefeuille de trésorerie monétaire se compose de placements à court terme tels que les comptes nostri, des dépôts bancaires inférieurs ou égaux à 1 an, des collatéraux reçus dans le cadre des opérations des produits dérivés sous forme de cash ou des activités de rachat (*repos*). Ce portefeuille sert principalement à la gestion quotidienne de la liquidité dans toutes les différentes devises. Les contreparties éligibles doivent avoir une notation interne égale ou supérieure à 6,5 (BBB+) pour des investissements allant jusqu'à 3 mois et de 7,0 (A-) pour des investissements allant de 3 mois à 1 an.

Le tableau ci-dessous présente la répartition par catégorie de dépôt et de notation :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | | 2017 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AAA | AA | A | BBB | Total | AAA | AA | A | BBB | Total |
| Nostri | 242 | 110 | 118 | 2 | 473 | 361 | 80 | 104 | 8 | 554 |
| Money Market | | 320 | 995 | 43 | 1 358 | | 461 | 1 260 | 330 | 2 051 |
| **Total** | **242** | **430** | **1 113** | **46** | **1 831** | **361** | **541** | **1 364** | **338** | **2 605** |

- *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*
- *Dépôts en valeur nominale et hors intérêts courus*

Le tableau ci-dessous présente la répartition de dépôts à court terme par maturité et notation :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | | 2017 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AAA | AA | A | BBB | Total | AAA | AA | A | BBB | Total |
| moins d'1 mois | | 170 | 510 | 2 | 683 | | 101 | 75 | 330 | 506 |
| de 1 mois à 3 mois | | 50 | 179 | 41 | 270 | | 40 | 680 | | 720 |
| de 3 mois à 6 mois | | 50 | 305 | | 355 | | 320 | 505 | | 825 |
| jusqu'à 1 an | | 50 | | | 50 | | | | | |
| **Total** | | **320** | **995** | **43** | **1 358** | | **461** | **1 260** | **330** | **2 051** |

- *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*
- *Dépôts en valeur nominale et hors intérêts courus*

### Portefeuilles obligataires

La Banque gère trois portefeuilles obligataires : le **portefeuille de liquidité court terme** (obligations de court terme d'une maturité maximale d'1 an), le **portefeuille de liquidité à moyen terme** (maturité supérieure à 1 an allant jusqu'à 15 ans) et le **portefeuille de long terme** (maturité supérieure à 1 an allant jusqu'à 30 ans). Les contreparties éligibles doivent avoir une notation interne de 6,0 (BBB) pour des maturités jusqu'à 3 mois pour les souverains et de 6,5 (BBB+) pour les institutions financières ; une notation minimum de 7,0 (A-) pour des investissements (obligations émises par un État, une administration publique, une autorité locale, un organisme public, une entité supranationale ou une institution financière) avec des maturités entre 3 mois et 2 ans et 8,0 (A+) pour des investissements avec des maturités supérieures à 2 ans.

Le tableau ci-dessous présente le portefeuille de titres par portefeuille et maturité et notation :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | AAA | AA | A | BBB | Total |
| Portefeuille long terme | 679 | 1 264 | 40 | 50 | 2 033 |
| Portefeuille moyen terme | 384 | 1 565 | 45 | | 1 994 |
| Portefeuille court terme | | 530 | 1 313 | 150 | 1 992 |
| **Total** | **1 063** | **3 359** | **1 397** | **200** | **6 019** |

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | AAA | AA | A | BBB | Total |
| Moins d'1 an | 137 | 759 | 1 313 | 150 | 2 359 |
| > 1 an < 2 ans | 35 | 369 | 45 | | 449 |
| > 2 ans < 5 ans | 283 | 672 | | 50 | 1 005 |
| > 5 ans | 608 | 1 559 | 40 | | 2 207 |
| **Total** | **1 063** | **3 359** | **1 397** | **200** | **6 019** |

- *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences de notation*
- *Titres en valeur nominale et hors intérêts courus*

Le tableau ci-dessous présente la répartition des portefeuilles obligataires par pays et notation (de la contrepartie) :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | | 2017 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AAA | AA | A | BBB | Total | AAA | AA | A | BBB | Total |
| ***Pays membres*** | | | | | | | | | | |
| France | | 1 752 | 450 | | 2 203 | | 1 745 | 792 | | 2 537 |
| Pays-Bas | 234 | 80 | 187 | | 501 | 259 | 193 | 34 | | 486 |
| Allemagne | 154 | 295 | 5 | | 453 | 154 | 240 | 25 | | 418 |
| Belgique | | 48 | 203 | | 251 | | 10 | 310 | | 320 |
| Espagne | | | 85 | | 85 | | | | 207 | 207 |
| Italie | | | | 200 | 200 | | | | 150 | 150 |
| Finlande | | 126 | | | 126 | | 76 | | | 76 |
| Norvège | 67 | | | | 67 | 69 | | | | 69 |
| Republique tchèque | | 46 | | | 46 | | | 46 | | 46 |
| Luxembourg | 42 | | | | 42 | 42 | | | | 42 |
| Suisse | | 280 | 68 | | 348 | | | 25 | | 25 |
| Suède | | 157 | | | 157 | | 8 | | | 8 |
| **Sous-total** | **497** | **2 782** | **998** | **200** | **4 477** | **524** | **2 271** | **1 232** | **357** | **4 384** |
| Supranationales | 566 | 179 | | | 746 | 566 | 179 | | | 746 |
| **Sous-total** | **566** | **179** | | | **746** | **566** | **179** | | | **746** |
| ***Europe*** | | | | | | | | | | |
| Grande-Bretagne | | | 329 | | 329 | | | 199 | | 199 |
| Autriche | | 88 | | | 88 | | 88 | | | 88 |
| **Sous-total** | | **88** | **329** | | **417** | | **88** | **199** | | **287** |
| ***Autres*** | | | | | | | | | | |
| Australie | | 180 | | | 180 | | 62 | | | 62 |
| Canada | | 92 | | | 92 | | 50 | | | 50 |
| États-Unis | | | 23 | | 23 | | | | | |
| Japon | | | 48 | | 48 | | | | | |
| Nouvelle-Zélande | | 38 | | | 38 | | 38 | | | 38 |
| **Sous-total** | | **309** | **71** | | **380** | | **150** | | | **150** |
| **Total** | **1 063** | **3 359** | **1 397** | **200** | **6 019** | **1 091** | **2 688** | **1 431** | **357** | **5 566** |

- *Notation selon les recommandations du Comité de Bâle (seconde meilleure notation) ou notation interne à défaut de notation par les agences*
- *Titres en valeur nominale et hors intérêts courus*

## Produits dérivés

La CEB a recours à des swaps d'intérêts (IRS) et à des swaps de devises (CIRS) pour couvrir les risques de marché sur ses transactions de prêts, d'investissement et d'emprunts.

Les transactions sur produits dérivés requièrent une autorisation d'engagement préalable sur la contrepartie émettrice, accordée par le *Credit Risk Committee* et la signature d'un contrat *ISDA Master Agreement* et d'un contrat de collatéral (*Credit Support Annex* - CSA). Les contreparties de swap doivent présenter une notation minimale de 6,5 (BBB+) à la date de la transaction de swap. Les collatéraux éligibles sont cash ou titres de créances. Les titres éligibles reçus comme collatéraux doivent présenter une notation minimale de 7,0 (A-). Toutes les transactions de swap sont évaluées à leur valeur actuelle nette (VAN) et les positions par contrepartie font objet d'un suivi quotidien afin que des collatéraux supplémentaires puissent être appelés selon les options de l'appel de marge CSA, entre tous les jours à trois fois par mois. La CEB a signé des contrats de collatéral CSA (*Credit Support Annex*) avec chacune de ses contreparties dans le cadre de ses activités de swap.

Afin de s'adapter aux conditions de marché et garantir le meilleur coût de financement, la Banque est en cours de renégociation de ses contrats CSA avec plusieurs de ses contreparties pour les transformer en contrats bilatéraux "two ways". Six contrats CSA "two ways" sont déjà entrés en vigueur. Ce faisant, la Banque devra, elle aussi, poster du collatéral si la valeur de ses dérivés avec une contrepartie est négative, ce qui entraine la hausse des besoins potentiels de liquidité de la Banque.

Au 31 décembre 2018, l'exposition du risque de crédit aux produits dérivés se compose de swaps *add-on* pour un montant de € 325 millions (€ 300 millions en 2017) et de la VAN non-couverte après CRM s'élevant à € 10 millions (€ 11 millions en 2017). À fin 2018, la Banque a reçu des collatéraux pour un montant de € 460 millions, dont 84% en cash et 16% en titres souverains.

La ventilation de l'encours notionnel des swaps par instrument et par échéance est présentée ci-dessous :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | | | 2017 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | moins d'1 an | de 1 à 5 ans | de 5 à 10 ans | plus de 10 ans | Total | moins d'1 an | de 1 à 5 ans | de 5 à 10 ans | plus de 10 ans | Total |
| **Total (a)** | **3 525** | **13 823** | **7 437** | **2 822** | **27 607** | **4 655** | **12 977** | **5 943** | **2 763** | **26 338** |
| Swaps de devises | 3 108 | 5 894 | 616 | 210 | 9 828 | 2 938 | 7 033 | 706 | 292 | 10 969 |
| Swaps d'intérêts | 417 | 7 929 | 6 821 | 2 612 | 17 779 | 1 718 | 5 944 | 5 237 | 2 470 | 15 368 |
| *dont : collatéralisés (b)* | 3 525 | 13 823 | 7 437 | 2 822 | 27 607 | 4 655 | 12 977 | 5 943 | 2 763 | 26 338 |
| (b)/(a) | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |

## Concentration - Grands risques

Le risque de concentration survient quand une trop grande partie du portefeuille est affectée à un seul pays ou un débiteur ou un type d'instrument particulier ou une transaction individuelle. Un grand risque s'entend comme une exposition globale (prêts, titres, dépôts, produits dérivés) vis-à-vis d'une contrepartie ou d'un groupe de contreparties dépassant 10% des capitaux propres prudentiels (capital versé, réserves et résultat net). Au 31 décembre 2018, les capitaux propres prudentiels s'élèvent à € 3,1 milliards.

Conformément aux Recommandations du Comité de Bâle et aux Directives de l'Union européenne, la CEB s'assure qu'aucune contrepartie ou groupe de contreparties ne dépasse une limite égale à 25% des capitaux propres prudentiels et que le cumul des grands risques ne dépasse pas 800% desdits capitaux. L'exposition souveraine est exclue du calcul des grands risques.

Au 31 décembre 2018, 11 contreparties ou groupes de contreparties excèdent la limite de 10% des capitaux propres prudentiels, soit € 306 millions, et sont ainsi considérées comme grands risques (13 contreparties en 2017). Toutefois, aucune contrepartie ou groupe de contrepartie dépassent 25% des capitaux propres prudentiels (comme en 2017). Au 31 décembre 2018, le total de l'encours sur ces contreparties atteint € 4,7 milliards, soit 152% des capitaux propres prudentiels, bien en-dessous de la limite de 800% (€ 5,7 milliards, soit 190% en 2017).

En pondérant les expositions par risque, seulement une contrepartie excède le seuil de 10% des capitaux propres prudentiels pour un montant total de € 325 millions (3 contreparties et € 1 milliard en 2017).

*En millions d'euros*

| | *Contrepartie* | 2018 Prêts (a) | Opérations financières (b) | Total Exposition (a) + (b) | Actifs pondérés en risques | Exposition en % de Capitaux propres |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | SOCIETE GENERALE | 596 | 55 | 651 | 325 | 21% |
| 2 | CREDIT AGRICOLE S.A. | 525 | 17 | 541 | 271 | 18% |
| 3 | LA REGION WALLONNE | 520 | | 520 | 104 | 17% |
| 4 | STATE OF BRANDENBURG | 425 | | 425 | | 14% |
| 5 | BBVA MADRID | | 389 | 389 | 198 | 13% |
| 6 | BNG BANK N.V | 300 | 93 | 393 | | 13% |
| 7 | BPCE | 296 | 83 | 379 | 190 | 12% |
| 8 | BNP PARIBAS | 45 | 317 | 362 | 181 | 12% |
| 9 | EUROPEAN INVESTMENT BANK | | 344 | 344 | | 11% |
| 10 | BANK PEKAO SA | 325 | | 325 | 163 | 11% |
| 11 | LLOYDS BANKING GROUP PLC | | 325 | 325 | 163 | 11% |
| | **Total** | **3 033** | **1 621** | **4 654** | **1 593** | |

*En millions d'euros*

| | *Contrepartie* | 2017 Prêts (a) | Opérations financières (b) | Total Exposition (a) + (b) | Actifs pondérés en risques | Exposition en % de Capitaux propres |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | SOCIETE GENERALE | 589 | 80 | 669 | 421 | 22% |
| 2 | BPCE | 341 | 228 | 569 | 309 | 19% |
| 3 | BNP PARIBAS | 51 | 483 | 535 | 267 | 18% |
| 4 | LA REGION WALLONNE | 510 | | 510 | 102 | 17% |
| 5 | CREDIT AGRICOLE S.A. | 474 | 31 | 506 | 304 | 17% |
| 6 | BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL | | 399 | 399 | 199 | 13% |
| 7 | STATE OF BRANDENBURG | 390 | | 390 | | 13% |
| 8 | HSBC BANK PLC | | 387 | 387 | 77 | 13% |
| 9 | EUROPEAN INVESTMENT BANK | | 366 | 366 | | 12% |
| 10 | COOPERATIEVE RABOBANK UA | 50 | 312 | 362 | 82 | 12% |
| 11 | LLOYDS BANK PLC. | | 350 | 350 | 175 | 12% |
| 12 | POWSZECHNA KASA OSZCZEDNOSCI BANK | 307 | | 307 | 179 | 10% |
| 13 | KBC BANK (SA) NV | 164 | 140 | 304 | 207 | 10% |
| | **Total** | **2 876** | **2 777** | **5 653** | **2 323** | |

- *Prêts après CRM (hors collatéraux) à la valeur nominale et hors intérêts courus*
- *Les "Opérations financières" comprennent : titres, money market, nostri, swap VAN et swap add-on*

## Exposition souveraine[1] de la CEB

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'exposition des contreparties souveraines par type d'exposition (prêts, titres) :

*En millions d'euros*

| | 2018 | | | 2017 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prêts | Titres | Total | Prêts | Titres | Total |
| ***Membres de l'UE*** | | | | | | |
| France | 482 | 1 732 | 2 215 | 417 | 1 725 | 2 142 |
| Espagne | 1 503 | 85 | 1 588 | 1 445 | 207 | 1 652 |
| Belgique | 843 | | 843 | 850 | 10 | 860 |
| Allemagne | 803 | 448 | 1 251 | 768 | 393 | 1 161 |
| Chypre | 484 | | 484 | 521 | | 521 |
| Portugal | 203 | | 203 | 221 | | 221 |
| Finlande | 372 | 76 | 448 | 282 | 76 | 358 |
| Italie | 318 | 200 | 518 | 164 | 150 | 314 |
| Lituanie | 202 | | 202 | 188 | | 188 |
| Irlande | 288 | | 288 | 209 | | 209 |
| République slovaque | 403 | | 403 | 406 | | 406 |
| Autriche[2] | | | | | 88 | 88 |
| Luxembourg | | 42 | 42 | | 42 | 42 |
| Slovénie | 50 | | 50 | 27 | | 27 |
| Malte | | | | 8 | | 8 |
| Lettonie | 15 | | 15 | 19 | | 19 |
| Estonie | 11 | | 11 | 14 | | 14 |
| Pays-Bas | 537 | 234 | 772 | 111 | 259 | 371 |
| **Sous-total zone euro (a)** | **6 515** | **2 817** | **9 332** | **5 649** | **2 950** | **8 599** |
| ***Autres*** | | | | | | |
| Pologne | 894 | | 894 | 954 | | 954 |
| Hongrie | 595 | | 595 | 669 | | 669 |
| Roumanie | 598 | | 598 | 679 | | 679 |
| Croatie | 336 | | 336 | 338 | | 338 |
| Danemark | 33 | | 33 | 47 | | 47 |
| Suède | 105 | 8 | 112 | 56 | 8 | 64 |
| République tchèque | 30 | 46 | 76 | 17 | 46 | 63 |
| Bulgarie | 197 | | 197 | 173 | | 173 |
| **Sous-total autres (b)** | **2 789** | **53** | **2 842** | **2 933** | **54** | **2 986** |
| **Total Membres de l'UE (a)+(b)** | **9 304** | **2 870** | **12 174** | **8 582** | **3 004** | **11 585** |
| ***Non-membres de l'UE*** | | | | | | |
| Turquie | 1 415 | | 1 415 | 1 358 | | 1 358 |
| Albanie | 99 | | 99 | 96 | | 96 |
| Autriche | | 88 | 88 | | | |
| Serbie | 107 | | 107 | 96 | | 96 |
| "l'ex-République yougoslave de Macédoine" | 89 | | 89 | 89 | | 89 |
| Bosnie-Herzégovine | 59 | | 59 | 49 | | 49 |
| Nouvelle-Zélande | | 38 | 38 | | 38 | 38 |
| Moldova (République de) | 28 | | 28 | 29 | | 29 |
| Monténégro | 28 | | 28 | 21 | | 21 |
| Japon | | 48 | 48 | | | |
| Islande | 8 | | 8 | 11 | | 11 |
| **Sous-total non-membres de l'UE (c)** | **1 834** | **173** | **2 007** | **1 748** | **38** | **1 785** |
| Institutions supranationales | 5 | 746 | 751 | 1 | 746 | 747 |
| **Sous-total supranationales (d)** | **5** | **746** | **751** | **1** | **746** | **747** |
| **Total (a)+(b)+(c)+(d)** | **11 143** | **3 789** | **14 932** | **10 330** | **3 787** | **14 117** |

- *Prêts en valeur nominale et hors intérêts courus*
- *Titres en valeur nominale et hors intérêts courus*

[1] *Exposition souveraine : États, Administrations publiques, Institutions financières étatiques, Institutions financières spécialisées*

[2] *État non-membre de la CEB : garantie et collatéraux reçus sur prêts*

# 2. Risque de marché et de liquidité

**Principes de pilotage des risques de marché et de liquidité**

Au vu des contraintes réglementaires croissantes et des taux d'intérêt historiquement bas, la CEB a continué à diversifier les opportunités d'investissement et à optimiser la gestion de la trésorerie à court terme tout en conservant une approche prudente. La Politique financière et des risques a permis d'atténuer en partie l'impact défavorable de l'environnement de taux en Euro, en particulier sur le court terme, en diversifiant les contreparties et en développant des activités innovantes (stratégie dynamique sur les T-Bills, Reverse Repos).

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est défini comme l'exposition de la valeur économique ou des résultats de la Banque à des mouvements adverses de taux. L'exposition au risque de taux est issue de décalages dans le temps entre les natures de taux des emplois (prêts, titres et dépôts) et des ressources (emprunts), ou leurs périodes de révision.

La stratégie ALM de la CEB est de maintenir un profil de revenus stables tout en limitant la volatilité de la valeur économique de la Banque. La CEB a choisi de privilégier la stabilité de ses revenus au vu de la contrainte d'autofinancement de sa croissance. À cet effet, la CEB investit ses fonds propres à des maturités plutôt longues.

Outre l'objectif de duration des fonds propres, la Banque s'assure que les décalages entre actifs et passifs en termes de volumes, de natures de devises et de taux, sont encadrés par des limites raisonnables. La Banque a recours autant que possible aux couvertures naturelles et, si nécessaire, aux produits dérivés, principalement des contrats d'échange de monnaies et de taux d'intérêt, dans le cadre uniquement d'opérations de couverture.

En ligne avec les recommandations de Bâle, la Banque a défini des indicateurs et des limites pour mesurer l'impact des variations de taux sur les revenus et la valeur économique. Les principaux indicateurs sont l'analyse d'impasses (impasses de taux d'intérêt et impasses d'index), la sensibilité de la valeur économique et la sensibilité des revenus.

*Gap de taux d'intérêt*

Le gap de taux d'intérêt mesure graphiquement et au fil du temps l'exposition statique de la CEB au risque de taux.

*Gap d'index*

Le gap d'index mesure le décalage de fréquence de révision des taux entre actifs et passifs pour différentes maturités. La Banque a recours au gap d'index principalement pour piloter l'exposition liée aux décalages d'index, en particulier l'Eur3M contre l'Eur6M, qui peut avoir un impact négatif sur la sensibilité de la valeur économique et la sensibilité des revenus.

*Sensibilité de la valeur économique*

La valeur économique est la valeur actualisée des cash-flows futurs de tous les postes d'actif, de passif et de hors-bilan, fonds propres inclus.

La sensibilité de la valeur économique mesure la déviation entre le risque de taux d'intérêt structurel assumé défini par la duration des fonds propres et le risque de taux réel du bilan.

Les scénarios de stress appliquent un choc parallèle de +/-10pbs, +/- 100pbs, +/- 200pbs sur les courbes ou un changement de pente de la courbe.

La sensibilité de la valeur économique à un choc de taux de +/-10pbs est limitée à 0,5% des fonds propres.
Au 31 décembre 2018, la sensibilité de la valeur économique était de - € 1,1 million pour un choc de taux de +10pbs.

*Sensibilité des revenus*

La Banque mesure la volatilité de ses revenus résultant de mouvements adverses de taux en mode dynamique, sur douze mois glissants.

Les hypothèses dynamiques répliquent les caractéristiques du stock d'opérations et prennent en compte, si nécessaire, les effets de saisonnalité.

Les scénarios de stress sont définis en appliquant des chocs parallèles sur les courbes de taux.

La sensibilité des revenus de la Banque est limitée à 0,08% des fonds propres pour une variation de +/-10pbs des taux d'intérêt.

*En milliers d'euros*

| | Translation parallèle + 10 pbs | Translation parallèle + 100 pbs |
|---|---|---|
| **Sensibilité de la Marge Nette d'Intérêts prévisionnelle au 31/12/2018** | (0,557) | (0,962) |

### Ventilation des actifs, passifs et postes de hors-bilan par nature de taux au 31 décembre 2018

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des opérations du bilan de la CEB. Il présente une vision statique du risque de taux et de sa couverture, à la date de clôture de l'exercice, au travers d'une ventilation de l'actif et du passif par nature de taux (taux fixe et taux variable). Il permet d'identifier l'effet de la couverture du risque de taux.

*En milliers d'euros*

| 31 décembre 2018 | Avant couverture | | | Instruments de couverture | | | Après couverture | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Type de taux** | Encours | Intérêts courus | Total | Encours | Intérêts courus | Total | Encours | Intérêts courus | Total |
| **Actif** | | | | | | | | | |
| **Taux fixe** | **16 659 976** | **82 579** | **16 742 555** | **(8 678 041)** | **132 172** | **(8 545 869)** | **7 981 935** | **214 751** | **8 196 686** |
| Encours échéancés | 15 119 793 | 82 579 | 15 202 372 | (8 678 041) | 132 172 | (8 545 869) | 6 441 752 | 214 751 | 6 656 503 |
| Encours non échéancés | 1 540 183 | | 1 540 183 | | | | 1 540 183 | | 1 540 183 |
| **Taux variable** | **7 461 144** | **3 109** | **7 464 253** | **8 677 291** | **9 759** | **8 687 050** | **16 138 435** | **12 868** | **16 151 303** |
| Encours échéancés | 7 093 674 | 3 220 | 7 096 894 | 8 677 291 | 9 759 | 8 687 050 | 15 770 965 | 12 979 | 15 783 944 |
| Encours non échéancés | 367 470 | (111) | 367 359 | | | | 367 470 | (111) | 367 359 |
| **Total de l'actif** | **24 121 120** | **85 688** | **24 206 808** | **(750)** | **141 931** | **141 181** | **24 120 370** | **227 619** | **24 347 989** |
| **Passif** | | | | | | | | | |
| **Taux fixe** | **(23 361 175)** | **(136 566)** | **(23 497 741)** | **17 846 542** | **(46 413)** | **17 800 129** | **(5 514 633)** | **(182 979)** | **(5 697 612)** |
| Encours échéancés | (18 853 590) | (136 566) | (18 990 156) | 17 846 542 | (46 413) | 17 800 129 | (1 007 048) | (182 979) | (1 190 027) |
| Encours non échéancés | (4 507 585) | | (4 507 585) | | | | (4 507 585) | | (4 507 585) |
| **Taux variable** | **(615 639)** | **163** | **(615 476)** | **(18 031 982)** | **(2 919)** | **(18 034 901)** | **(18 647 621)** | **(2 756)** | **(18 650 377)** |
| Encours échéancés | (110 399) | | (110 399) | (18 031 982) | (2 919) | (18 034 901) | (18 142 381) | (2 919) | (18 145 300) |
| Encours non échéancés | (505 240) | 163 | (505 077) | | | | (505 240) | 163 | (505 077) |
| **Total du passif** | **(23 976 814)** | **(136 403)** | **(24 113 217)** | **(185 440)** | **(49 332)** | **(234 772)** | **(24 162 254)** | **(185 735)** | **(24 347 989)** |

Au 31 décembre 2018, l'encours de l'actif à taux fixe avant couverture est de € 16 660 millions ; les instruments de couverture permettent de réduire cette exposition à € 7 982 millions.

Cette exposition après couverture de € 7 982 millions est constituée par :

- des encours échéancés (€ 6 442 millions), principalement les dépôts à court terme (€ 1 358 millions), insensibles aux variations de taux de marché et considérés comme du taux fixe, le portefeuille long terme à taux fixe (€ 2 182 millions), le portefeuille court terme à taux fixe (€ 1 883 millions) et les prêts à taux fixe non couverts (€ 964 millions).
- des encours non échéancés (€ 1 540 millions), essentiellement des valorisations de swaps qui, par nature, ne peuvent être couvertes et les nostri.

Réciproquement, au passif, l'exposition à taux fixe de € 23 361 millions, avant couverture, est réduite à € 5 515 millions, après couverture.

Cette exposition de € 5 515 millions après couverture est constituée par :

- des encours échéancés (€ 1 007 millions), correspondant à un emprunt à taux fixe de maturité 7 ans et un emprunt à taux fixe de maturité 10 ans de € 500 millions chacun, et un Forex (€ 7 millions),
- des encours non échéancés (€ 4 508 millions), constitués principalement par les fonds propres, le Compte de dividendes sociaux et les provisions pour engagements de pension (€ 3 289 millions), des valorisations de swaps (€ 629 millions) et des valorisations d'emprunts (€ 430 millions) qui, par nature, ne peuvent être couvertes.

L'écart entre les actifs et les passifs à taux fixe après couverture s'élève à € 2 499 millions, constitué principalement d'actifs à court terme de faible duration (dépôts à court terme, titres à court terme en taux fixe, nostri). Leur faible duration ne les expose que légèrement au risque de taux.

### Risque de change

Le risque de change est la perte potentielle sur les positions de bilan et de hors-bilan résultant de mouvements adverses de taux de change. Le risque de change est minimal en raison des positions en devises très faibles.

La Banque a recours autant que possible aux couvertures naturelles. Elle utilise des produits dérivés uniquement à des fins de couverture.

Sur une base mensuelle, la Banque procède à des achats ou ventes au comptant de devises lorsque la position résiduelle dans une devise donnée excède la contre-valeur de € 1 million.

La Banque s'assure, sur une base journalière, que l'exposition par devise ne dépasse pas les limites fixées.

*En milliers d'euros*

| Répartition par devise | Actif | Passif | Instruments dérivés | **Position nette 2018** | Actif | Passif | Instruments dérivés | **Position nette 2017** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Livre sterling | 99 768 | 1 950 387 | 1 851 543 | 924 | 105 321 | 2 137 700 | 2 033 262 | 883 |
| Franc suisse | 44 868 | 357 408 | 313 320 | 780 | 59 042 | 344 198 | 285 786 | 630 |
| Dollar des États-Unis | 149 947 | 5 707 169 | 5 557 930 | 708 | 164 599 | 6 695 384 | 6 531 598 | 813 |
| Yen japonais | 269 261 | (2) | (268 621) | 642 | 7 312 | 37 411 | 30 813 | 714 |
| Autres devises | 1 181 301 | 507 528 | (673 051) | 722 | 1 005 703 | 629 257 | (375 893) | 553 |
| **Total** | **1 745 145** | **8 522 490** | **6 781 121** | **3 776** | **1 341 977** | **9 843 950** | **8 505 566** | **3 593** |

Ce tableau montre que l'exposition de change résiduelle, après prise en compte des instruments de couverture, est non significative.

### Risque de liquidité

Le pilotage de la liquidité joue un rôle crucial dans la préservation de la flexibilité financière, en particulier lorsque des conditions de marché défavorables rendent le financement à long terme difficile, voire impossible.

Le pilotage de la liquidité a pour objectif de garantir que la Banque est en mesure d'honorer ses engagements dans leur intégralité et avec ponctualité. Ceci est d'autant plus important que la CEB ne dispose pas de dépôts clients à l'instar des banques commerciales et n'a pas accès au refinancement de la Banque centrale.

Globalement et par prudence, la Banque maintient un volume de liquidité suffisant pour faire face à des périodes potentielles de fermeture des marchés tout en maintenant son activité même dans des conditions de marché extrêmes.

L'appétit au risque de liquidité de la CEB est couvert par des indicateurs de risque exhaustifs assortis des limites adéquates. Ces principaux indicateurs sont :

**1.** *La période d'autosuffisance* : période pendant laquelle la Banque est en mesure de couvrir ses sorties de trésorerie nettes stressées découlant de ses activités courantes sans avoir à se refinancer ou à céder/mettre en pension des actifs liquides sur le marché.

**2.** *L'horizon de survie* : période pendant laquelle la Banque est en mesure de couvrir ses sorties de trésorerie nettes stressées découlant de ses activités courantes sans avoir à se refinancer mais en pouvant céder/mettre en pension des actifs liquides stressés sur le marché.

Les stress tests appliquées à la courbe de trésorerie prennent en compte l'absence d'opportunités de refinancement, des décotes matérialisant le risque de crédit sur prêts et sur titres fondées sur les ratings de crédit et les maturités, des décotes pour le risque de liquidité sur titres qui matérialisent le risque sur la valorisation des titres et prennent en compte le rating, la maturité et le secteur économique.

**3.** Le niveau de liquidité à court terme de la Banque doit respecter un *ratio prudentiel de liquidité à court terme* (Cf. ratios prudentiels).

Par ailleurs, en estimant les variations de ses indicateurs de liquidité suivant différents scenarii de refinancement, la Banque définit son programme de financement en volume et en maturités.

La CEB maintient un niveau de risque de liquidité faible dans un contexte de contraintes fortes liées à la fois au passage de contrats de swaps unilatéraux à des contrats de swaps bilatéraux et à l'augmentation du volume de prêts décaissés.

### Situation bilancielle par échéance

La structure du bilan par échéance au 31 décembre 2018 et 1er janvier 2018 est présentée ci-après :

*En milliers d'euros*

| 31 décembre 2018 | Encours courants | | | Encours non courants | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Jusqu'à 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| **Actif** | | | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 450 181 | | | | | 450 181 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 179 080 | 1 058 316 | 1 005 353 | 904 985 | 1 021 696 | 4 169 429 |
| Actifs financiers au coût amorti | | | | | | |
| Prêts | 59 751 | 171 919 | 1 874 552 | 7 742 822 | 5 671 462 | 15 520 506 |
| Autres créances | 705 302 | 269 689 | 404 217 | | | 1 379 207 |
| Titres de dette | 5 620 | 4 464 | 213 615 | 871 653 | 1 521 927 | 2 617 280 |
| Dépôts de garantie versés | 367 359 | | | | | 367 359 |
| **Sous-total de l'actif** | **1 767 292** | **1 504 388** | **3 497 737** | **9 519 460** | **8 215 084** | **24 503 962** |
| **Passif** | | | | | | |
| Passifs financiers au coût amorti | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 117 599 | 6 667 | 6 667 | 53 333 | | 184 266 |
| Dettes représentées par un titre | 15 688 | 1 105 365 | 2 408 480 | 10 920 677 | 5 473 259 | 19 923 470 |
| Dépôts de garantie reçus | 387 572 | | | | | 387 572 |
| Compte de dividendes sociaux | 52 178 | | | | | 52 178 |
| **Sous-total du passif** | **573 037** | **1 112 031** | **2 415 147** | **10 974 011** | **5 473 259** | **20 547 486** |
| **Hors-bilan** | | | | | | |
| Engagements de financement | (485 000) | (653 000) | (1 452 500) | (2 899 980) | (789 098) | (6 279 578) |
| Instruments financiers à terme | | | | | | |
| À recevoir | 238 182 | 1 039 826 | 2 645 786 | 6 690 760 | 759 138 | 11 373 692 |
| À livrer | (236 279) | (1 060 660) | (2 558 526) | (6 484 936) | (909 405) | (11 249 806) |
| **Sous-total du hors-bilan** | **(483 097)** | **(673 834)** | **(1 365 240)** | **(2 694 156)** | **(939 365)** | **(6 155 692)** |
| **Total** | **711 158** | **(281 478)** | **(282 650)** | **(4 148 706)** | **1 802 460** | **(2 199 216)** |

*En milliers d'euros*

| 1er janvier 2018 | Encours courants | | | Encours non courants | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Jusqu'à 1 mois | De 1 à 3 mois | De 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| **Actif** | | | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 539 482 | | | | | 539 482 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 687 092 | 515 452 | 654 887 | 841 387 | 1 003 358 | 3 702 176 |
| Actifs financiers au coût amorti | | | | | | |
| Prêts | 52 380 | 140 052 | 1 826 486 | 7 445 594 | 5 196 351 | 14 660 864 |
| Autres créances | 519 569 | 718 508 | 823 125 | | | 2 061 203 |
| Titres de dette | 5 620 | 56 714 | 63 615 | 917 720 | 1 699 541 | 2 743 211 |
| Dépôts de garantie versés | 237 636 | | | | | 237 636 |
| **Sous-total de l'actif** | **2 041 779** | **1 430 727** | **3 368 113** | **9 204 702** | **7 899 250** | **23 944 571** |
| **Passif** | | | | | | |
| Passifs financiers au coût amorti | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 130 489 | 6 667 | 6 667 | 53 333 | 13 333 | 210 489 |
| Dettes représentées par un titre | 7 817 | 1 080 604 | 3 694 092 | 10 291 384 | 4 175 829 | 19 249 727 |
| Dépôts de garantie reçus | 352 735 | | | | | 352 735 |
| Compte de dividendes sociaux | 59 116 | | | | | 59 116 |
| **Sous-total du passif** | **550 157** | **1 087 271** | **3 700 759** | **10 344 718** | **4 189 163** | **19 872 067** |
| **Hors-bilan** | | | | | | |
| Engagements de financement | (132 100) | (708 000) | (1 190 000) | (2 282 997) | (698 069) | (5 011 166) |
| Instruments financiers à terme | | | | | | |
| À recevoir | 61 804 | 1 122 495 | 2 306 677 | 7 830 812 | 944 748 | 12 266 536 |
| À livrer | (61 184) | (997 210) | (2 120 546) | (8 050 556) | (1 057 080) | (12 286 575) |
| **Sous-total du hors-bilan** | **(131 479)** | **(582 715)** | **(1 003 869)** | **(2 502 740)** | **(810 401)** | **(5 031 205)** |
| **Total** | **1 360 142** | **(239 259)** | **(1 336 515)** | **(3 642 756)** | **2 899 687** | **(958 701)** |

Chaque contrat d'instrument financier à terme est présent simultanément dans la ligne "À recevoir" et la ligne "À livrer" s'agissant de swaps de change ou de devises.

# 3. Risque opérationnel

La Politique de Gestion des Risques Opérationnels de la CEB définit l'approche pour identifier, mesurer, contrôler et rapporter les risques opérationnels. Elle établit les bonnes pratiques afin de s'assurer que les risques opérationnels sont gérés de manière efficace et constante au sein de la Banque.

Le risque opérationnel est défini comme le risque de perte résultant d'une inadéquation et d'une défaillance de procédures, de personnes, de systèmes internes ou de la survenance d'évènements extérieurs et comprend le risque juridique. En outre, la CEB prend en compte le risque de réputation lié à ses activités.

En choisissant délibérément de suivre les Recommandations du Comité de Bâle et les meilleures pratiques, la Banque s'engage à évaluer en permanence ses risques opérationnels et à mettre en place les mesures de réduction appropriées.

Le dispositif des risques opérationnels de la CEB est revu et approuvé lors des réunions semestrielles du Comité Organisation et Risques Opérationnels (CORO). Présidé par le Gouverneur et composé du Senior Management, le CORO établit les niveaux acceptables de risques opérationnels encourus par la CEB et s'assure que les Directeurs font le nécessaire pour suivre et contrôler ces risques dans leurs directions respectives. La charge en capital des risques opérationnels est calculée et présentée dans le rapport trimestriel sur la gestion des risques.

En collaboration étroite avec les différents métiers, le Département des Risques Opérationnels est chargé de coordonner la gestion quotidienne des risques opérationnels. L'ensemble du dispositif est géré de manière centralisée à l'aide d'un outil informatique dédié : les risques et leur évaluation selon une méthodologie prédéfinie, les mesures de réduction des risques et les plans d'actions mis en place. Les incidents de risque opérationnel, y compris des *near misses*, sont également intégrés, afin de s'assurer de l'efficacité du dispositif de contrôle et compléter la cartographie et l'évaluation des risques.

Le cadre de contrôles internes permanents a pour objectif d'assurer que le contrôle interne des métiers est toujours approprié en termes de design et d'efficacité. Chaque Direction rend compte sur une base annuelle de l'efficacité de son environnement de contrôle interne respectif après avoir effectué une série de tests sur les contrôles clés couvrant les principaux risques. Les résultats sont présentés au CORO.

Le Département des Risques Opérationnels est aussi responsable de la modélisation des procédures métiers, en collaboration avec les différents services, et maintient une cartographie détaillé des procédures et des contrôles. Dans cette optique, un site intranet dédié est à disposition de tous les agents pour la consultation de l'ensemble des procédures.

Afin de se prémunir contre une rupture de la continuité de ses activités, la CEB dispose d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA). Ce plan est composé d'un plan de gestion de crise, d'un dispositif technique sous-jacent, comprenant un *datacenter*, une salle de marché de secours, des positions de secours utilisateurs et des solutions de travail à distance, ainsi que de plans métiers spécifiques.

Dans le cadre du calcul des exigences du capital, la CEB retient la méthode de l'indicateur de base (*Basic Indicator Approach*) (proposé sous Bâle II). Pour le calcul de cette charge de capital, la Banque utilise la moyenne de son produit net bancaire sur les trois dernières années. Cette charge est comparée aux capitaux propres prudentiels.

Au 31 décembre 2018, la charge en capital des risques opérationnels s'élève à € 23,2 millions, en légère baisse par rapport à € 24,4 millions au 31 décembre 2017.

# 4. Dispositif prudentiel

La CEB a défini un ensemble de ratios prudentiels pour évaluer et surveiller les risques découlant de ses activités. Ces ratios et indicateurs sont organisés autour de six axes principaux : capital, levier, liquidité, risque de crédit (marché), risque de taux d'intérêts et risque de taux de change.

## *Capital*

- Le **ratio d'emploi des capitaux propres (CAR)** mesure, selon la méthode "standard", les capitaux propres prudentiels de la Banque par rapport aux actifs pondérés des risques. La Banque définit et surveille ce ratio pour s'assurer qu'elle détient un capital suffisant pour absorber les pertes inattendues dans ses opérations de crédit, de marché et ses risques opérationnels. Ce ratio est calculé de la manière suivante :

$$\textbf{Ratio d'emploi des capitaux propres} = \frac{\textbf{Capitaux propres prudentiels}}{\textbf{Actifs pondérés en risques}}$$

*- Capitaux propres prudentiels : capital versé, réserves et résultat net*

*- Actifs pondérés en risques :* $\Sigma$ *[exposition à défaut x facteur pondéré en risques]*

Le CAR s'élève à 30,4% à fin 2018 (29,2% en 2017), dû à la diminution des actifs pondérés en risques dans l'activité de prêts et financière ainsi qu'à l'augmentation des capitaux propres générée par le profit.

Le seuil de ce ratio est fixé à 10,5% des actifs pondérés en risques de la CEB. Les besoins en capital qui dérive du risque de crédit représentent 95,0% dont 82,6% correspondent au risque de crédit du portefeuille de prêts et 12,4% au risque de crédit des transactions financières.

- Le **ratio *Gearing* (GR)** est le ratio de l'encours de prêts après swaps et garanties par rapport aux fonds propres et établit un plafond en volume (au lieu d'un plafond en risque) pour l'activité de prêts de la Banque. Ce ratio est destiné à fournir un point de référence pour le volume de prêts par rapport à d'autres banques de développement multilatérales.

$$\textbf{Ratio } \textbf{\textit{Gearing}} = \frac{\textbf{Encours de prêts } \textit{après swaps et garanties}}{\textbf{Fonds propres}}$$

*- Fonds propres : capital souscrit, réserves et résultat net*

Avec un plafond de 2,5 fois des fonds propres, la Banque pourrait accorder des prêts jusqu'à un montant de € 19,8 milliards. Le ratio s'élève à 1,85 à fin 2018 par rapport à 1,76 fin 2017 en raison d'une légère progression du portefeuille de prêts, compensé par une évolution équivalente des fonds propres.

## *Levier*

- Le **ratio d'endettement (IR)** compare l'encours de la dette totale après swap aux capitaux propres prudentiels ($E_p$). L'encours de la dette totale comprend les dettes représentées par un titre, les ECP, les avances bancaires et les comptes de dépôts à terme sans collatéraux. La limite est fixée à 10 fois les capitaux propres prudentiels, soit € 30,6 milliards. Le ratio s'élève à 6,25 à fin 2018 (6,25 à fin 2017) en ligne avec la légère hausse de la dette depuis début 2018, compensée par une augmentation des capitaux propres générée par le profit.
- Le **ratio des actifs de trésorerie (TAR)** compare le total des actifs financiers après swap aux capitaux propres prudentiels. Le total des actifs de trésorerie comprend l'encours total des portefeuilles d'actifs financiers (long terme, moyen terme et court terme) après swap : dépôts bancaires, repos, nostri, collatéraux exclus. La limite est fixée à 5 fois les capitaux propres prudentiels de la CEB, soit € 15,3 milliards. Le ratio s'élève à 2,63 au 31 décembre 2018, en diminution par rapport à 2,78 au 31 décembre 2017.

## *Liquidité*

- Le **ratio de liquidité à court terme** mesure la capacité de la Banque à gérer ses besoins nets de liquidité à différentes échéances de temps pendant une situation de stress du marché ou pendant une période prolongée de ralentissement économique. L'analyse du "gap de liquidité" potentiel entre les sources[1] (actifs liquides) et les emplois[2] de trésorerie (besoins de liquidité) est effectuée sur une base prospective sur différentes périodes : un, trois, six et douze mois, donc stressés sur des marchés défavorables et des conditions économiques négatives en appliquant des "haircuts" de risque en fonction de la classe d'actifs, la notation et la maturité. La limite minimale des actifs liquides est fixée à 100% des besoins nets de liquidité pour chaque période.

Au 31 décembre 2018, le ratio de liquidité s'élève à 570% pour la période de 1 mois (665% en 2017), 227% pour la période de 3 mois (229% en 2017), 169% pour la période de 6 mois (160% en 2017) et 124% pour la période d'un an (114% en 2017).

- La **période d'autosuffisance** mesure la période pendant laquelle la Banque est en mesure de couvrir les besoins planifiés de trésorerie nettes stressées sans avoir à se refinancer ou à céder/mettre en pension des actifs. La limite est fixée à > 6 mois.

Au 31 décembre 2018, l'indicateur atteint 10 mois par rapport à 9 mois au 31 décembre 2017.

## *Risque de crédit (marché)*

- La **notation de crédit interne minimale** définit la notation minimale à la date d'achat requise pour les transactions avec des émetteurs, débiteurs et contreparties de la Banque. La notation de crédit interne minimale de la Banque pour les investissements à court terme est fixée à ≥ 7,0 (A-)[3] et pour les investissements à long terme à ≥ 8,0 (A+)[4]. Au 31 décembre 2018, aucune contrepartie/transaction était notée en-dessous du seuil défini à la date d'achat, comme c'était le cas au 31 décembre 2017, soit dans les limites établies.

## *Risque de taux d'intérêts*

- La **sensibilité de la valeur économique** mesure la variation de la valeur économique de la Banque, y compris des fonds propres (risque de marché (RM)[5]) sous l'effet d'un choc de +/- 10 points de base sur les taux d'intérêt. Sa valeur absolue est fixée à < 0,5% des fonds propres (RM), soit € 16,6 millions. Au 31 décembre 2018, la sensibilité de la valeur économique de la Banque se situe à hauteur de - € 1,1 million compare à € 5,2 millions pour une valeur absolue de € 16,2 millions au 31 décembre 2017, bien dans le respect des limites définies.

## *Risque de taux de change*

- La **position nette ouverte en devise**[6] mesure le montant total des postes de l'actif diminué du montant total des postes du passif libellés en devises étrangères, au bilan et hors-bilan. Sa valeur absolue est fixée à < € 1 million pour chaque devise. Au 31 décembre 2018, la position nette ouverte dans toutes les devises se situe en-dessous de € 1 million, comme c'était le cas au 31 décembre 2017.

---

[1] Sources de trésorerie : retrait des espèces disponibles et des placements interbancaires à court terme, remboursement ou cession de titres liquides non grevés de haute qualité et remboursement des prêts.

[2] Emplois de trésorerie : émission de remboursement, décaissement d'engagements financiers et obligations de rembourser des espèces reçues en tant que collatéraux sur les produits dérivés (montants collatéraux).

[3] Pour les échéances à moins de 3 mois, la notation de crédit interne minimale est de 6,0 (BBB) pour les obligations souveraines et de 6,5 (BBB+) pour les dépôts à court terme.

[4] Pour les échéances supérieures à 2 ans la notation interne minimale est de 7,0 (A-) pour des titres émis par un État, une administration publique, une autorité locale, un organisme public, une entité supranationale ou une institution financière.

[5] Fonds propres (RM) : capital appelé, réserves, résultat net, montant du compte de dividendes sociaux et provisions pour avantages postérieurs à l'emploi.

[6] À la fin du mois.

# NOTE D - Instruments financiers à la juste valeur par résultat et instruments financiers dérivés de couverture

Les instruments financiers dérivés de micro-couverture de la Banque dont la relation de couverture n'est pas reconnue par la norme IAS 39 sont enregistrés dans la rubriques du bilan "Instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les opérations de micro-couverture de la Banque reconnues par la norme IAS 39 sont de juste valeur (*fair value hedge*) ou de flux de trésorerie (*cash-flow hedge*) et sont enregistrées dans la rubrique du bilan "Instruments financiers dérivés de couverture". Ces opérations couvrent des actifs et passifs financiers (prêts, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, émissions obligataires).

Les instruments financiers à terme se composent de swaps de taux, de devises et de change à terme. Ils sont valorisés selon une méthode faisant appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables.

En application de la norme IFRS 13 "Évaluation de la juste valeur" la CEB a ajusté les modalités d'évaluation du :

- risque de contrepartie dans la juste valeur des actifs financiers dérivés (*Credit Valuation Adjustment* - CVA),
- risque de crédit propre dans la valorisation des passifs financiers dérivés (*Debit Valuation Adjustment* - DVA),
- risque de crédit propre dans la valorisation des dettes émises (*Own Credit Adjustment* - OCA).

Au 31 décembre 2018, la CEB a enregistré un ajustement de la juste valeur des instruments dérivés d'un montant de € 241 milliers à l'actif pour la DVA (31 décembre 2017 : € 643 milliers) et de € 967 milliers au passif au titre de la CVA (31 décembre 2017 : € 772 milliers). Ces ajustements ont été enregistrés en contrepartie du compte de résultat.

L'OCA est un ajustement apporté aux dettes émises, désignées à la juste valeur, afin de refléter le risque de défaut. Étant donné que la dette représentée par un titre émise par la CEB est désignée au coût amorti, l'OCA est égal à zéro.

Le tableau suivant présente la juste valeur de ces instruments financiers :

*En milliers d'euros*

| 31 décembre 2018 | Valeur de marché positive | Valeur de marché négative |
|---|---|---|
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | | |
| Instruments financiers dérivés de taux d'intérêt | 8 634 | (146) |
| Instruments financiers dérivés de change | 247 977 | (434 166) |
| Ajustement de valeur pour risque de crédit propre (*Debit Valuation Adjustment* - DVA) | 241 | |
| Ajustement de valeur pour risque de contrepartie (*Credit Valuation Adjustment* - CVA) | | (967) |
| **Total** | **256 852** | **(435 279)** |
| Instruments financiers dérivés de couverture | | |
| Instruments financiers dérivés de taux d'intérêt | 586 052 | (354 261) |
| Instruments financiers dérivés de change | 124 596 | (88 570) |
| **Total** | **710 648** | **(442 831)** |

*En milliers d'euros*

| 1er janvier 2018 | Valeur de marché positive | Valeur de marché négative |
|---|---|---|
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | | |
| Instruments financiers dérivés de taux d'intérêt | 9 458 | (173) |
| Instruments financiers dérivés de change | 313 371 | (649 661) |
| Ajustement de valeur pour risque de crédit propre (*Debit Valuation Adjustment* - DVA) | 643 | |
| Ajustement de valeur pour risque de contrepartie (*Credit Valuation Adjustment* - CVA) | | (772) |
| **Total** | **323 472** | **(650 606)** |
| Instruments financiers dérivés de couverture | | |
| Instruments financiers dérivés de taux d'intérêt | 546 904 | (387 212) |
| Instruments financiers dérivés de change | 134 093 | (90 862) |
| **Total** | **680 997** | **(478 074)** |

# NOTE E - Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont présentés dans le tableau ci-dessous selon leurs règles d'évaluations comptables et leurs justes valeurs :

*En milliers d'euros*

| 31 décembre 2018 | À la juste valeur par résultat | À la juste valeur par capitaux propres recyclables | À la juste valeur par capitaux propres non-recyclables | Au coût amorti | Valeur nette comptable | Juste valeur |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Actif | | | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | | | | 450 113 | 450 113 | 450 113 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 256 852 | | | | 256 852 | 256 852 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 710 648 | | | | 710 648 | 710 648 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | 4 098 276 | 952 | | 4 099 228 | 4 099 228 |
| Actifs financiers au coût amorti | | | | | | |
| Prêts et autres créances | | | | 16 262 350 | 16 262 350 | 16 262 350 |
| Titres de dette | | | | 2 138 720 | 2 138 720 | 2 508 571 |
| **Total de l'actif financier** | **967 500** | **4 098 276** | **952** | **18 851 183** | **23 917 911** | **24 287 762** |
| Passif | | | | | | |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 435 279 | | | | 435 279 | 435 279 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 442 831 | | | | 442 831 | 442 831 |
| Passifs financiers au coût amorti | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | | | | 184 266 | 184 266 | 184 266 |
| Dettes représentées par un titre | | | | 19 556 765 | 19 556 765 | 19 668 476 |
| Compte de dividendes sociaux | | | | 52 178 | 52 178 | 52 178 |
| **Total du passif financier** | **878 110** | | | **19 793 209** | **20 671 319** | **20 783 030** |

*En milliers d'euros*

| 1er janvier 2018 | À la juste valeur par résultat | À la juste valeur par capitaux propres recyclables | À la juste valeur par capitaux propres non-recyclables | Au coût amorti | Valeur nette comptable | Juste valeur |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Actif | | | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | | | | 539 427 | 539 427 | 539 427 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 323 472 | | | | 323 472 | 323 472 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 680 997 | | | | 680 997 | 680 997 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | 3 637 520 | 982 | | 3 638 502 | 3 638 502 |
| Actifs financiers au coût amorti | | | | | | |
| Prêts et autres créances | | | | 16 107 783 | 16 107 783 | 16 107 783 |
| Titres de dette | | | | 2 199 817 | 2 199 817 | 2 595 891 |
| **Total de l'actif financier** | **1 004 469** | **3 637 520** | **982** | **18 847 027** | **23 489 998** | **23 886 072** |
| Passif | | | | | | |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 650 606 | | | | 650 606 | 650 606 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 478 074 | | | | 478 074 | 478 074 |
| Passifs financiers au coût amorti | | | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | | | | 210 489 | 210 489 | 210 489 |
| Dettes représentées par un titre | | | | 18 835 438 | 18 835 438 | 18 993 893 |
| Compte de dividendes sociaux | | | | 59 116 | 59 116 | 59 116 |
| **Total du passif financier** | **1 128 680** | | | **19 105 043** | **20 233 723** | **20 392 178** |

Aucun titre classé dans les catégories d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ou titres de dette au coût amorti n'a été donné en garantie en 2018 et en 2017.

# NOTE F - Mesure de la valeur de marché des instruments financiers

En application de la norme IFRS 13 "Évaluation de la juste valeur", la CEB a ajusté les modalités d'évaluation des risques en intégrant les risques de contrepartie (CVA) et son risque de crédit propre (DVA et OCA), comme indiqué dans la Note D.

Les actifs et passifs financiers de la Banque sont regroupés en trois niveaux hiérarchiques traduisant la fiabilité de leur base d'évaluation.

Niveau 1 : actifs et passifs liquides ainsi que les instruments financiers cotés disposant d'un prix sur un marché actif,

Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables,

Niveau 3 : instruments financiers dont la valorisation dépend de paramètres non observables. Ce niveau comprend :

- les dettes représentées par un titre contenant des dérivés incorporés de niveau 3, pour lesquelles il n'y a pas de prix de marché disponible. Elles ont été valorisées au pair.
- les instruments dérivés couvrant des émissions structurées dont la valorisation repose sur une modélisation complexe qui est particulièrement sensible à des données de marché non observables.
- les prêts dont les conditions de décaissement sont équivalentes à celles pratiquées par d'autres institutions financières supranationales. Compte tenu de son statut de créancier privilégié, la Banque ne cède pas ce type de créance. De plus, l'évolution des taux de marché a peu d'incidence sur la juste valeur de ces opérations car la majeure partie des prêts est à taux d'intérêt variable (y compris avec opérations de couverture). La Banque estime donc que la valeur de marché de ces créances correspond à leur valeur nette comptable.

Les instruments financiers, évalués à leur juste valeur, sont présentés dans le tableau ci-dessous :

*En milliers d'euros*

| 31 décembre 2018 | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Actif | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 450 113 | | | 450 113 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | | 256 852 | | 256 852 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | | 710 648 | | 710 648 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 2 567 614 | 1 531 614 | | 4 099 228 |
| Actifs financiers au coût amorti | | | | |
| Prêts et autres créances | | | 16 262 350 | 16 262 350 |
| Titres de dette | 2 501 246 | 7 325 | | 2 508 571 |
| **Total de l'actif financier** | **5 518 973** | **2 506 439** | **16 262 350** | **24 287 762** |
| Passif | | | | |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | | 435 279 | | 435 279 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | | 442 831 | | 442 831 |
| Passifs financiers au coût amorti | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 117 599 | 66 667 | | 184 266 |
| Dettes représentées par un titre | 19 043 670 | 624 806 | | 19 668 476 |
| Compte de dividendes sociaux | 52 178 | | | 52 178 |
| **Total du passif financier** | **19 213 447** | **1 569 583** | | **20 783 030** |

*En milliers d'euros*

| 1er janvier 2018 | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Actif | | | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 539 427 | | | 539 427 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | | 323 472 | | 323 472 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | | 680 997 | | 680 997 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 2 342 477 | 1 296 025 | | 3 638 502 |
| Actifs financiers au coût amorti | | | | |
| Prêts et autres créances | | | 16 107 783 | 16 107 783 |
| Titres de dette | 2 588 593 | 7 298 | | 2 595 891 |
| **Total de l'actif financier** | **5 470 497** | **2 307 792** | **16 107 783** | **23 886 072** |
| Passif | | | | |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | | 650 606 | | 650 606 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | | 478 074 | | 478 074 |
| Passifs financiers au coût amorti | | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | 130 489 | 80 000 | | 210 489 |
| Dettes représentées par un titre | 18 211 302 | 782 591 | | 18 993 893 |
| Compte de dividendes sociaux | 59 116 | | | 59 116 |
| **Total du passif financier** | **18 400 907** | **1 991 271** | | **20 392 178** |

# NOTE G - Compensation des actifs et passifs financiers

Au 31 décembre 2018, aucune opération n'a fait l'objet de compensation au bilan de la CEB. La Banque n'a pas de contrats de compensation répondant aux critères de l'amendement de l'IAS 32.

Le tableau ci-dessous présente les montants nets des actifs et passifs financiers, ainsi que leurs montants nets après la prise en compte des opérations faisant l'objet de conventions-cadre (dépôts d'espèces ou titres reçus dans le cadre des contrats collatéraux de swaps et de prêts), au sens de l'amendement de l'IFRS 7 :

*En milliers d'euros*

| 31 décembre 2018 | Montants nets des actifs et passifs financiers | Dépôts de garantie versés / reçus | Titres reçus en garantie | Montants nets |
|---|---|---|---|---|
| Actif | | | | |
| Prêts au coût amorti | 14 882 657 | | (543 407) | 14 339 250 |
| Instruments financiers dérivés | 967 500 | (387 641) | (71 910) | 507 949 |
| Dépôts de garantie versés | 367 311 | (367 470) | | (159) |
| Autres actifs non soumis à compensation | 8 130 521 | | | 8 130 521 |
| **Total de l'actif** | **24 347 989** | **(755 111)** | **(615 317)** | **22 977 561** |
| Dettes | | | | |
| Instruments financiers dérivés | 878 110 | (367 470) | | 510 640 |
| Dépôts de garantie reçus | 387 478 | (387 641) | | (163) |
| Autres dettes non soumises à compensation | 20 059 240 | | | 20 059 240 |
| **Total dettes** | **21 324 828** | **(755 111)** | | **20 569 717** |

*En milliers d'euros*

| 1er janvier 2018 | Montants nets des actifs et passifs financiers | Dépôts de garantie versés / reçus | Titres reçus en garantie | Montants nets |
|---|---|---|---|---|
| Actif | | | | |
| Prêts au coût amorti | 14 045 360 | | (600 490) | 13 456 080 |
| Instruments financiers dérivés | 1 004 469 | (352 804) | (81 280) | 570 385 |
| Dépôts de garantie versés | 237 605 | (237 700) | | (64) |
| Autres actifs non soumis à compensation | 8 510 847 | | | 8 499 606 |
| **Total de l'actif** | **23 798 281** | **(590 504)** | **(681 770)** | **22 526 007** |
| Dettes | | | | |
| Instruments financiers dérivés | 1 128 680 | (237 700) | | 890 980 |
| Dépôts de garantie reçus | 352 735 | (352 804) | | (69) |
| Autres dettes non soumises à compensation | 19 350 052 | | | 19 350 052 |
| **Total dettes** | **20 831 467** | **(590 504)** | | **20 240 963** |

# NOTE H - Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et au coût amorti

### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont composés essentiellement de titres de dette.

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | | |
| Valeur brute comptable | 4 027 185 | 3 550 606 |
| Plus ou moins values latentes | 72 483 | 88 158 |
| Provisions pour dépréciation (note S) (*) | (440) | (262) |
| **Total** | **4 099 228** | **3 638 502** |
| (*) *dont étape 1* | *(440)* | *(262)* |
| *dont étape 2* | | |
| *dont étape 3* | | |

### Actifs financiers au coût amorti

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|
| Prêts consentis aux établissements de crédit | | |
| Valeur brute comptable | 8 718 518 | 8 058 031 |
| Provisions pour dépréciation (note S) | (6 009) | (4 986) |
| Valeur nette comptable | 8 712 509 | 8 053 045 |
| Prêts consentis à la clientèle | | |
| Valeur brute comptable | 5 944 302 | 5 770 296 |
| Provisions pour dépréciation (note S) | (7 356) | (6 223) |
| Valeur nette comptable | 5 936 946 | 5 764 073 |
| Ajustement de la valeur des prêts couverts par des instruments dérivés | 233 202 | 228 242 |
| **Total des prêts** | **14 882 657** | **14 045 360** |
| Autres créances | | |
| Comptes à vue - valeur brute comptable | 22 865 | 14 066 |
| Provisions pour dépréciation (note S) | (8) | (4) |
| Valeur nette comptable | 22 857 | 14 062 |
| Dépôts à terme - valeur brute comptable | 1 356 907 | 2 048 498 |
| Provisions pour dépréciation (note S) | (71) | (137) |
| Valeur nette comptable | 1 356 836 | 2 048 361 |
| **Total des autres créances** | **1 379 693** | **2 062 423** |
| Titres de dette | | |
| Valeur brute comptable | 2 138 936 | 2 199 945 |
| Provisions pour dépréciation (note S) | (216) | (128) |
| Valeur nette comptable | 2 138 720 | 2 199 817 |
| **Total des titres de dette** | **2 138 720** | **2 199 817** |

Au 31 décembre 2018, les prêts sont garantis à hauteur de € 7,0 milliards (31 décembre 2017 : € 6,7 milliards). Ces garanties peuvent prendre la forme de titres ou d'engagements par signature.

## Actifs financiers au coût amorti par étape

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2018 | | | 01/01/2018 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeur brute | Provisions pour dépréciation (note S) | Valeur nette | Valeur brute | Provisions pour dépréciation (note S) | Valeur nette |
| Prêts envers les établissements de crédit | 8 718 518 | (6 009) | 8 712 509 | 8 058 031 | (4 986) | 8 053 045 |
| Étape 1 | 8 718 518 | (6 009) | 8 712 509 | 8 035 155 | (3 891) | 8 031 264 |
| Étape 2 | | | | 22 876 | (1 095) | 21 781 |
| Étape 3 | | | | | | |
| Prêts envers la clientèle | 5 944 302 | (7 356) | 5 936 946 | 5 770 296 | (6 223) | 5 764 073 |
| Étape 1 | 5 944 302 | (7 356) | 5 936 946 | 5 770 296 | (6 223) | 5 764 073 |
| Étape 2 | | | | | | |
| Étape 3 | | | | | | |
| Autres créances | 1 379 772 | (79) | 1 379 693 | 2 062 564 | (141) | 2 062 423 |
| Étape 1 | 1 379 772 | (79) | 1 379 693 | 2 062 564 | (141) | 2 062 423 |
| Étape 2 | | | | | | |
| Étape 3 | | | | | | |
| Titres de dette | 2 138 936 | (216) | 2 138 720 | 2 199 945 | (128) | 2 199 817 |
| Étape 1 | 2 138 936 | (216) | 2 138 720 | 2 199 945 | (128) | 2 199 817 |
| Étape 2 | | | | | | |
| Étape 3 | | | | | | |

### Encours de prêts et engagements de financement par pays

La répartition de l'encours de prêts et des engagements de financement par pays de localisation de l'emprunteur, bonifiés ou non par le Compte de dividendes sociaux, est présentée dans le tableau ci-dessous :

*En milliers d'euros*

| | Encours | | | | Engagements de financement | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Répartition par pays de localisation de l'emprunteur** | **31/12/2018** | **%** | **01/01/2018** | **%** | **31/12/2018** | **01/01/2018** |
| Pologne | 1 992 005 | 13,62 | 1 806 788 | 13,10 | 777 924 | 625 427 |
| Espagne | 1 960 699 | 13,41 | 2 032 224 | 14,73 | 818 500 | 314 500 |
| Turquie | 1 466 648 | 10,03 | 1 429 418 | 10,36 | 165 000 | 370 000 |
| France | 1 317 854 | 9,01 | 1 347 444 | 9,77 | 428 330 | 325 160 |
| Belgique | 842 956 | 5,76 | 850 068 | 6,16 | 142 500 | 100 000 |
| Allemagne (1) | 802 551 | 5,49 | 768 100 | 5,57 | 580 148 | 563 849 |
| Roumanie | 653 632 | 4,47 | 744 389 | 5,40 | 319 372 | 297 923 |
| Hongrie | 594 983 | 4,07 | 668 506 | 4,85 | 123 864 | 30 150 |
| Pays-Bas | 594 607 | 4,06 | 50 000 | 0,36 | 222 083 | 350 000 |
| République slovaque | 525 211 | 3,59 | 599 145 | 4,34 | 215 037 | 219 000 |
| République tchèque | 487 398 | 3,33 | 435 561 | 3,16 | 175 000 | 225 000 |
| Chypre | 483 532 | 3,31 | 520 720 | 3,78 | 118 549 | 133 049 |
| Finlande | 412 167 | 2,82 | 338 194 | 2,45 | 110 000 | 60 000 |
| Italie (2) | 376 246 | 2,57 | 241 941 | 1,75 | 585 000 | |
| Croatie | 335 719 | 2,29 | 337 857 | 2,45 | 56 988 | 94 764 |
| Irlande | 288 342 | 1,97 | 208 774 | 1,51 | 255 000 | 255 000 |
| Bulgarie | 221 443 | 1,51 | 196 248 | 1,42 | 160 000 | 200 000 |
| Portugal | 203 148 | 1,39 | 220 966 | 1,60 | 239 000 | 159 000 |
| Lituanie | 201 659 | 1,38 | 187 916 | 1,36 | 35 000 | 65 000 |
| Serbie | 142 097 | 0,97 | 130 811 | 0,95 | 74 911 | 80 910 |
| Islande | 106 217 | 0,73 | 117 583 | 0,85 | 5 000 | 5 000 |
| Suède | 104 958 | 0,72 | 56 200 | 0,41 | 311 720 | 160 000 |
| "l'ex-République yougoslave de Macédoine" | 101 894 | 0,70 | 101 024 | 0,73 | 71 401 | 148 858 |
| Slovénie | 101 683 | 0,70 | 88 222 | 0,64 | 35 000 | 10 000 |
| Albanie | 99 003 | 0,68 | 96 187 | 0,70 | 20 580 | 34 380 |
| Bosnie-Herzégovine | 66 415 | 0,45 | 60 668 | 0,44 | 53 763 | 56 500 |
| Moldova (République de) | 38 362 | 0,26 | 32 651 | 0,24 | 51 125 | 46 124 |
| Monténégro | 35 885 | 0,25 | 28 658 | 0,21 | 37 783 | 16 250 |
| Danemark | 33 333 | 0,23 | 46 667 | 0,34 | | |
| Lettonie | 15 301 | 0,10 | 18 835 | 0,14 | 77 000 | 50 000 |
| Estonie | 10 686 | 0,07 | 13 962 | 0,10 | | |
| Géorgie | 8 124 | 0,06 | 8 874 | 0,06 | 14 000 | 15 322 |
| Malte | | | 7 550 | 0,05 | | |
| **Total** | **14 624 758** | **100,00** | **13 792 151** | **100,00** | **6 279 578** | **5 011 166** |

*(1) dont € 6,8 millions d'encours en faveur des pays cibles au 31 décembre 2018 (31 décembre 2017 : € 9,9 millions)*

*(2) dont € 53,5 millions d'encours en faveur des pays cibles au 31 décembre 2018 (31 décembre 2017 : € 66,2 millions)*

**Encours de prêts et engagements de financement par pays, bénéficiant de bonifications de taux d'intérêt ou de garantie du CDS**

L'encours de prêts et engagements de financement bénéficiant de bonifications de taux d'intérêt ou de garanties de prêts du Compte de dividendes sociaux, répartis par pays de localisation de l'emprunteur, sont présentés ci-dessous :

*En milliers d'euros*

| | Encours | | Engagements de financement | |
|---|---|---|---|---|
| **Répartition par pays de localisation de l'emprunteur** | **31/12/2018** | **01/01/2018** | **31/12/2018** | **01/01/2018** |
| Turquie | 420 000 | 413 000 | 60 000 | 80 000 |
| Pologne | 180 130 | 185 093 | 15 288 | 61 388 |
| Roumanie | 121 584 | 144 026 | 11 121 | 9 621 |
| Albanie | 71 122 | 81 137 | | 18 600 |
| Bosnie-Herzégovine | 58 387 | 46 483 | 42 763 | 54 000 |
| Moldova (République de) | 27 750 | 27 964 | 12 811 | 1 853 |
| Croatie | 27 515 | 23 815 | 19 164 | 24 764 |
| "l'ex-République yougoslave de Macédoine" | 13 472 | 14 047 | 10 303 | 10 303 |
| Serbie | 13 420 | 16 264 | | |
| Italie | 7 000 | | | |
| Bulgarie | 5 586 | 6 345 | | |
| Georgie | 1 574 | 834 | | 1 323 |
| Hongrie | | 46 600 | | |
| **Total** | **947 540** | **1 005 608** | **171 450** | **261 852** |

Les bonifications de taux d'intérêt sont présentées dans la Note L.

# NOTE I - Immobilisations corporelles et incorporelles

*En milliers d'euros*

| | Terrains et constructions | Aménagements | Autres | Immobilisations incorporelles | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur brute** | | | | | |
| Au 1er janvier 2018 | 36 344 | 14 460 | 8 553 | 17 840 | 77 197 |
| Acquisitions | 104 | 410 | 1 007 | 4 980 | 6 501 |
| Autres mouvements | | (176) | (291) | | (467) |
| **Au 31 décembre 2018** | **36 448** | **14 694** | **9 269** | **22 820** | **83 231** |
| **Amortissements** | | | | | |
| Au 1er janvier 2018 | | (9 503) | (6 866) | (7 912) | (24 281) |
| Dotations de l'exercice | | (896) | (993) | (1 956) | (3 845) |
| Autres mouvements | | 167 | 300 | | 467 |
| **Au 31 décembre 2018** | | **(10 232)** | **(7 559)** | **(9 868)** | **(27 659)** |
| **Valeur nette** | | | | | |
| **Au 31 décembre 2018** | **36 448** | **4 462** | **1 710** | **12 952** | **55 572** |

*En milliers d'euros*

| | Terrains et constructions | Aménagements | Autres | Immobilisations incorporelles | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur brute** | | | | | |
| Au 1er janvier 2017 | 36 344 | 14 395 | 7 454 | 11 934 | 70 127 |
| Acquisitions | | 401 | 1 219 | 5 906 | 7 526 |
| Autres mouvements | | (336) | (120) | | (456) |
| **Au 31 décembre 2017** | **36 344** | **14 460** | **8 553** | **17 840** | **77 197** |
| **Amortissements** | | | | | |
| Au 1er janvier 2017 | | (8 843) | (6 304) | (6 287) | (21 434) |
| Dotations de l'exercice | | (989) | (689) | (1 625) | (3 303) |
| Autres mouvements | | 329 | 127 | | 456 |
| **Au 31 décembre 2017** | | **(9 503)** | **(6 866)** | **(7 912)** | **(24 281)** |
| **Valeur nette** | | | | | |
| **Au 31 décembre 2017** | **36 344** | **4 957** | **1 687** | **9 928** | **52 916** |

# NOTE J - Comptes de régularisation et actifs divers et passifs divers

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|
| Comptes de régularisation et actifs divers | | |
| Dépôts de garantie versés (*) | 367 311 | 237 605 |
| Charges constatées d'avance | 4 851 | 3 618 |
| Débiteurs divers | 2 291 | 2 250 |
| Actifs divers | 53 | 67 |
| **Total** | **374 506** | **243 540** |
| Comptes de régularisation et passifs divers | | |
| Dépôts de garantie reçus (*) | 387 478 | 352 735 |
| Créditeurs divers | 3 126 | 4 037 |
| Passifs divers | 5 300 | 6 747 |
| **Total** | **395 904** | **363 519** |

*(*) La Banque reçoit et verse des garanties sous forme de dépôts ou de titres dans le cadre de contrats de collatéralisation. Au 31 décembre 2018, la CEB a :*

- *reçu € 387,5 millions de garanties sous forme de dépôts (31 décembre 2017 : € 352,7 millions) et € 615,5 millions sous forme de titres (31 décembre 2017 : € 681,8 millions),*
- *versé € 367,4 millions de garanties sous forme de dépôts (31 décembre 2017 : € 237,0 millions).*

# NOTE K - Passifs financiers au coût amorti

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle | | |
| Comptes rémunérés | 117 599 | 130 489 |
| Emprunts et comptes à terme | 66 667 | 80 000 |
| **Total** | **184 266** | **210 489** |
| Dettes représentées par un titre au coût amorti | | |
| Emprunts obligataires | 18 890 274 | 18 235 813 |
| Dettes rattachées | 236 613 | 214 331 |
| Ajustement de la valeur des dettes représentées par un titre couvertes par des instruments dérivés | 429 878 | 385 294 |
| **Total** | **19 556 765** | **18 835 438** |

### Évolution des comptes rémunérés de la clientèle

Dans le cadre de nombreux accords de contribution bilatéraux et multilatéraux signés avec des donateurs, la CEB reçoit des contributions destinées à financer, par le biais de dons, des activités conformes à ses objectifs. Les contributions reçues des donateurs sont déposées sur des comptes ouverts dans les livres de la CEB.

En règle générale, les donateurs sont essentiellement des États membres de la CEB et de l'Union européenne.

La Banque intervient en tant que gestionnaire de ces comptes. À ce titre, elle traite et enregistre les mouvements affectant ces comptes et contrôle les soldes disponibles. Dans le cadre de ces activités, la CEB peut percevoir des commissions d'administration.

La CEB n'est pas exposée à un risque de crédit sur ces comptes dans la mesure où elle ne prend aucun engagement de don avec un bénéficiaire sans avoir préalablement reçu un engagement de contribution provenant d'un ou de plusieurs donateurs.

Au 31 décembre 2018, la Banque gérait 25 comptes rémunérés (2017 : 31) représentant un solde de € 117,6 millions (2017 : € 130,5 millions). Les ressources de ces comptes atteignent au total € 326,9 millions (2017 : € 321,4 millions), tandis que les décaissements s'élèvent à € 209,3 millions (2017 : € 191,0 millions).

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des flux et des engagements des comptes administrés par la CEB, répartis en deux catégories :

- Programmes/Instruments alimentés par des pays donateurs,
- Programmes/Instruments alimentés entièrement ou principalement par l'Union européenne.

*En milliers d'euros*

| | Ressources[1] | Décaissements[2] | 31/12/2018 | Engagements à recevoir[3] | Engagements à payer[3] |
|---|---|---|---|---|---|
| Programmes/Instruments alimentés par des pays donateurs | 38 663 | (25 328) | 13 335 | | 6 094 |
| Programmes/Instruments alimentés entièrement ou principalement par l'Union européenne | 288 268 | (184 003) | 104 265 | 84 733 | 135 726 |
| **Total** | **326 931** | **(209 331)** | **117 600** | **84 733** | **141 820** |

*En milliers d'euros*

| | Ressources[1] | Décaissements[2] | 01/01/2018 | Engagements à recevoir[3] | Engagements à payer[3] |
|---|---|---|---|---|---|
| Programmes/Instruments alimentés par des pays donateurs | 48 793 | (34 979) | 13 814 | 1 000 | 7 329 |
| Programmes/Instruments alimentés entièrement ou principalement par l'Union européenne | 272 655 | (155 980) | 116 675 | 71 454 | 81 701 |
| **Total** | **321 448** | **(190 959)** | **130 489** | **72 454** | **89 030** |

*(1) Comprend les contributions reçues des donateurs et les intérêts courus.*

*(2) Comprend les dons décaissés en faveur des projets, les commissions versées et les fonds restitués aux donateurs.*

*(3) Les engagements à recevoir et à payer concernent uniquement les projets en cours.*

Le tableau suivant présente le détail des comptes rémunérés repartis selon les trois mêmes catégories :

*En milliers d'euros*

| Programme/Instrument | Donateur(s) | Année d'ouverture | Ressources | Décaissements | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes/Instruments alimentés par des pays donateurs** | | | | | | |
| Fonds italien pour des projets innovants | Italie | 2017 | 1 000 | (41) | 959 | 960 |
| Fonds pour les migrants et les réfugiés | Albanie, Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pologne, République slovaque, République tchèque, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, BEI, CEB | 2015 | 28 415 | (19 777) | 8 638 | 9 749 |
| Compte fiduciaire norvégien | Norvège | 2003 | 3 204 | (3 204) | | 2 |
| Compte slovaque pour la croissance inclusive | République slovaque | 2016 | 2 000 | (308) | 1 692 | 853 |
| Compte fiduciaire espagnol pour la cohésion sociale | Espagne | 2009 | 4 044 | (1 998) | 2 046 | 2 250 |
| **Sous total Programmes/Instruments alimentés par des pays donateurs** | | | **38 663** | **(25 328)** | **13 335** | **13 814** |
| **Programmes/Instruments alimentés entièrement ou principalement par l'Union européenne** | | | | | | |
| Comptes liés au Programme régional de logement (RHP) | | | | | | |
| RHP Fund Country Account - BiH | Allemagne, Italie, Union européenne | 2012 | 46 167 | (28 636) | 17 531 | 22 914 |
| RHP Fund Country Account - Croatia | Union européenne | 2013 | 9 303 | (7 700) | 1 603 | 1 603 |
| RHP Fund Country Account - Montenegro | Allemagne, Union européenne | 2013 | 3 500 | (1 686) | 1 814 | 2 437 |
| RHP Fund Country Account - Serbia | Allemagne, Union européenne | 2013 | 45 524 | (26 551) | 18 973 | 6 489 |
| RHP Fund Regional Account | États-Unis, Turquie, Union européenne | 2012 | 47 257 | (34 951) | 12 306 | 17 315 |
| RHP Fund Sub-Regional Account | Allemagne, Danemark, Luxembourg, Norvège, Suisse, Union européenne | 2012 | 42 629 | (26 280) | 16 349 | 29 162 |
| RHP Implementation | Union européenne | 2013 | 25 120 | (23 845) | 1 275 | 4 320 |
| RHP Implementation 2 | Union européenne | 2017 | 6 015 | (2 011) | 4 004 | 1 900 |
| Special Account RHP Rep of Cyprus | Chypre | 2012 | 50 | (1) | 49 | 49 |
| Special Account RHP Hungary | Hongrie | 2014 | 30 | (1) | 29 | 29 |
| Special Account RHP Slovak Republic | République slovaque | 2012 | 40 | (13) | 27 | 31 |

*En milliers d'euros*

| Programme/Instrument | Donateur(s) | Année d'ouverture | Ressources | Décaissements | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Partenariat pour la promotion de l'efficacité énergétique et de l'environnement en Europe | | | | | | |
| Reconstruction et réhabilitation d'écoles publiques et amélioration des normes énergétiques, Tbilisi, Géorgie | Union européenne<br>Autres Donateurs | 2016 | | | | |
| Mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux (ELENA) | | | | | | |
| CEB-ELENA 2012 | Union européenne | 2012 | 1 000 | (591) | 409 | 372 |
| Facilité en faveur des réfugiés en Turquie (FRIT) | | | | | | |
| Compte pour les réfugiés en Turquie | Union européenne | 2017 | 30 000 | (1 154) | 28 846 | 28 800 |
| Instrument d'Aide de Pré-adhésion (IAP) / Cadre d'Investissement en faveur des Balkans Occidentaux (WBIF) | | | | | | |
| IPA 2009 Rural Roads Albania Special Account | Union européenne | 2010 | 9 176 | (9 176) | | 176 |
| IPA 2009 Water Supply Kamza Albania Special Account | Union européenne | 2010 | 5 564 | (5 564) | | 64 |
| IPF 2008 Municipal Window Special Account | Union européenne | 2009 | 13 263 | (13 263) | | 110 |
| WBIF : infrastructures communales dans les Alpes albanaises | Union européenne<br>Autres Donateurs | 2014 | 1 000 | (1 000) | | 11 |
| WBIF : construction d'établissements pénitentiaires en Serbie | Union européenne<br>Autres Donateurs | 2015 | 1 430 | (851) | 579 | 599 |
| WBIF : personnes vulnérables vivant en centres d'hébergement en Bosnie-Herzégovine | Union européenne<br>Autres Donateurs | 2014 | 1 200 | (729) | 471 | 294 |
| **Sous-total Programmes/Instruments alimentés entièrement ou principalement par l'Union européenne** | | | **288 268** | **(184 003)** | **104 265** | **116 675** |
| **Total Comptes rémunérés** | | | **326 931** | **(209 331)** | **117 600** | **130 489** |

# NOTE L - Compte de dividendes sociaux

La Banque utilise le CDS pour financer quatre types de dons :

- des bonifications d'intérêt sur prêts consentis par la Banque,
- des garanties pour soutenir le financement par la Banque de projets à fort impact social,
- de l'assistance technique dans le cadre de projets financés par la CEB,
- des contributions.

Les dons financés par le CDS sont approuvés par le Conseil d'administration de la Banque, à l'exception des dons d'assistance technique inférieurs ou égaux à € 300 milliers, qui sont approuvés par le Gouverneur.

Les dons peuvent atteindre € 2 millions chacun, à l'exception des contributions qui sont limitées à € 500 milliers. Les approbations annuelles par pays, tous volets confondus, ne peuvent excéder 10% des ressources du CDS disponibles pour approbation.

Au 31 décembre 2018, le détail de ces sous-comptes est le suivant :

*En milliers d'euros*

| Volets du CDS | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|
| Bonifications de prêts approuvés | 20 938 | 23 354 |
| Disponible pour la bonification | 1 942 | 2 866 |
| Bonifications d'intérêt de prêts | 22 880 | 26 220 |
| Garanties de prêts approuvés | 11 000 | 2 000 |
| Disponible pour les garanties | 9 217 | 15 167 |
| Garanties de prêts | 20 217 | 17 167 |
| Approbations pour assistance technique | 1 824 | 2 714 |
| Disponible pour assistance technique | 5 292 | 8 062 |
| Assistance technique | 7 116 | 10 776 |
| Contributions approuvées | | |
| Disponible pour contributions | 1 965 | 4 953 |
| Contributions | 1 965 | 4 953 |
| **Total** | **52 178** | **59 116** |

**Financement**

Le CDS peut être alimenté par :

a) des contributions reçues des États membres de la CEB sous forme de dividendes à caractère social, lors de l'affectation du résultat annuel de la Banque,

b) des contributions volontaires d'États membres de la Banque, après accord du Conseil d'administration, et

c) des contributions volontaires d'États membres du Conseil de l'Europe et d'États non-membres ou d'institutions internationales, après accord du Conseil de direction et du Conseil d'administration.

# NOTE M - Provisions

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|
| Provisions | | |
| Provision sur engagements sociaux | 254 942 | 234 225 |
| Provision pour dépréciation des engagements de financement (note S) | 2 663 | 2 218 |
| **Total** | **257 605** | **236 443** |

### Évolution de la provision sur engagements sociaux

La Banque administre un régime de pension et d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui concernent l'assurance maladie, l'ajustement fiscal et la cessation anticipée d'activité. Le montant de l'engagement au titre de chaque avantage postérieur à l'emploi est déterminé séparément, selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. La dernière évaluation actuarielle a été effectuée au 31 décembre 2018 sur la base des données individuelles au 30 juin 2018.

La situation financière des avantages postérieurs à l'emploi est la suivante :

*En milliers d'euros*

| | Régime de pension | Autres avantages postérieurs à l'emploi | Total |
|---|---|---|---|
| **Provision au 1er janvier 2018** | **197 121** | **37 104** | **234 225** |
| Coûts de services rendus | 9 369 | 3 258 | 12 627 |
| Coûts d'intérêts liés à l'actualisation des engagements | 4 526 | 849 | 5 375 |
| Variation des écarts actuariels comptabilisée directement en capitaux propres | 5 518 | 637 | 6 155 |
| Prestations versées | (2 713) | (727) | (3 440) |
| **Provision au 31 décembre 2018** | **213 821** | **41 121** | **254 942** |

*En milliers d'euros*

| | Régime de pension | Autres avantages postérieurs à l'emploi | Total |
|---|---|---|---|
| **Provision au 1er janvier 2017** | **197 051** | **35 711** | **232 762** |
| Coûts de services rendus | 9 745 | 3 310 | 13 055 |
| Coûts d'intérêts liés à l'actualisation des engagements | 4 094 | 740 | 4 834 |
| Variation des écarts actuariels comptabilisée directement en capitaux propres | (11 346) | (1 998) | (13 344) |
| Prestations versées | (2 423) | (659) | (3 082) |
| **Provision au 1er janvier 2018** | **197 121** | **37 104** | **234 225** |

Les principales hypothèses retenues pour déterminer les engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi figurent ci-dessous :

| Informations diverses | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Taux d'intérêt d'actualisation | 2.25% | 2.25% |
| Taux d'inflation | 1.75% | 1.75% |
| Taux de revalorisation des pensions | 1.75% | 1.75% |
| Taux d'augmentation des traitements | 3.50% | 3.50% |
| Taux de cotisations patronales assurance maladie | 6.28% | 6.28% |
| Duration moyenne | 22.19 | 22.80 |

**Test de sensibilité**

Les tableaux suivants présentent la sensibilité de l'engagement (*Projected Benefit Obligation* - PBO) lié aux avantages postérieurs à l'emploi au 31 décembre 2018, ainsi que les coûts de services de l'année, les coûts d'intérêts et les prestations estimées pour l'année 2018, calculés selon une variation des hypothèses de taux d'actualisation de -/+ 0,25% :

*En milliers d'euros*

| Régime de pension | PBO 31/12/2018 | Coûts de services 2019 | Coût d'intérêts sur PBO 2019 | Prestations estimées 2019 | PBO 31/12/2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux d'actualisation -0,25% | 225 103 | 9 465 | 4 459 | (4 216) | 234 811 |
| Taux d'actualisation +0,25% | 203 315 | 8 315 | 5 030 | (4 216) | 212 444 |

Au 31 décembre 2018, une baisse du taux d'actualisation de 0,25% aurait entraîné une hausse de l'engagement lié au régime de pension de 5,3%. Une hausse de 0,25% du taux d'actualisation aurait entraîné une baisse de cet engagement de 4,9% à cette date.

*En milliers d'euros*

| Autres avantages postérieurs à l'emploi | PBO 31/12/2018 | Coûts de services 2019 | Coût d'intérêts sur PBO 2019 | Prestations estimées 2019 | PBO 31/12/2019 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux d'actualisation -0,25% | 43 346 | 1 921 | 853 | (1 349) | 44 771 |
| Taux d'actualisation +0,25% | 39 058 | 1 674 | 960 | (1 349) | 40 343 |

Au 31 décembre 2018, une baisse du taux d'actualisation de 0,25% aurait entraîné une hausse de l'engagement lié aux autres avantages postérieurs à l'emploi de 5,4%. Une hausse de 0,25% du taux d'actualisation aurait entraîné une baisse de cet engagement de 5,0% à cette date.

# NOTE N - Capital

## Gestion du capital

Conformément au Statut (Article III), tout État européen (État membre ou non du Conseil de l'Europe) et toute institution internationale à vocation européenne peut, dans les conditions fixées par le Conseil de direction, devenir membre de la Banque.

La Banque émet des titres de participation libellés en euros auxquels souscrivent les membres. Chaque titre a la même valeur nominale de € 1 000.

L'adhésion s'effectue par le dépôt d'une déclaration auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, stipulant que le candidat adhère au Statut de la Banque et souscrit au nombre de titres de participation fixé en accord avec le Conseil de direction. Tout État devenant membre de la Banque confirme dans sa déclaration son intention :

- d'adhérer dès que possible au Troisième Protocole Additionnel à l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe,
- en attendant cette adhésion, d'accorder le régime juridique découlant de ce protocole aux biens, avoirs et opérations de la Banque, ainsi que le statut juridique résultant de ce texte, au bénéfice des organes et agents de la Banque (Statut - article III).

Le Conseil de direction fixe les modalités de souscription et de libération du capital, il détermine également celles relatives aux augmentations de capital. Les conditions et modalités d'un retrait éventuel d'un État membre sont définies dans le Statut de la CEB (article XV). La Banque n'a jamais reçu une telle demande. Sur cette base et conformément à l'amendement de l'IAS 32 de février 2008, ces titres de participation sont classés en instruments de capitaux propres.

Le calcul du montant de la souscription au capital et aux réserves s'effectue sur la base du taux de contribution des pays candidats à l'adhésion à la Banque au budget de l'Accord partiel du Conseil de l'Europe sur la CEB.

Le capital souscrit de la Banque est constitué du capital versé et du capital appelable. Le capital libéré est la part du capital payable lors de l'adhésion à la Banque sur décision du Conseil de direction sur proposition du Conseil d'administration. En ce qui concerne le capital appelable, il convient de noter qu'il n'y a jamais eu d'appel au capital de la Banque.

L'adéquation du capital de la Banque au niveau des risques liés à ses activités est mesurée à travers un dispositif prudentiel organisé autour de différents ratios (voir chapitre 4 dans la note C).

La répartition du capital par État membre est présentée ci-dessous :

*En milliers d'euros*

| Membres | Capital souscrit | Capital non appelé | Capital appelé | Pourcentage du capital souscrit |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 915 770 | 814 114 | 101 656 | 16,735% |
| France | 915 770 | 814 114 | 101 656 | 16,735% |
| Italie | 915 770 | 814 114 | 101 656 | 16,735% |
| Espagne | 597 257 | 530 958 | 66 299 | 10,914% |
| Turquie | 388 299 | 345 197 | 43 102 | 7,096% |
| Pays-Bas | 198 813 | 176 743 | 22 070 | 3,633% |
| Belgique | 164 321 | 146 083 | 18 238 | 3,003% |
| Grèce | 164 321 | 146 083 | 18 238 | 3,003% |
| Portugal | 139 172 | 123 724 | 15 448 | 2,543% |
| Suède | 139 172 | 123 724 | 15 448 | 2,543% |
| Pologne | 128 260 | 114 023 | 14 237 | 2,344% |
| Danemark | 89 667 | 79 712 | 9 955 | 1,639% |
| Finlande | 69 786 | 62 039 | 7 747 | 1,275% |
| Norvège | 69 786 | 62 039 | 7 747 | 1,275% |
| Bulgarie | 62 459 | 55 526 | 6 933 | 1,141% |
| Roumanie | 59 914 | 53 264 | 6 650 | 1,095% |
| Suisse | 53 824 | 43 229 | 10 595 | 0,984% |
| Irlande | 48 310 | 42 948 | 5 362 | 0,883% |
| Hongrie | 44 788 | 39 816 | 4 972 | 0,818% |
| République tchèque | 43 037 | 38 260 | 4 777 | 0,786% |
| Luxembourg | 34 734 | 30 878 | 3 856 | 0,635% |
| Serbie | 25 841 | 22 973 | 2 868 | 0,472% |
| Croatie | 21 376 | 19 003 | 2 373 | 0,391% |
| Chypre | 19 882 | 17 676 | 2 206 | 0,363% |
| République slovaque | 18 959 | 16 854 | 2 105 | 0,346% |
| Albanie | 13 385 | 11 899 | 1 486 | 0,245% |
| Lettonie | 12 808 | 11 387 | 1 421 | 0,234% |
| Estonie | 12 723 | 11 311 | 1 412 | 0,233% |
| "l'ex-République yougoslave de Macédoine" | 12 723 | 11 311 | 1 412 | 0,233% |
| Lituanie | 12 588 | 11 191 | 1 397 | 0,230% |
| Slovénie | 12 295 | 10 930 | 1 365 | 0,225% |
| Islande | 10 144 | 9 018 | 1 126 | 0,185% |
| Malte | 10 144 | 9 018 | 1 126 | 0,185% |
| Géorgie | 9 876 | 8 780 | 1 096 | 0,180% |
| Bosnie-Herzégovine | 9 689 | 8 614 | 1 075 | 0,177% |
| Monténégro | 6 584 | 5 853 | 731 | 0,120% |
| Kosovo | 6 559 | 5 831 | 728 | 0,120% |
| Moldova (République de) | 5 488 | 4 878 | 610 | 0,100% |
| Saint-Marin | 4 867 | 4 206 | 661 | 0,089% |
| Liechtenstein | 2 921 | 2 374 | 547 | 0,053% |
| Saint-Siège | 137 | 107 | 30 | 0,003% |
| **Total 2018** | **5 472 219** | **4 859 802** | **612 417** | **100,000%** |
| **Total 2017** | **5 472 219** | **4 859 802** | **612 417** | |

Le montant du résultat 2018 par titre du capital s'élève à € 17,81 (€ 20,47 pour 2017).

# NOTE O - Marge d'intérêts

Les produits et les charges sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais).

La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur les instruments financiers est comptabilisée en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" (note Q).

Les produits et les charges d'intérêts sur les dérivés de couverture de juste valeur sont présentés avec les produits et charges des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

*En milliers d'euros*

| | 2018 | | | 2017 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Produits** | **Charges** | **Net** | **Produits** | **Charges** | **Net** |
| **Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres** | | | | | | |
| Opérations sur titres de dette | 28 291 | (7 062) | 21 229 | 32 645 | (3 623) | 29 022 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 9 952 | (34 719) | (24 767) | 20 241 | (48 914) | (28 673) |
| **Sous-total** | **38 243** | **(41 781)** | **(3 538)** | **52 886** | **(52 537)** | **349** |
| **Prêts et autres créances au coût amorti** | | | | | | |
| Prêts | 142 845 | (9) | 142 836 | 144 078 | | 144 078 |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 13 951 | (122 908) | (108 957) | 15 339 | (121 167) | (105 828) |
| Autres créances | 37 429 | (11 480) | 25 949 | 14 856 | (8 869) | 5 987 |
| **Sous-total** | **194 225** | **(134 397)** | **59 828** | **174 273** | **(130 036)** | **44 237** |
| **Titres de dette au coût amorti** | | | | | | |
| Opérations sur titres de dette | 64 941 | (4) | 64 937 | 70 180 | | 70 180 |
| **Sous-total** | **64 941** | **(4)** | **64 937** | **70 180** | | **70 180** |
| **Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle** | | | | | | |
| Emprunts | | | | | | |
| Comptes rémunérés | 1 351 | (158) | 1 193 | 2 500 | (59) | 2 441 |
| **Sous-total** | **1 351** | **(158)** | **1 193** | **2 500** | **(59)** | **2 441** |
| **Dettes représentées par un titre au coût amorti** | | | | | | |
| Émissions | | (349 767) | (349 767) | | (340 658) | (340 658) |
| Instruments financiers dérivés de couverture | 394 336 | (12 277) | 382 059 | 392 071 | (4 641) | 387 430 |
| **Sous-total** | **394 336** | **(362 044)** | **32 292** | **392 071** | **(345 299)** | **46 772** |
| **Autres intérêts et charges assimilées** | | **(5 376)** | **(5 376)** | | **(4 835)** | **(4 835)** |
| **Marge d'intérêts** | **693 096** | **(543 760)** | **149 336** | **691 910** | **(532 766)** | **159 144** |

# NOTE P - Information sectorielle

La CEB est une banque multilatérale de développement à vocation sociale. Elle accorde des prêts pour financer des projets dans ses États membres. Cette activité est financée par des émissions publiques et des placements privés.

Dans ce cadre, la Banque dispose d'un seul domaine d'activité opérationnel. Elle intervient dans les zones géographiques où sa contribution est la plus nécessaire, en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale, qui constituent les pays cibles.

Son activité de financement de projets est exclusivement menée en Europe. Toutefois, pour les autres opérations financières, en particulier pour ses émissions publiques, la CEB intervient aussi bien en Europe que sur d'autres continents. Par conséquent, ces opérations ne figurent pas dans le tableau ci-dessous.

Les intérêts sur prêts se répartissent par pays de localisation de l'emprunteur de la manière suivante :

*En milliers d'euros*

| Répartition par pays de localisation de l'emprunteur | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Turquie | 19 190 | 19 057 |
| Pologne | 18 673 | 18 023 |
| Roumanie | 13 181 | 15 234 |
| Hongrie | 9 056 | 9 807 |
| Croatie | 5 847 | 6 610 |
| Lituanie | 5 050 | 4 872 |
| Chypre | 4 196 | 4 406 |
| République slovaque | 3 521 | 3 583 |
| Albanie | 2 158 | 2 287 |
| Serbie | 1 514 | 1 230 |
| Bosnie-Herzégovine | 1 252 | 1 230 |
| Lettonie | 752 | 879 |
| Slovénie | 287 | 840 |
| "l'ex-République yougoslave de Macédoine" | 896 | 805 |
| Moldova (République de) | 837 | 779 |
| Malte | 123 | 596 |
| Bulgarie | 521 | 551 |
| République tchèque | 1 064 | 454 |
| Estonie | 357 | 452 |
| Géorgie | 237 | 218 |
| Monténégro | 235 | 213 |
| **Sous-total pays cibles** | **88 947** | **92 126** |
| Belgique | 19 890 | 20 458 |
| Espagne | 8 834 | 8 955 |
| Allemagne | 7 202 | 6 720 |
| France | 6 954 | 5 709 |
| Portugal | 4 696 | 5 016 |
| Islande | 1 297 | 1 675 |
| Irlande | 2 205 | 1 606 |
| Italie | 433 | 1 222 |
| Finlande | 472 | 45 |
| Suède | 127 | 24 |
| Pays-Bas | 1 694 | 18 |
| **Sous-total autres pays** | **53 804** | **51 448** |
| **Pays cibles par l'intermédiaire d'autres pays** | **94** | **504** |
| **Total** | **142 845** | **144 078** |

Les encours de prêts par pays sont présentés dans la note H.

# NOTE Q - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Les gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat recouvrent les éléments de résultat afférents aux instruments financiers à l'exception des produits et charges d'intérêts présentés dans la "Marge d'intérêts" (note O).

*En milliers d'euros*

| | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Résultat net sur instruments de couverture de juste valeur | 43 980 | (51 689) |
| Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts | (41 923) | 54 343 |
| Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | (2 055) | (131) |
| Réévaluation des positions de change | 358 | (341) |
| Ajustement de valeur pour risque de crédit propre (*Debit Valuation Adjustment* – DVA) | (402) | (316) |
| Ajustement de valeur pour risque de contrepartie (*Credit Valuation Adjustment* – CVA) | (195) | 567 |
| **Total** | **(237)** | **2 433** |

# NOTE R - Charges générales d'exploitation

*En milliers d'euros*

| | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | (23 708) | (22 417) |
| Charges sociales et de pension | (11 638) | (12 166) |
| Autres charges générales d'exploitation | (11 772) | (10 567) |
| **Total** | **(47 118)** | **(45 150)** |

Au 31 décembre 2018, l'effectif de la Banque comptait : 3 hors cadres élus (Gouverneur et Vice-Gouverneurs) et 206 agents permanents. Au 31 décembre 2017 : 3 hors cadres élus (Gouverneur et Vice-Gouverneurs) et 200 agents permanents.

# NOTE S - Coût du risque

Le modèle général d'évaluation des dépréciations utilisé par la CEB s'articule autour des deux étapes suivantes :

- évaluer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et
- mesurer la provision pour dépréciation sur la base d'une perte attendue sur 12 mois s'il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ou sur la base d'une perte attendue sur la durée de vie (c.-à-d. perte attendue à maturité) s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Ces deux étapes doivent s'appuyer sur des informations prospectives.

**Augmentation significative du risque de crédit**

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque transaction en se basant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon le type de contrepartie et sa notation interne.

L'indicateur retenu pour évaluer l'augmentation significative du risque de crédit est la note interne de crédit de la contrepartie. Le système de notation interne est décrit dans la note C (partie Risque de crédit). Cette évaluation se base sur un critère relatif exprimé en nombre de crans de dégradation par rapport à la note à l'origine. Cependant, lorsque la transaction était déjà présente dans le portefeuille de la banque au 1er janvier 2018, le critère d'évaluation d'une augmentation significative du risque de crédit est absolu suivant la note interne de crédit en date d'évaluation.

Dans les deux cas, la détérioration de la qualité de crédit est considérée significative, et la transaction classée en étape 2, sur la base d'une note interne de crédit en date d'évaluation inférieure ou égale à 3.5. Cependant, les souverains sont systématiquement classés en étape 1 du fait du statut de créancier privilégié de la CEB.

Un actif est considéré en défaut et classé en étape 3 en cas de retard de paiement de plus de 90 jours.

### Informations prospectives

La Banque prend en compte des informations prospectives dans la mesure des pertes de crédit attendues (*Expected Credit Loss* - "ECL").

La Banque a fait le choix de retenir trois scénarios macro-économiques, couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles. Actuellement, les scénarios sont définis par Moody's Analytics et mis à jour à une fréquence mensuelle.

Les principales variables macro-économiques sont l'évolution du PIB de la zone euro et l'évolution du marché des actions en Europe. La modélisation des variables macroéconomique sur l'horizon de projection est basée sur des simulations Monte Carlo d'un modèle autorégressif à deux variables et trois retards.

Les scénarios retenus dans le cadre d'IFRS 9 sont les suivants :

- un scénario central, qui décrit la situation économique la plus probable sur l'horizon de projection à 5 ans ;
- un scénario adverse, qui reflète l'impact de la matérialisation de risques pesant sur le scénario central, et dont il résulte une situation économique moins favorable. Ce scénario est défini comme le quantile 10% dans les simulations Monte Carlo de l'évolution du PIB de la zone euro ;
- un scénario favorable, qui reflète la matérialisation de risques résultant à une situation économique meilleure. Ce scénario est défini comme le quantile 90% dans les simulations Monte Carlo de l'évolution du PIB de la zone euro.

Afin de parvenir à une estimation équilibrée des provisions, la probabilité d'occurrence du scénario favorable est égale à la probabilité d'occurrence du scénario adverse.

Le poids à attribuer aux pertes de crédit attendues calculées dans chacun des scénarios est défini comme suit :

- 60% pour le scénario central,
- 20% pour le scénario adverse et
- 20% pour le scénario favorable.

### Coût du risque de la période

*En milliers d'euros*

| | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Dotations nettes aux dépréciations - nominaux | (2 819) | |
| Dotations nettes aux dépréciations - intérêts | (14) | |
| **Total** | **(2 833)** | |

### Détail du coût du risque de la période

*En milliers d'euros*

| | 2018 | 2017 |
|---|---|---|
| Banques centrales | (14) | |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | (178) | |
| Actifs financiers au coût amorti | | |
| Prêts | (2 155) | |
| Autres créances | 62 | |
| Titres de dette | (88) | |
| Autres actifs | (16) | |
| Engagements de financement et de garantie | (444) | |
| **Total** | **(2 833)** | |
| Coût du risque sur encours sains | (2 833) | |
| *dont étape 1* | *(3 928)* | |
| *dont étape 2* | *1 095* | |
| Coût du risque sur encours dépréciés - étape 3 | | |

*En milliers d'euros*

| | 01/01/2018 | Dotations aux provisions pour dépréciation | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|
| Dépréciation des actifs financiers | | | |
| Banques centrales | (55) | (14) | (69) |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | | | |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | (262) | (178) | (440) |
| Actifs financiers au coût amorti | | | |
| Prêts | (11 210) | (2 155) | (13 365) |
| Autres créances | (141) | 62 | (79) |
| Titres de dette | (128) | (88) | (216) |
| Autres actifs | (31) | (16) | (47) |
| Total de dépréciation des actifs financiers (*) | **(11 827)** | (2 389) | **(14 216)** |
| (*) *dont étape 1* | *(10 732)* | *(3 484)* | *(14 216)* |
| *dont étape 2* | *(1 095)* | *1 095* | |
| *dont étape 3* | | | |
| Provisions inscrites au passif | | | |
| Engagements de financement et de garantie | (2 218) | (444) | (2 663) |
| Total de dépreciation au passif | (2 218) | (444) | **(2 663)** |
| **Total** | **(14 045)** | **(2 833)** | **(16 879)** |

## Variation des dépréciations sur la période

*En milliers d'euros*

| | Dépréciations sur encours avec pertes attendues à 12 mois (étape 1) | Dépréciations sur encours avec pertes attendues à maturité (étape 2) | Dépréciations sur encours dépréciés (étape 3) | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Au 1er janvier 2018** | **(12 950)** | **(1 095)** | | **(14 045)** |
| Dotations nettes aux dépréciations | | | | |
| Actifs financiers acquis pendant la période | (3 483) | | | (3 483) |
| Actifs financiers décomptabilisés pendant la période (1) | 615 | | | 615 |
| Transfert vers étape 2 | | | | |
| Transfert vers étape 3 | | | | |
| Transfert vers étape 1 | (47) | 1 095 | | 1 048 |
| Autres dotations-reprises sans changement d'étape | (1 014) | | | (1 014) |
| **Au 31 décembre 2018** | **(16 879)** | | | **(16 879)** |

*(1) y compris cessions*

# NOTE T - Engagements de financement donnés ou reçus

*En milliers d'euros*

| | 31/12/2018 | 01/01/2018 |
|---|---|---|
| Engagements de financement donnés | | |
| Aux établissement de crédit | 911 522 | 734 495 |
| A la clièntèle | 5 368 056 | 4 276 671 |
| **Total des engagements de financement donnés** | **6 279 578** | **5 011 166** |
| Dépréciations des engagements de financement donnés | 2 663 | 2 218 |
| *dont étape 1* | *2 663* | *2 218* |
| *dont étape 2* | | |
| *dont étape 3* | | |

Aucun engagement de financement reçu n'a été enregistré au 31 décembre 2018.

# NOTE U - Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important appelant des mentions complémentaires ou un ajustement aux présents états financiers n'est intervenu entre le 31 décembre 2018 et la date de l'arrêté des comptes par le Gouverneur le 25 février 2019.

# Rapport de l'audit externe



Ernst & Young Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris - La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

# Banque de Développement du Conseil de l'Europe

Exercice clos au 31 décembre 2018

## Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers annuels

Aux Membres du Conseil de Direction, du Conseil d'Administration et du Comité de Surveillance de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe,

### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (« la Banque »), comprenant le bilan au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les annexes aux états financiers qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers annuels ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) et aux règles d'éthique qui s'appliquent à l'audit des états financiers en France et avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Observation*

Nous attirons l'attention sur le changement de méthode comptable relatif à la première application de la norme IFRS 9 « Instruments Financiers » exposé dans la note A « Résumé des règles comptables appliquées par la Banque » ainsi que dans les autres notes présentant les impacts liés à cette première application. Cette observation ne modifie pas notre opinion.

SAS à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre
Société de Commissaires aux Comptes
Société d'expertise comptable inscrite au Tableau
de l'Ordre de la Région Paris - Ile-de-France
Membre du réseau Ernst & Young Global Limited
Siège social : 1-2, place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris - La Défense 1

*Points clés de l'audit*

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

## Modèle de dépréciation des actifs financiers sous la norme IFRS 9

**Risque identifié**

Depuis le 1er janvier 2018, la Banque applique la norme IFRS 9 "Instruments Financiers". La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation".

Cette nouvelle norme définit, entre autres, de nouveaux principes en matière de dépréciation pour risque de crédit des instruments financiers, des engagements de financement et des garanties financières données.

Les impacts de la première application de la norme IFRS 9 sont détaillés dans la note B de l'annexe aux états financiers. L'impact de la première application sur les capitaux propres s'élève à M€ 14 et correspond au calcul des pertes de crédit attendues sur l'ensemble des actifs financiers de la Banque au 1er janvier 2018.

Comme détaillé dans la note A de l'annexe aux états financiers, les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition, en utilisant les estimations suivantes :

- L'évaluation des pertes de crédit attendues requiert l'estimation à la fois des probabilités de défaut (PD) à 1 an et des probabilités de défaut (PD) à maturité. Les PD à 1 an et à maturité sont des probabilités de défaut "*point in time*" (PIT) dérivés des PD réglementaires, basées sur des moyens à long terme à travers le cycle, ajustés afin de refléter les conditions actuelles.

- L'estimation des flux de trésorerie attendus tient compte des flux de trésorerie résultant de la vente d'une sûreté détenue ou d'autres rehaussements de crédit, si ceux-ci sont inclus dans les conditions contractuelles et ne sont pas comptabilisés séparément par l'entité, nette des coûts d'obtention et de vente de ces sûretés.

- L'exposition en cas de défaut d'un instrument est le montant résiduel anticipé dû par le débiteur au moment du défaut. Ce montant est défini en fonction du profil de remboursement attendu et prend en compte, selon les types d'exposition, les amortissements contractuels, les remboursements anticipés attendus et les tirages attendus sur les lignes de crédit.

- Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scenarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Nous considérons la première application du modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du jugement de la direction et de l'incertitude inhérente au processus d'estimation utilisé dans le calcul des pertes de crédit attendues.

**Notre réponse**

Nous avons analysé les processus de la Banque et la gouvernance relatifs au suivi du risque de crédit et en particulier relatifs à l'identification de la détérioration du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers.

Nous avons analysé la méthodologie mise en place par la Banque pour déterminer les paramètres de dépréciation et les pertes de crédit attendues. Nous avons également analysé les processus de la Banque et la gouvernance relatifs à la mise à jour de ces paramètres de dépréciation tout au long de la vie des actifs financiers.

Nous avons identifié les contrôles internes des processus et des applications informatiques correspondantes.

Nous avons testé par sondages la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement.

Nous avons testé la correcte application des principes retenus en matière de segmentation des expositions entre les catégories d'expositions homogènes de risques (*bucket* 1 et *bucket* 2).

Nous avons apprécié les hypothèses et la documentation fournie par la Banque sur la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du *Forward Looking*.

Nous avons analysé l'évolution des expositions par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2018.

Nous avons vérifié le caractère approprié des informations données dans la note B de l'annexe aux états financiers.

**Valorisation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés**

**Risque identifié**

Au 31 décembre 2018, les instruments financiers à la juste valeur par résultat s'élèvent à K€ 256.852 à l'actif et à K€ 435.279 au passif. Les instruments financiers dérivés de couverture s'élèvent à K€ 710.648 à l'actif et à K€ 442.831 au passif. Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres s'élèvent à K€ 4.099.228.

Comme indiqué dans la note A de l'annexe aux états financiers annuels, les actifs et les passifs financiers de ces catégories sont évalués et enregistrés à leurs valeurs de marché.

La valeur de marché de ces instruments est déterminée soit à partir de prix cotés sur un marché actif, soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à :

- des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des hypothèses financières,
- des paramètres dont la valeur est déterminée soit à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs, soit à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives, du fait de l'absence de marché actif.

Compte tenu du caractère significatif de ces instruments financiers et de l'incertitude inhérente au processus d'estimation, nous considérons la valorisation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés comme un point clé de l'audit

Notre réponse

Nous avons pris connaissance des processus de la Banque relatifs à la détermination de la juste valeur du portefeuille de titres, des swaps de taux d'intérêts et des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que la méthodologie mise en place par la Banque pour vérifier les prix de marché sur les marchés liquides ou pour modéliser la juste valeur.

Pour les titres, nous avons comparé les valorisations de juste valeur aux prix de marchés disponibles et nous avons rapproché leur classification selon les trois niveaux de juste valeur à la fin de l'exercice.

Pour les swaps, nous avons comparé la valorisation des swaps aux informations externes préparées par les contreparties et nous avons recalculé la valorisation pour un échantillon de swaps de taux d'intérêts (IRS) et de swaps de taux d'intérêts et de change (CIRS).

*Autres informations*

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des chiffres clés et du résumé financier contenus dans le rapport financier, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d'audit sur ces états, que nous avons obtenus avant la date du présent rapport. Les autres informations comprennent également le Rapport du Gouverneur (à l'exclusion des chiffres clés et du résumé financier), censé être mis à notre disposition après la date du présent rapport.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux effectués sur les autres informations obtenues avant la date de notre rapport, nous relevons une anomalie significative, nous sommes tenus de la signaler. Nous n'avons rien à vous signaler à cet effet.

Si à la lecture du Rapport du Gouverneur (à l'exclusion des chiffres clés et du résumé financier), nous relevons une anomalie significative dans ce rapport, nous serons tenus de la signaler aux personnes constituant la gouvernance.

*Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux états financiers*

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financier ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financier, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de mettre l'entité en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque.

*Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers*

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter une anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations fournies dans les états financiers annuels à ce titre ;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire l'entité à cesser son exploitation ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers annuels, y compris les informations fournies dans les états financiers annuels, et apprécions si les états financiers annuels reflètent les opérations et événements les sous-tendant de manière à ce qu'ils en donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée lors de notre audit.

Nous fournissons également aux personnes constituant la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles d'éthiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les mesures de sauvegarde associées.

Parmi les points communiqués aux personnes constituant la gouvernance, nous déterminons ceux qui ont le plus d'importance lors de l'audit des états financiers annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que les conséquences néfastes raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

*Restriction d'utilisation de notre rapport*

Ce rapport est établi à l'attention des membres du Conseil de Direction, du Conseil d'Administration et du Comité de Surveillance de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe. Nous n'acceptons aucune responsabilité vis-à-vis de tout tiers auquel ce rapport serait diffusé ou parviendrait.

Ce rapport est régi par la loi française, dans la mesure où la loi française ne déroge pas au troisième protocole du 6 mars 1959 de l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe du 2 septembre 1949 ou au Statut de la Banque. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 26 février 2019

L'Auditeur Indépendant
ERNST & YOUNG Audit



Luc Valverde

# Rapport du Comité de surveillance

## Sur les états financiers annuels pour 2018

Conformément au mandat qui lui a été donné en vertu de l'article XII du Statut de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe et de l'article I de son Règlement Intérieur, le Comité de surveillance s'est réuni à Paris du 5 au 7 novembre 2018 pour la revue intérimaire, ainsi que du 25 au 27 février 2019 pour certifier le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'état de variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie de la CEB, ainsi que les notes annexes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Se fondant sur la Résolution 430 (2017) du Conseil de direction sur la nomination de l'audit externe (EY), l'Auditeur externe a présenté son rapport et donné, en tant que de besoin, les détails du déroulement de l'audit.

Le Comité de surveillance a procédé à l'examen des activités de la CEB pour l'exercice 2018 de la manière suivante :

- en consultant le Gouverneur, les Vice-Gouverneurs, les directeurs et les autres agents concernés ;
- en examinant les états financiers de la CEB pour l'exercice 2018, comprenant le bilan au 31 décembre 2018, le compte de résultat, l'état du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'état de variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et les notes annexes aux états financiers, qui ont été préparés par le Département de la comptabilité de la CEB et signés par le Gouverneur le 25 février 2019 ;
- en consultant le Département de l'Audit interne et en examinant ses rapports ;
- en consultant l'Auditeur externe de la CEB et en examinant son rapport d'intérim et son rapport détaillé pour l'exercice 2018 ;
- en obtenant le rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers annuels signé par l'Auditeur externe le 26 février 2019 ;
- en obtenant l'ensemble des documents, renseignements et explications que le Comité de surveillance a estimés nécessaires. Ceux-ci ont été volontiers communiqués par le Gouverneur, les Vice-Gouverneurs, l'Auditeur interne, les directeurs et les agents concernés.

Le Comité de surveillance certifie, sur la base des informations mises à sa disposition et dans toute la mesure où il a pu s'en assurer, que le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat net et gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'état de variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie de la CEB, y compris les notes annexes aux états financiers, concordent avec les écritures et autres pièces comptables et reflètent fidèlement, dans tous les aspects matériels, l'état des opérations de la CEB au 31 décembre 2018, le résultat de ses opérations et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées par l'Union européenne.

Paris, le 27 février 2019

Toomas VAPPER

Krisztián Ádám TOLNAI

# Approbation des comptes

**Extrait du procès-verbal de la 312e réunion du Conseil d'administration de la CEB**

## Résolution 1605 (2019) sur le quitus au Gouverneur et l'affectation du bénéfice 2018

Paris, le 14 mars 2019, **CA PV/312/2019**

Le Conseil d'administration,

Vu l'article XI, section 3 du Statut de la Banque,

Vu l'article 1, paragraphe 2 du Règlement Intérieur du Conseil d'administration,

Ayant pris acte du bilan, du compte de résultat et des notes annexes aux états financiers au 31 décembre 2018,

Ayant pris acte de la note du Gouverneur sur la "Proposition d'affectation du résultat net de l'exercice 2018" (CA/312/2359/2019) du 27 février 2019,

Ayant pris acte du rapport de l'audit externe au 26 février 2019,

Ayant pris acte du rapport du Comité de surveillance au 27 février 2019,

1. recommande au Conseil de direction d'approuver le rapport annuel, le bilan, le compte de résultat et les notes annexes aux états financiers de la Banque au 31 décembre 2018,
2. donne quitus au Gouverneur de sa gestion financière pour l'exercice 2018,
3. décide d'affecter l'intégralité du bénéfice net de l'exercice 2018, soit € 97 453 431, à la Réserve Générale,
4. recommande au Conseil de direction d'approuver le point 3 ci-dessus.

**Extrait du procès-verbal de la 222e réunion du Conseil de direction de la CEB**

## Résolution 436 (2019) sur l'exercice 2018

Paris, le 29 mars 2019 **CD PV/222/2019**

Le Conseil de direction,

Vu l'article IX, section 3, paragraphe 1, *litt.* e du Statut,

Vu l'article 5, paragraphe 1 du Règlement Intérieur du Conseil de direction,

Vu le bilan et le compte de résultat ainsi que les notes annexes aux états financiers au 31 décembre 2018,

Vu la certification de l'Auditeur Externe du 26 février 2019,

Vu les rapports des organes statutaires de la Banque, à savoir :

- le rapport du Gouverneur pour l'exercice 2018,
- le rapport du Comité de surveillance du 27 février 2019,

Vu la Résolution 1605 (2019) du Conseil d'administration,

Ayant entendu le Comité de surveillance,

Décide :

- d'approuver le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque pour 2018,
- de donner quitus au Conseil d'administration pour l'année 2018 et
- d'entériner le paragraphe 3 de la Résolution 1605 (2019) du Conseil d'administration du 14 mars 2019 par lequel le Conseil d'administration a affecté l'intégralité du résultat net de l'exercice 2018, soit + € 97 453 431, à la Réserve Générale.

# Notes au lecteur

### Dénomination

Depuis sa création en 1956, la Banque a connu trois dénominations successives. Depuis le 1er novembre 1999, elle est connue sous le nom de CEB – Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

### États membres

Au 31 décembre 2018, la Banque compte 41 États membres : Albanie, Allemagne, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kosovo, "l'ex-République yougoslave de Macédoine"*, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

### Statuts

Les premiers statuts ont été adoptés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 avril 1956 (résolution (56)9). Les nouveaux statuts, adoptés par le Comité des Ministres le 16 juin 1993 (résolution (93)22) sont entrés en vigueur le 18 mars 1997 après leur ratification par l'ensemble des États membres.

### Pays cibles

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, "l'ex-République yougoslave de Macédoine"*, Lettonie, Lituanie, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie et Turquie.

### Projet approuvé

Projet présenté au Conseil d'administration qui en a approuvé le financement.

### Prêt décaissé

Prêt effectivement versé au bénéficiaire.

### Tranche de prêt

Le financement est versé par tranches, selon l'avancement des travaux, jusqu'au montant du plafond autorisé par le Conseil d'administration.

### Engagement de financement

Fraction de projets encore en attente de financement, pour lesquels un contrat-cadre a été signé.

### Compte de dividendes sociaux (CDS)

Abondé pour l'essentiel de la part approuvée par les actionnaires des revenus annuels de la Banque affectés à ce compte, il est utilisé pour financer les subventions destinées aux projets à impact social élevé. Celles-ci peuvent prendre la forme de bonifications d'intérêt, d'aide à l'assistance technique, de garanties de prêt ou de contributions.

### Encours de prêts

Montant total des prêts décaissés et non encore remboursés.

### Capital souscrit

Titres de participation émis par la CEB et souscrits par ses membres.

### Capital appelé

Capital total payé et à payer.

### Capital appelable

Différence entre le capital souscrit et le capital appelé.

* suite à l'Accord du 17 juin 2018 entré en vigueur le 12 février 2019, tel qu'il a été notifié aux Organisations internationales le 14 février 2019, "l'ex-République yougoslave de Macédoine" est devenue la République de Macédoine du Nord - nom abrégé Macédoine du Nord.

**Crédits photos :**
Couverture : #MS YAPR ; Wavebreakmedia ; Axel Bueckert

Design **LUCIOLE** • ISSN : 1563-2598

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55, avenue Kléber
FR-75116 PARIS - FRANCE
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00
Fax : +33 (0)1 47 55 03 38
Swift : CEFPFRPP
**www.coebank.org**